

**PROJET D'ASSISTANCE MULTISECTORIELLE
A LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS
DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEEAC).
(RAF/88/049)**

**PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD).**

**COMMISSION ECONOMIQUE
DES NATIONS UNIES POUR
L'AFRIQUE (CEA).**

**ETUDE STRATEGIQUE DE LA
FILIERE BOIS DANS LES PAYS
MEMBRES DE LA CEEAC**

TABLE DE MATIERES

INTRODUCTION.	3
METHODOLOGIE.	5
RESUME ET CONCLUSIONS.	6
1. EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT REGIONAL ET INTERNATIONAL.	20
1.1. ENVIRONNEMENT GEOGRAPHIQUE, MACRO-ECONOMIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA SOUS-REGION.	20
1.1.1. Aperçu des économies des cinq pays forestiers de la CEEAC	25
1.1.1.1. Le Congo	25
1.1.1.2. Le Gabon	27
1.1.1.3. La République Centrafricaine	30
1.1.1.4. Le Zaïre	31
1.1.1.5. Le Cameroun.	36
1.1.2. Le système financier de la sous-région CEEAC:	39
1.2. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.	40
1.2.1. L'émergence des grands ensembles économiques	40
1.2.2. Les préoccupations écologiques.	40
1.2.3. Les perspectives de flux des capitaux extérieurs.	41
2. BILAN DIAGNOSTIC DE L'EXPLOITATION ET DES INDUSTRIES FORESTIERES.	44
2.1. EXPLOITATIONS FORESTIERES ET INDUSTRIES PRIMAIRES.	44
2.1.1. Les produits.	44
2.1.2. Les Opérateurs forestiers et industriels de la CEEAC	53
2.1.3. Les débouchés et les courants d'échanges.	63
2.1.4. Les prix.	66
2.1.5. Le transport et la logistique.	68
2.1.6. Le conditionnement et la distribution des produits.	74
2.1.7. La publicité et la promotion des produits.	76
2.1.8. La concurrence.	76
2.1.9. L'outil de production et la technologie.	79
2.1.10. Les problèmes d'approvisionnement.	80
2.1.11. Les ressources humaines.	81
2.1.12. Le financement du secteur.	82
2.1.13. Les Performances techniques et économiques.	84
2.2. TRANSFORMATION SECONDAIRE.	85
3. LES FACTEURS CLES DE COMPETITIVITE DANS LES EXPLOITATIONS ET LES INDUSTRIES FORESTIERES.	89
3.1. Les conditions tenant aux facteurs de production:	91
3.2. Les conditions relatives à la demande:	91
3.3. L'existence de branches complémentaires ou auxiliaires:	91
3.4. L'environnement concurrentiel des entreprises, la stratégie et les structures:	91
4. LES ATOUTS ET LES CONTRAINTES DE LA FILIERE BOIS DANS LA CEEAC.	94
4.1. Les atouts.	94

4.2. Les contraintes.	94
5. TENDANCES ET PERSPECTIVES DES MARCHES MONDIAUX DE BOIS : MENACES ET OPPORTUNITES POUR LES PAYS PRODUCTEURS DE LA CEEAC.	98
6. BREF PANORAMA DES EXPLOITATIONS ET INDUSTRIES FORESTIERES PAR PAYS.	103
6.1. LE CONGO.	103
6.2. LA RCA.	104
6.3. LE GABON.	105
6.4. LE CAMEROUN.	105
6.5. LE ZAIRE.	106
7. ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET RECOMMANDATIONS.	109
7.1. Les orientation stratégiques	109
7.2. Recommandations	111
7.2.1. Création d'un Office du Bois de la CEEAC	111
7.2.2. L'amélioration de la connaissance de la ressource forestière	112
7.2.3. La création d'un office d'Aménagement des voies de communication	113
7.2.4. La création d'un Centre de Promotion du Bois de la CEEAC	113
7.2.5. La réalisation d'une étude sur la compétitivité des exploitation et des industries forestières de la CEEAC	114
7.2.6. La création des Instituts de Formation et de Technologies du Bois	115
7.2.7. La création de Centres de Maintenance des Equipements Forestiers et de Formation	115
7.2.8. La création d'un Crédit Forestier Régional	115
7.2.9. La réalisation d'une Etude sur la Réhabilitation des Entreprises en Difficulté du Secteur.	116
7.2.10. La Réactivation de la Chambre de Compensation de la CEEAC.	116
7.2.11. Les Idées de Projets	117
7.2.11.1. Société de Cabotage Spécialisé dans le Transport Maritime du Bois.	117
7.2.11.2. Une Entreprise d'Approvisionnements des Industries Forestières et du Bois.	117
7.2.11.3. Une Usine de Colle pour Bois	117
7.2.11.4. Une Fabrique de Quincaillerie Bois	118
7.2.11.5. Une Fabrique de Charbon de Bois	118
7.2.11.6. Une Usine de Pâte à Papier.	118
7.3. CONCLUSION.	118
BIBLIOGRAPHIE.	119

INTRODUCTION.

Ce rapport, réalisé à la demande de l'ONUDI pour la CEEAC, porte sur l'élaboration d'une stratégie de développement de la filière bois dans les pays membres de la CEEAC dans une perspective d'intégration régionale.

Les termes de référence de notre mission sont présentés en annexe de cette étude.

Différentes études, dont certaines réalisées par l'ONUDI, ont élaboré des plans sectoriels d'industrialisation du bois à l'échelle de chaque pays. L'inconvénient majeur de ces plans, par rapport aux objectifs d'intégration régionale, est de proposer souvent des projets identiques au sein des pays membres de la CEEAC sans mettre en rapport les conditions de succès des activités proposées avec la capacité réelle de chaque pays à les maîtriser (atouts compétitifs). Il en a résulté une dispersion d'efforts, les projets ne pouvant se réaliser de manière viable, ainsi qu'une utilisation sub-optimale des ressources.

Ce rapport propose des orientations stratégiques et non un plan opérationnel qui nous paraît précocé au regard des différentes contraintes identifiées.

Des réformes institutionnelles et économiques d'envergure sont nécessaires dans la sous-région pour créer un nouvel environnement susceptible d'attirer dans la filière bois les capitaux, les investissements et les entrepreneurs en vue de leur offrir les conditions les plus favorables pour le développement des affaires.

Les plans opérationnels n'auront aucune efficacité, à ce stade, sans changement profond d'orientations des stratégies politiques, économiques et industrielles dans la sous-région.

L'échec de trente ans de tentative d'industrialisation dans la sous-région a révélé la faiblesse des orientations prises jusqu'à présent, et on ne saurait indéfiniment et impunément continuer à faire courir le cheval sur une mauvaise piste.

A la lumière des résultats obtenus et des enjeux économiques du moment, il nous paraît primordial de trouver la "bonne piste" (l'environnement) et d'améliorer les performances du cheval (les entreprises ou les secteurs industriels).

Les orientations stratégiques préconisées ici sont sous-tendues par l'idée de faire des industries forestières UN DOMAINE D'EXCELLENCE EN AFRIQUE CENTRALE compte tenu de la sous-utilisation de son énorme potentiel. Ce qui suppose qu'un tel DESSEIN ou une telle AMBITION soit partagé par tous les ACTEURS et DETENTEURS D'ENJEUX de la CEEAC: LES DECIDEURS POLITIQUES, LES CHEFS D'ENTREPRISES, LES SYNDICATS PROFESSIONNELS, LES UNIVERSITES ETC. . .

L'adhésion de tous à un tel projet nous paraît la condition minimale préalable à l'effort d'investissement dans l'élaboration d'un plan opérationnel, faute de quoi on court le risque d'un plan opérationnel supplémentaire qui ne sera point exécuté.

C'est pourquoi nous avons suggéré à la fin des recommandations l'idée d'un colloque ou d'un symposium sur la "stratégie de développement de la filière bois" dans la CEEAC comme premier acte en cas d'approbation des orientations de ce rapport par l'ONUDI et la CEEAC.

Ce rapport est donc conçu dans cette optique.

La première partie est consacrée à l'examen des évolutions actuelles de l'environnement régional et international, et ses conséquences sur les performances des industries forestières. Le rapport passe ainsi en revue les évolutions macro-économiques, institutionnelles, politiques, sociales et financières de l'environnement.

La deuxième partie fait le bilan diagnostic des industries forestières de la sous-région. Elle examine les produits, les débouchés, le commerce international des bois tropicaux, la concurrence internationale, l'organisation de la production, les opérateurs, les problèmes d'approvisionnement, les questions liées au transport et à l'évacuation des produits forestiers etc. Cette partie cherche surtout à mettre en lumière les performances du secteur ainsi que ses forces (atouts) et ses faiblesses (contraintes).

La troisième partie analyse les conditions de compétitivité des industries forestières de la sous-région, aspect éminemment important au regard de la perte de compétitivité des produits forestiers de la CEEAC au profit des concurrents asiatiques.

La quatrième identifie les atouts et les contraintes de la filière bois dans la sous-région.

La cinquième partie évalue les tendances et les perspectives des marchés mondiaux de bois tropicaux, et tente de dégager les menaces et les opportunités pour les producteurs forestiers de la sous-région.

La sixième donne un bref panorama des industries forestières de la CEEAC par pays.

La septième et dernière partie dessine les Orientations stratégiques et propose des recommandations.

METHODOLOGIE.

La réalisation de cette étude a nécessité la consultation de plusieurs sources d'information.

1. Nous avons visité les cinq pays forestiers de la CEEAC (Congo, RCA, Gabon, Zaïre et Cameroun) de la mi-février à début mars 1992. Au cours des visites dans ces différents pays nous avons eu des entretiens avec les responsables de ministères chargés de l'exploitation et des industries forestières, les représentations de la Banque Mondiale, les représentations locales de l'ONUDI, et certains des opérateurs et professionnels du secteur.
2. Nous avons eu à consulter l'ensemble des documents disponibles dont une liste est donnée dans la bibliographie annexée au présent rapport.
3. Les données disponibles ne sont pas toujours parfaites, et les statistiques pas toujours fiables. Elles manquent parfois de concordance d'une source et d'une époque à l'autre. Quand de telles faiblesses apparaissaient, nous y avons paré par une analyse comparative des sources qui nous semblaient les plus fiables.

Nous pensons que dans l'ensemble les chiffres et l'analyse qui en est faite reflètent l'état actuel des industries forestières de la CEEAC.

Il est évident que notre analyse a essentiellement porté sur les statistiques dites officielles et sur le secteur formel de l'activité forestière. Une activité informelle, difficile à saisir, se déploie aussi bien dans l'exploitation forestière que dans le secteur de la transformation primaire et secondaire. Nous l'avons examiné dans la mesure du possible.

RESUME ET CONCLUSIONS.

Cette étude concerne l'élaboration d'une stratégie de la "filière bois" dans les pays membres de la CEEAC dans une perspective d'intégration économique régionale.

Ce rapport donne des **ORIENTATIONS STRATEGIQUES** et non un **PLAN OPERATIONNEL** qui ne pourra être élaboré qu'à partir des orientations stratégiques découlant du diagnostic de la filière bois.

L'échec de différents plans opérationnels élaborés, à fort coût au cours des récentes années, est essentiellement attribuable à la place négligeable que ces plans accordaient à l'environnement (institutionnel, économique, politique etc.) qui nous semble primordial pour l'expansion des affaires.

L'**OBJECTIF ULTIME** visé par ces orientations est de faire des industries forestières de la sous-région **UN CENTRE D'EXCELLENCE** de manière à tirer de cette activité le maximum de bénéfice pour toutes les parties prenantes: les investisseurs, les états et les populations.

Nous résumons ci-après nos principales observations, conclusions et recommandations.

1) Ensemble économique de 70 millions d'habitants sur une superficie de 5,420 millions de km², les dix pays membres de la CEEAC présentent des situations économiques et démographiques très contrastées, du Tchad au climat quasi-sahélien qui avec une population de 5 millions d'habitants s'étend sur une superficie de 1,3 millions de km² au Zaïre, 35 millions d'habitants sur une étendue de 2,345 millions de km², véritable sous-continent doté de la plus grande réserve forestière du monde après celle de l'Amazonie en passant par Sao Tomé, 100000 habitants sur 1000 km² ou la Guinée équatoriale, 400000 habitants sur 28000 km² et des pays à la densité de population bien plus forte tels que le Rwanda (6,9 millions d'habitants sur 26000 km², soit 265 hab/km²) et le Burundi (5,3 millions d'habitants sur 28000 km², soit 189 hab/km²), pays montagneux disposant de peu de forêts qui, du reste, sont menacées par la pression démographique.

Au plan économique, ces pays peuvent néanmoins être répartis en deux grandes catégories, en fonction de leur PNB/HAB., selon le classement de la banque mondiale: les pays à faible revenu avec un PNB/HAB inférieur à US\$ 500 dollars - le Tchad (190), le Zaïre (260), le Burundi (220), Sao Tomé (280), Rwanda (320), Centrafrique (390) - et les pays à revenu intermédiaire tels que le Congo (940), le Cameroun (1000) et le Gabon (2960).

De manière générale, la situation économique de l'ensemble de ces pays s'est fortement dégradée au cours de la récente décennie et se caractérise par: une diminution réelle du

PNB/HAB, i.e. un taux de croissance de l'inflation supérieur au taux de croissance du Pnb inférieur au taux de croissance des populations; une épargne intérieure négative; un surendettement qui entraîne un service onéreux de la dette. Cette situation est à la fois le résultat de la conjoncture économique mondiale (baisse des cours de la plupart des produits d'exportation de ces pays: café, cacao, coton, bois, huile de palme, pétrole etc.) et de la mauvaise gestion des ressources publiques caractérisée par des dépenses publiques inefficaces.

Capacité d'endettement réduite et privée de ressources, la plupart des pays de la sous-région sont sous ajustement structurel. Leurs perspectives de croissance ne sont guère brillantes, ce qui s'est déjà traduit par une forte contraction du pouvoir d'achat qui a induit une diminution sensible de la demande intérieure, notamment celle relative aux matériaux de construction: les produits du bois sont affectés.

Dans pratiquement tous les pays de la sous-région, le rôle prédominant de l'Etat dans tous les secteurs de l'économie a été néfaste au développement de l'industrie, à l'émergence de la culture d'entreprise et du secteur privé. La logique administrative a partout pris le pas sur la logique de production ou d'efficacité économique, et a enfin sous-tendu la plupart des décisions à caractère économique.

2) Deuxième réserve forestière tropicale du monde après le Brésil, avec près de 191, 5 millions d'hectares (soit 60 % de la superficie forestière du continent africain), les forêts productives des cinq principaux pays forestiers de la CEEAC (Congo, Centrafrique, Gabon, Zaïre, Cameroun) représentent une superficie productive totale d'environ 134 millions d'hectares, soit un potentiel global commercial de 2, 6 milliards de mètres cubes. En 1989 la production annuelle de la CEEAC a atteint 5,3 millions de mètres cubes de grumes commercialisées sur une production mondiale de grumes de sciages et placages de type tropical de 173 millions de mètres cubes (soit une contribution à la production mondiale de 3 %). Il s'agit donc là d'un potentiel forestier largement sous-utilisé.

3) Sur cette production de 5,3 millions de mètres cubes de grumes par an, les produits transformés n'ont représenté en 1989 que 33% , généralement sous forme de sciages, placages et contreplaqués. Ce qui constitue un taux de transformation très faible au regard, d'une part, des objectifs des différentes politiques nationales de développement forestier qui généralement prescrivent un taux de transformation de 60 à 65%, et, d'autre part, de valorisation optimale des ressources forestières.

L'activité forestière reste caractérisée dans la sous-région par la production et l'exportation de produits de faible valeur ajoutée (les grumes), avec une surexploitation de trois ou quatre essences par pays sur plus de trois cents essences identifiées dans les formations forestières de l'Afrique centrale: le sapelli, le sipo, l'ayous dans les cas du Congo et du Centrafrique;

l'ayous, le sapelli et l'azobé constituent plus de 65% du volume exploité au Cameroun; l'okoumé plus de 80 % des grumes produites au Gabon; les trois essences les plus exploitées du Zaïre sont le sapelli, le sipo et l'acajou.

En volume équivalent grumes, les exportations de la CEEAC représentaient en 1989 environ 3, 4 millions de m³ de grumes, soit 64 % du volume total de sa production, tandis que le volume de grumes absorbé par le marché intérieur s'élevait à 1, 6 millions de m³, soit environ 30 % de sa production grumière (le solde ayant été stocké). Cette observation est à rapprocher avec la situation des pays d'Asie ou d'Amérique Latine où la consommation intérieure absorbe une part importante de leur production.

La plupart des essences identifiées se retrouvent dans les différents massifs forestiers de la sous-région avec une prépondérance plus ou moins marquée selon les pays (l'okoumé par exemple est prédominant au Gabon bien qu'on le retrouve en proportion moindre au Congo).

4) Sur le plan de la structure industrielle, on constate une sous-utilisation des capacités installées. La production de sciages , placages et contreplaqués pour l'année 1989 représentait respectivement 27,3 %, 50,7 % et 27,6 % des capacités installées de la sous-région.

L'exploitation et les industries forestières sont largement dominées par les entreprises étrangères qui contrôlent plus de 90% de la production. Elles sont généralement des filiales de maisons-mères européennes engagées dans le négoce ou la transformation de bois tropicaux.

Soumises à des impératifs commerciaux externes, ces entreprises sont extraverties, se concentrent sur l'exploitation des quelques trois ou quatre essences demandées par leurs clientèles extérieures; elles sont donc peu préoccupées par le développement du marché intérieur du bois, et encore moins par la vulgarisation de l'utilisation des essences secondaires.

Le reste de la production est assuré par de petits exploitants nationaux dont la production est limitée par l'absence de moyens financiers et matériels, le manque de personnel qualifié pour l'exploitation et l'absence de compétence dans la gestion.

5) Sur le plan du commerce international, les exportations de bois de la CEEAC sont fortement concentrées sur la CEE qui en absorbe plus de 80% .

Deux faits et tendances demeurent néanmoins préoccupants sur le marché européen pour les producteurs africains de manière générale:

- La majeure partie des importations européennes en provenance d'Afrique est constituée de grumes, tandis que l'Europe importe essentiellement des sciages d'Asie. En 1989, la CEE a importé 2,87 millions de m³ de grumes et environ 3,5 millions de m³ de sciages; 98,8 % des grumes importées venaient d'Afrique alors que 71,5 % des sciages étaient importés d'Asie et seulement 23 % d'Afrique.

- L'Europe opère une substitution continue de ses importations de grumes africaines par des sciages en provenance d'Asie qui ne livre pratiquement plus de grumes à l'Europe. Celle-ci n'achète en Afrique que des grumes sélectionnées.

L'Afrique en général, et la CEEAC en particulier, doivent tirer les leçons nécessaires de cette tendance, et renforcer les moyens de contrôle de l'application des législations qui obligent, à l'instar des pays asiatiques, les opérateurs à accroître la transformation locale de grumes.

Cette dépendance commerciale vis à vis de l'Europe résulte de plusieurs facteurs: la majorité des opérateurs forestiers de la sous-région sont des filiales européennes conçues pour assurer l'approvisionnement de leurs usines européennes; le courant traditionnel des transports maritimes dans le cadre de conférences maritimes euro-africaines; le manque de contrôle des circuits de commercialisation et l'absence d'agressivité commerciale.

6) Les taux d'extraction très faibles, généralement inférieurs à 6 mètres cubes/hectare, entraînent l'écrémage de la forêt et un gaspillage de la ressource ligneuse; les exploitants étant surtout intéressés par les essences à haute valeur commerciale. L'exportation des produits forestiers à l'état de grumes ne peut qu'encourager cette tendance qui fonde la valeur du produit sur ses caractéristiques naturelles, et non sur celles du produit transformé. Par exemple un mobilier, de design original, travaillé sur du bois d'essence secondaire peut se révéler plus attrayant qu'une grume d'essence noble vendue à l'état brut.

Par ailleurs les procédés de transformation de bois actuellement utilisés entraînent une perte de matières de l'ordre de 50 à 60%. Il est possible d'accroître la valeur de la production grâce à la diminution des pertes et à la qualité des produits. Les grumes japonaises prennent ainsi entre six et huit fois plus de valeur à travers une meilleure élaboration des produits et une réduction de pertes (meilleur taux de récupération).

7) Les cours mondiaux et les prix de revient.

La consommation et la production marginales de bois en Afrique ne donnent pas à ce continent une position influente sur la formation des cours mondiaux qui sont tributaires de l'offre et de la demande des grandes régions consommatrices de bois tropicaux (l'Asie, l'Europe et l'Amérique Latine) et productrices (l'Asie et l'Amérique Latine).

La position plus ou moins favorable des prix de revient des exploitants de la sous-région par rapport aux cours mondiaux orientent les exploitations vers les essences à forte valeur marchande.

Il est néanmoins difficile d'apprécier la structure des prix de revient fournie par les opérateurs forestiers et industriels en l'absence d'uniformisation des méthodes comptables de prix de revient.

Il est normal que , devant cette carence comptable, les entreprises aient tendance à ne pas divulguer leurs coûts réels pour des raisons à la fois d'ordre stratégique et d'évasion fiscale. Mais ceci est préjudiciable à terme à toute l'activité.

C'est pourquoi une des recommandations de ce rapport porte sur l'élaboration et la mise en place d'un cadre réglementaire, fiscal et comptable harmonisé, cohérent et uniforme.

8) Le transport et la logistique.

L'immensité et la densité des formations forestières de l'Afrique centrale, l'étendue de son territoire, son relief accidenté par endroits constituent un obstacle considérable à l'évacuation des produits forestiers des zones de production vers les centres intérieurs de consommation ou vers les ports d'exportation.

L'inexistence, le mauvais état , le mauvais fonctionnement et l'insuffisance des infrastructures de transport et de communication constituent l'une des causes majeures de la sous-exploitation du potentiel forestier de la sous-région.

Le transport, dans bien des cas, représente entre 30 et 50 % du coût d'exploitation. Il s'ensuit que l'exploitant n'est pas encouragé à assurer les frais d'évacuation d'essences secondaires dont la valeur marchande ne peut couvrir les coûts d'abattage, de conditionnement et de transport.

L'encouragement de la consommation des essences peu recherchées exigera par conséquent l'amélioration des infrastructures de transport dans les bassins forestiers de la sous-région. Ce rapport considère ce volet comme un facteur clé d'environnement et d'amélioration de compétitivité, et recommande une étude spécifique visant à améliorer les voies de communication et d'évacuation des produits forestiers de la CEEAC.

9) La distribution des produits forestiers.

La distribution et la commercialisation des produits forestiers sur les marchés extérieurs sont généralement assurées par des sociétés européennes. L'exportateur en Afrique vend généralement ses produits FOB (free on board) ou FAS (free alongside ship). L'acheminement du produit du bateau au port de destination est assuré par l'importateur.

Seuls le Gabon et le Congo ont créé des monopoles d'état - la Société Nationale de bois du Gabon (SNBG) et l'Office Congolais de bois (OCB) - qui sont chargés de la commercialisation exclusive de leurs grumes à l'extérieur.

Les pertes accumulées au fil des années, combinées à l'accumulation de stocks importants de bois non vendus ont fini par mettre en évidence l'inefficacité de ces structures, leur incapacité à promouvoir l'expansion des exportations de bois dans leurs pays respectifs, leur nuisance

pour l'épanouissement du secteur forestier et, enfin, leur coût social (pertes d'impôts et maintien d'effectifs pléthoriques).

En libéralisant et en contrôlant plus efficacement les exportations, ces pays auraient collecté des droits et taxes qui auraient servi à financer des utilisations, nous imaginons, plus intéressantes.

10) La concurrence internationale.

Elle est essentiellement asiatique. Ce continent a disposé de nombreux atouts: le boom économique, le développement spectaculaire du Japon qui reste le plus gros consommateur mondial de bois tropicaux, une main-d'oeuvre peu chère et qualifiée, une grande agressivité commerciale, et des produits moins chers et mieux élaborés.

De nombreuses insuffisances sont causes de la marginalisation de l'Afrique dans le commerce international de bois tropicaux.

- une absence de vision et de politiques à long terme au niveau des états (encore moins de la sous-région) pour le développement de la production, de la consommation et de l'exportation des produits forestiers.
- l'activité forestière en Afrique centrale a obéi à des impératifs externes dictés par les acheteurs et transformateurs européens. L'industrie européenne est donc resté le principal moteur de la croissance de l'activité forestière en Afrique, au contraire de l'Asie dont la consommation intérieure absorbe la majeure partie de sa production.
- la trop grande sélectivité des essences est la conséquence logique d'exploitations forestières tournées vers la satisfaction de besoins extérieurs que rien n'oblige non plus à se soucier de la promotion d'essences peu recherchées sur les marchés intérieurs.
- un environnement économique, social et institutionnel rigide et trop marqué par l'omniprésence de l'état, où la logique administrative prévalait sur celle d'efficacité économique. Ce qui a induit la réalisation de projets forestiers au coût excessif et à la productivité nulle.
- l'état désastreux des infrastructures de transport et de communication.

11) L'outil de production.

L'outil de production est caractérisé par une sous-utilisation des capacités installées attribuable à une série de causes: la vétusté et l'inadaptation des équipements, notamment ceux des scieries; les difficultés de maintenance; l'insuffisance de personnel qualifié dans l'exploitation et la maintenance des machines; les difficultés d'approvisionnement de certaines usines locales en grumes d'essences de bonne qualité; l'étroitesse des marchés visés.

12) Les ressources humaines.

L'insuffisance de personnel qualifié est soulignée dans tous les diagnostics des secteurs forestiers des pays membres de la CEEAC, aussi bien dans l'exploitation forestière que dans les industries de transformation.

L'amélioration des rendements des industries forestières suppose une utilisation et un entretien appropriés et continus des équipements qui sont généralement mécaniques, électromécaniques, et de plus en plus électroniques. Les besoins en personnel formé dans ces disciplines sont donc considérables afin d'accroître la disponibilité et les bonnes performances des équipements.

Les chefs d'entreprises se plaignent du manque d'ouvriers qualifiés capables d'exécuter les directives techniques, et du manque d'agents techniques intermédiaires aptes à superviser et à coordonner le travail dans les ateliers et les usines.

Cette situation est attribuable à l'absence d'écoles de formation professionnelle capables de donner une formation technique pointue aux techniciens et ouvriers spécialisés.

Cette lacune est également relevée pour la filière comptable.

Le rapport a suggéré la création d'instituts régionaux de formation professionnelle et technique.

13) Le financement du secteur.

Le rapport a constaté l'inadaptation du système bancaire des pays de la sous-région à fournir aux industries forestières les services appropriés et les capitaux à risque qui sont cruciaux pour le développement de ce secteur.

Les entreprises étrangères installées dans la sous-région ont été financées par des capitaux extérieurs, les concours des banques locales ne se limitant qu'au financement d'une partie des besoins en fonds de roulement.

Quant aux entreprises d'économie mixte où l'état est en joint-venture avec un partenaire étranger (appelé généralement partenaire technique), les emprunts extérieurs ont été garantis par l'état.

Le rapport fait également observer que ces montages mixtes, à l'observation des trente dernières années de tentatives d'industrialisation en Afrique, comportent de nombreux vices qui compromettent dès le départ les chances de réussite de telles opérations où le partenaire technique est à la fois juge et partie, cumulant souvent des rôles par nature conflictuels. Le consultant rappelle à cet effet le dénouement malheureux de la CFG au Gabon, de la

SIDETRA et de la SCBO entre autres au Congo, de la fameuse usine de pâte à papier CELLUCAM au Cameroun.

Pour réduire les probabilités d'occurrence de ce genre d'investissements le consultant recommande la limitation du rôle de l'Etat à la création d'un environnement favorable à l'investissement, une plus grande implication du secteur privé dans les décisions d'investissement et un renforcement des capacités d'évaluation des projets forestiers notamment au sein du crédit forestier régional, organisme de financement dont la création est recommandée.

14) La transformation secondaire.

La transformation secondaire reste sous-développé dans la sous-région où l'on trouve, dans les différents pays et à des degrés divers de développement, de petites menuiseries et des artisans talentueux qui fabriquent différents produits d'usage domestique: meubles, portes, fenêtres, lits etc. Ces ateliers disposent d'équipements élémentaires et travaillent généralement sur commande.

Le consultant note l'existence d'un potentiel important qu'il convient de développer dans ce secteur qui demeure handicapé par : l'absence de fonds de roulement pour assurer un approvisionnement régulier en bois et matériel de quincaillerie; l'absence de machines à bois spécialisées; le manque de formation dans la conception et la fabrication de produits, et dans l'organisation et la gestion de petite menuiseries; l'absence de programme de perfectionnement technique dans les domaines ci-dessus; l'absence de structures de prospection et de promotion de leurs produits.

Il est donc recommandé la création de services d'assistance spécialisés orientés vers le secteur informel.

15) Une prise de conscience se développe au niveau des instances mondiales sur la nécessité et l'urgence de la protection de l'environnement naturel menacé de dégradation par différentes activités humaines (déforestation, pollution des eaux et de l'air). Les principaux pays industrialisés (Etats-Unis, Allemagne, Angleterre, Canada) sont à la pointe de ce combat pour la protection des écosystèmes. Des propositions sont ainsi faites pour la création d'un organe international chargé de formuler et d'appliquer des réglementations en matière d'environnement. L'Assemblée générale des Nations Unies, lors de sa quarantième session, a demandé que soit organisée une conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement; elle a souligné la nécessité de promouvoir dans tous les pays un développement écologique rationnel et, mentionné, entre autres, le déboisement comme étant l'un des problèmes écologiques les plus importants pour la protection de l'environnement.

Dans cette optique différentes législations vont être adoptées dans ces pays pour, d'une part, limiter la consommation des produits forestiers, et d'autre part, réduire les flux de capitaux vers les projets susceptibles de dégrader l'environnement. L'exploitation et les industries forestières en seront affectées. En 1990, la valeur nominale des exportations des produits ligneux primaires des pays producteurs membres de l'OIBT a baissé de 8,5% pour descendre à 7,32 milliards de dollars EU. Cette baisse est attribuée à de fortes réductions des exportations de sciages des producteurs membres de l'OIBT, notamment ceux de l'Asie, et à la diminution de la demande en Europe et en Amérique du Nord, conséquence à la fois d'un ralentissement de la croissance et de préoccupations croissantes des consommateurs sur les effets néfastes de l'exploitation des forêts tropicales sur l'écosystème.

Il sera de plus en plus nécessaire de concilier les objectifs de développement et ceux de la protection d'environnement dans les projets forestiers pour obtenir des capitaux étrangers sous forme d'aide et de prêts. L'objectif d'aménagement rationnel des forêts de la sous-région ne pourra être atteint qu'à travers des solutions susceptibles de contribuer, d'une part, à atténuer les problèmes de subsistance des populations, et d'autre part, à tirer le meilleur parti de l'exploitation et des industries forestières.

16) L'accroissement de la productivité des ressources (augmentation de la valeur ajoutée par unité de ressource investie, élargissement de la gamme de produits, réduction des pertes dans les processus de récolte forestière et de transformation industrielle, etc.) est une réponse intelligente à cette double exigence économique et environnementale. Sans accroître le rythme d'abattage des forêts de l'Afrique centrale, on augmentera la valeur de leur production par une amélioration qualitative des produits et de leur compétitivité sur les marchés mondiaux.

17) Les facteurs clés de compétitivité.

L'absence de compétitivité sur les marchés mondiaux est le trait dominant des industries forestières de la CEEAC. Elle s'est traduite par une marginalisation constante des produits forestiers de la sous-région sur les marchés internationaux.

La principale cause de cette absence de compétitivité est la sous-productivité des ressources dont les conséquences sont les performances techniques médiocres (faible utilisation des capacités, faibles rendements de production, faible taux d'extraction forestière etc.), des résultats financiers désastreux (baisse continue du chiffre d'affaires, accroissement important de l'endettement, faillite et fermeture d'usines etc.), et des résultats économiques douteux (faible valeur ajoutée).

L'industrie forestière doit donc devenir compétitive pour survivre. C'est pourquoi il nous a semblé important de réfléchir sur les conditions qui peuvent réellement impulser le développement de ce secteur et le rendre compétitif sur les marchés intérieurs et extérieurs.

A ce sujet une observation nous paraît fondamentale et généralisable à d'autres activités: l'enrichissement d'un pays ou l'amélioration continue du niveau de vie de ses populations à partir de l'exploitation d'une ressource naturelle ne doit pas être uniquement fondée sur la disponibilité en quantité et la vente de cette ressource à l'état brut ou quasi naturel. Un tel avantage ne peut pas durer face à des concurrents qui sont capables de mettre sur le marché, soit à partir de la même matière première soit à partir de matières premières équivalentes ou substituts, des produits de très haute qualité, ayant des caractéristiques et des niveaux de service élevés. L'enrichissement est donc fonction de la qualité des produits qui sont fabriqués et commercialisés par une économie.

Différentes études ont mis en lumière quatre grandes conditions qui façonnent l'environnement de la concurrence entre les entreprises:

- les conditions relatives aux facteurs de production. Elles concernent la position des industries de la sous-région par rapport aux facteurs de production critiques: la qualification de la main-d'oeuvre; le niveau technologique, les équipements et l'état des infrastructures.
- les conditions relatives à la demande: l'importance, le degré de sophistication de la demande intérieure pour un produit ou une gamme de produits constituent des facteurs de stimulation pour un secteur industriel donné.
- l'existence d'un environnement de fournisseurs et prestataires de services performants: services de maintenance, services financiers, services d'achats, etc.
- l'environnement institutionnel, social, politique influence la culture de ses ressortissants et de ses entreprises. L'action des pouvoirs publics, par son caractère stimulant ou inhibant, exerce une influence considérable sur le climat d'investissement, l'initiative privée, la perception des entrepreneurs, la confiance des investisseurs dans l'environnement, etc.

18) Les atouts et les contraintes de la filière bois dans la CEEAC.

- Le principal atout de la sous-région est l'importance et la diversité de sa réserve forestière tropicale qui reste largement sous-exploitée.
- Les principales contraintes concernent: la dégradation de l'environnement économique; l'inefficience du système financier; les lenteurs administratives; l'inconvertibilité des monnaies; l'absence de libre circulation entre les états; l'état piteux

des infrastructures de communication; l'absence de personnel qualifié; la vétusté des équipements; le rôle néfaste de l'état; l'absence de culture d'entreprise.

19) Tendances et Perspectives des marchés mondiaux de bois: Menaces et Opportunités pour la CEEAC.

En dépit de la menace asiatique et sous réserve de remédier aux faiblesses, identifiées dans les pays forestiers de la sous-région ceux-ci semblent disposer d'atouts pour le développement et l'exportation de certains produits transformés (notamment les sciages, les prédébités, les placages) vers les marchés traditionnels de l'Europe et de l'Asie. Des perspectives intéressantes pourraient également se dégager en direction de l'Europe de l'est et de

la Communauté des Etats Indépendants (ex-URSS) dès que les réformes politiques et économiques en cours dans cette région commenceront à donner des résultats intéressants.

20) Les Orientations stratégiques.

Les Orientations stratégiques proposées dans ce rapport visent à:

- accroître la productivité des industries forestières par un accroissement de la productivité des facteurs.
- améliorer le commerce intrarégional des produits du bois;
- accroître les exportations des produits bois de la sous-région;
- favoriser l'éclosion d'opportunités industrielles régionales;
- attirer dans la filière les investissements privés aussi bien étrangers que régionaux;
- attirer les capitaux institutionnels pour le développement de la filière bois.

Les valeurs qui sous-tendent cette stratégie sont :

- la libre entreprise comme moteur principal du développement économique;
- la nécessité de créer des entreprises financièrement rentables pour rémunérer les capitaux investis et payer les impôts à la communauté;
- le rôle moteur du secteur privé dans le redéploiement de la filière par la mobilisation de ses ressources vers la création, l'expansion et la réhabilitation des entreprises dans la filière bois;
- le rôle extrêmement important des états concernera la définition des politiques et des objectifs macro-économiques, la création de cadres institutionnels cohérents et compatibles

avec les politiques arrêtées, et la mise en oeuvre de moyens pour assurer le suivi et le respect des politiques.

Dans cette optique un certain nombre d'orientations ont été faites et portent sur :

- la création d'un OFFICE DU BOIS DE LA CEEAC qui sera chargé de l'étude, de la mise en oeuvre et du suivi d'application de politiques en vue du redéploiement de la filière bois dans la sous-région.

- la réalisation de la cartographie et de l'inventaire des formations forestières de la sous-région.

- la création d'un OFFICE D'AMENAGEMENT DE VOIES DE COMMUNICATION qui sera chargé de réaliser l'audit des moyens d'évacuation des produits forestiers dans la sous-région et de proposer des solutions appropriées.

- la création d'un CENTRE DE PROMOTION DU BOIS A LA CEEAC.

- la création de CENTRES DE MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS FORESTIERS ET DE FORMATION pour : la promotion des produits forestiers de la sous-région sur les marchés extérieurs; la promotion de l'utilisation des ressources recherchées; la diffusion des informations sur les marchés mondiaux du bois et de leur tendance, etc.

- la création d'un CREDIT FORESTIER REGIONAL.

- la réalisation d'une ETUDE SUR LA COMPETITIVITE DES INDUSTRIES FORESTIERES DE LA CEEAC qui mettra en lumière la position concurrentielle des pays forestiers de la sous-région par rapport à leurs concurrents asiatiques

- la création des INSTITUTS DE FORMATION ET DE TECHNOLOGIE DU BOIS pour pallier les insuffisances de qualification identifiées et apporter une assistance au secteur informel de la transformation secondaire;

- la création d'un CREDIT FORESTIER REGIONAL dont l'objectif sera de mobiliser les capitaux vers des utilisations rentables dans les industries forestières par la mise au point d'instruments et produits financiers attrayants aussi bien aux épargnants qu'aux investisseurs.

- la réalisation d'une ETUDE SUR LA REHABILITATION DES ENTREPRISES FORESTIERES en difficulté dans la sous-région (cas notamment de la CFG au Gabon, la SIDETRA et la SCBO au Congo, etc.) en vue de les relancer et de les rentabiliser.

- la REACTIVATION DE LA CHAMBRE DE COMPENSATION DE LA CEEAC comme l'une des mesures d'activation, de facilitation et de stimulation du commerce intra-régional.

Des idées de projets sont donnés comme opportunités industrielles et commerciales régionales, mais elles méritent d'être approfondies par des études de faisabilité appropriées.

Ces idées concernent: la création d'une société de cabotage régional spécialisé dans le transport maritime du bois; la création d'une société d'approvisionnements industriels devant desservir les entreprises du secteur; la création d'une usine de quincaillerie pour les industries du bois ; la création d'usines de fabrication de charbon de bois; la création d'une usine de pâte à papier, etc.

En dehors des opportunités identifiées comme régionales, de nombreuses possibilités existent encore dans pratiquement toutes les autres activités (sciages, prédébités, placages etc.) sous réserve d'amélioration des conditions d'environnement et de la capacité des promoteurs à maîtriser les facteurs clés de réussite propres à l'activité qu'ils souhaitent entreprendre.

21) Conclusion

L'adoption et la mise en place des orientations stratégiques proposées dans ce rapport nécessitent l'adhésion de tous les acteurs et détenteurs d'enjeux (les gouvernants, les forestiers, les industriels, les exportateurs, les importateurs, les syndicats forestiers, les artisans etc.) pour faire de l'exploitation et des industries forestières UN CENTRE D'EXCELLENCE DANS LA CEEAC.

Si ces orientations sont approuvées par l'ONUDI et la CEEAC, nous suggérons la tenue d'un colloque sur le thème suivant: DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE BOIS DANS UNE PERSPECTIVE REGIONALE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES.

Les conclusions de ces assises seront transmises au Secrétariat Général de la CEEAC qui jugera, selon l'issue, de l'opportunité de les soumettre à l'approbation des chefs d'état pour la poursuite du programme qui sera arrêté le cas échéant.

Première Partie

ENVIRONNEMENT REGIONAL ET INTERNATIONAL

1. EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT REGIONAL ET INTERNATIONAL.

L'évolution de l'industrie du bois est fortement influencée par la conjoncture économique nationale, régionale et internationale. Les principaux produits du bois (grumes, sciages, placages et contreplaqués) sont consommés par les activités liées à la construction (coffrages, charpente, menuiserie, huisseries, meubles etc.). La compréhension des situations et tendances des économies mondiales et régionales, notamment des grands marchés producteurs et consommateurs traditionnels et de nouveaux marchés éventuels, permet de concevoir des stratégies industrielles susceptibles de mieux répondre aux évolutions et attentes de ces marchés. C'est la principale justification de cette section.

1.1. ENVIRONNEMENT GEOGRAPHIQUE, MACRO-ECONOMIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA SOUS-REGION.

Ensemble économique de 70 millions d'habitants sur une superficie totale de 5,420 millions de km², les dix pays membres de la CEEAC présentent, sur plusieurs aspects, des images très contrastées qui ont des effets variables sur la consommation, l'utilisation et la production des produits du bois.

TABLEAU 1. POPULATION ET SUPERFICIE DES PAYS DE LA CEEAC.

PAYS	POPULATION (millions habitants)	SUPERFICIE (milliers de km ²)	DENSITE (hab. /km ²)
Tchad	5,5	1284	4,3
Zaïre	34,5	2345	14,7
Burundi	5,3	28	189,3
Sao Tomé/Prin	0,1	1	100
Rwanda	6,9	26	265,4
Centrafrique	3,0	623	4,8
Guinée Equatoriale.	0,4	28	14,3
Congo	2,2	342	6,4
Cameroun	11,6	475	24,4
Gabon	1,1	268	4,1
Total	70,6	5420	13

Source: Rapport sur le développement 1991, Banque Mondiale. Les statistiques précédentes correspondent à l'année 1989.

Sur le plan géographique et démographique, les pays de la CEEAC peuvent se subdiviser en trois catégories:

a) Les pays qui disposent d'une réserve forestière tropicale importante et sont classés parmi les producteurs de bois tropicaux. Il s'agit du Congo, du Zaïre, du Gabon, de la

République Centrafricaine (RCA) et du Cameroun qui représentent au total une superficie exploitable d'environ 134 millions d'hectares, soit un potentiel commercial global de 2,6 milliards de mètres cubes alors que leur production actuelle n'est que de 5 millions de m³ par an. Par pays, les réserves forestières et superficies productives se répartissent comme suit:

TABEAU 2. RESERVES FORESTIERES ET SUPERFICIES EXPLOITABLES DES PRINCIPAUX PAYS FORESTIERS DE LA CEEAC.

Pays	Réserves forestières (millions ha)	Superficie exploitable (millions ha)
Congo	20	14
Zaïre	125	80
Gabon	21	20
RCA	3,5	2,7
Cameroun	22	17,4
Total	191,5	134,1

Le Zaïre à lui tout seul dispose d'une réserve forestière de 125 millions d'hectares qui fait de ce pays la deuxième réserve forestière tropicale du monde après le Brésil.

Les cinq pays précédents ont un climat essentiellement tropical et humide (à l'exception des parties Nord du Cameroun et de la RCA où le climat et la végétation sont d'essence sahélienne). Comme on peut également le voir au tableau 1, ils sont sous-peuplés avec une densité moyenne de 13 habitants par km² dans une fourchette allant de 4,1 hab/km² (Gabon) à 24,4 hab/km² (Cameroun).

L'immensité de leurs formations forestières et de leurs territoires, l'enclavement d'une grande partie de leurs massifs forestiers (cas de la RCA, du Zaïre, du Nord du Congo, de l'arrière-pays Gabonais, de l'est du Cameroun), l'insuffisance des moyens de communication posent d'énormes problèmes pour l'évacuation des produits vers les ports d'exportation ou les grands centres de consommation, ainsi que pour l'acheminement de matériels vers les chantiers forestiers.

b) Des pays à forte densité de population, le Burundi et le Rwanda, qui totalisent 12,2 millions d'habitants sur 54000 km² (226 hab./km²). Ils sont montagneux et enclavés, ont un climat tempéré et possèdent très peu de forêts. Avec une population fortement concentrée sur des superficies exigües, la pression humaine sur leurs forêts pour l'obtention du bois de feu et de terres arables y est particulièrement menaçante pour l'écologie. Devant cette situation préoccupante, il est difficile d'encourager le gaspillage des ressources forestières dans les pays forestiers de la sous-région alors que des solutions de coopération plus imaginatives pourraient atténuer cette tendance au déboisement des forêts du Burundi et du Rwanda.

c) De vastes pays au climat sahélien, tels que le Tchad (5,5 millions d'habitants sur 1,284 millions de km²) et l'extrême nord du Cameroun, où l'absence de forêts constitue un problème épineux pour l'approvisionnement des populations en bois de feu et autres produits de bois. Ici aussi, des solutions de coopération doivent exister avec les pays forestiers de la CEEAC, notamment ceux du voisinage tels que la RCA, le Zaïre et le Cameroun.

Sur le plan économique, les pays membres de la CEEAC peuvent être répartis en deux grandes catégories, en fonction de leur PNB/HAB, selon le classement de la banque mondiale: les pays à faible revenu avec un Pnb/hab inférieur à 500 dollars des Etats Unis - le Tchad (190 \$), le Burundi (220 \$), le Zaïre (260 \$), le Rwanda (320 \$), la RCA (390 \$) - et les pays à revenu intermédiaire comme le Congo (940 \$), le Cameroun (1000 \$) et le Gabon (2960 \$).

Bien que connaissant des performances économiques spécifiques et variables en termes de croissance, d'endettement, d'épargne, d'investissement et de finances publiques, de manière générale la situation économique de l'ensemble des pays de la CEEAC s'est fortement dégradée au cours de la récente décennie et se caractérise par: une diminution réelle du PNB/HAB. , i.e. un taux de croissance réel (après ajustement pour inflation) du Pnb inférieur au taux de croissance des populations se traduisant par une paupérisation préoccupante (voir tableau 3); une épargne négative et des finances publiques chroniquement déficitaires; un surendettement qui entraîne un service onéreux de la dette qui dans la plupart des cas ne peut être honoré.

Si les autorités de ces pays attribuent fréquemment l'origine de cette situation à la baisse des cours de leurs principaux produits d'exportation (café, cacao, coton, bois, huile de palme, hévéa, pétrole et autres ressources minières), il faut aujourd'hui admettre une cause structurelle bien plus profonde de ce mal: une mauvaise gestion des ressources publiques caractérisée par des dépenses publiques inefficaces (dépenses de fonctionnement et de prestige improductives, prise de participation et octroi de garanties pour le financement d'entreprises non rentables et chroniquement déficitaires, construction d'infrastructures-routes, aéroports etc. peu productives et en dehors de toute logique d'efficacité économique).

TABLEAU 3. PNB/HAB ET INFLATION

Pays	Pnb/Hab Dollar US 1989	Croissance annuelle moyenne du Pnb/hab 1965-89	Taux annuel moyen d'inflation		Taux annuel d'accroissement démographique	
			65-80	80-89	65-80	80-89
Tchad	190	-1,2	6,2	1,5	2,0	2,4
Burundi	220	3,6	5,0	3,7	1,9	2,9
Zaïre	260	-2,0	24,7	59,4	2,8	3,1
Rwanda	320	1,2	12,5	4,0	3,3	3,2
RCA	390	-0,5	8,2	6,5	1,9	2,7
Congo	940	3,3	6,8	0,3	2,8	3,4
Cameroun	1000	3,2	9,0	6,6	2,7	3,2
Gabon	2960	0,9	12,8	-1,0	3,6	3,7

Source : Rapport sur le développement dans le monde 1991. Banque mondiale.

Privés de moyens de financement pour leur fonctionnement, et plus encore de ressources pour assurer la croissance, tous les pays de la CEEAC ont fait appel aux institutions de Bretton Woods (FMI, et Banque Mondiale) pour mettre en place des programmes d'ajustement structurel qui visent entre autres les objectifs suivants:

- la réhabilitation des entreprises des secteurs publics et bancaires pour les rendre plus performants;
- l'accroissement de la compétitivité des tissus industriels nationaux, jusque-là surprotégés par différentes législations et barrières, par une libéralisation progressive des économies et une stratégie d'encouragement des exportations, ainsi qu'un allègement du contrôle de l'Etat sur l'appareil productif;
- la stabilisation des finances publiques par une maîtrise des dépenses de fonctionnement et une rationalisation des choix d'investissements publics (compression des charges de fonctionnement de l'état; élimination des subventions pour des entreprises chroniquement déficitaires; fermeture des entreprises publiques non rentables; privatisation d'autres entreprises du secteur public etc.).

Ces mesures, bien que visant à terme la restauration de la santé des finances publiques et la relance des économies de ces pays, ont eu pour premier effet la baisse du pouvoir d'achat des ménages, et par voie de conséquence une contraction de la demande intérieure qui s'est répercutée sur l'offre.

L'ensemble de ces économies se trouve aujourd'hui dans un état préoccupant de déliquescence. La relance d'un secteur tel que le bois ne peut se faire sans s'appuyer sur une économie intérieure dynamique, i.e. sur une demande interne vigoureuse.

L'amélioration du niveau de vie des populations d'un pays ou d'une région génère une augmentation générale de la demande des biens durables et des produits de consommation courante. Dans le contexte des pays en développement, où une partie importante de la population cherche à satisfaire ses besoins vitaux et de sécurité, l'augmentation générale de la richesse de la population entraîne une demande plus soutenue pour la construction de logements; ce qui influe favorablement sur la consommation de matériaux de construction, dont notamment les sciages et les contreplaqués.

Le tableau 3 indique clairement une tendance de croissance négative ou au mieux stagnante des pays membres de la CEEAC.

Cette tendance a déjà une influence négative sur les investissements et les emplois. Les chantiers importants de construction sont devenus plus rares et de nombreuses entreprises du secteur productif ont dû fermer face à une demande intérieure qui s'est contractée sous l'effet de la baisse de pouvoir d'achat des ménages, résultat de nombreuses pertes d'emplois.

Ainsi que le montrent les statistiques de la production et de la consommation domestiques dans les pays d'Asie, l'exportation ne représente qu'une part marginale de la consommation intérieure. En 1990, sur une production interne de 89 millions de m³ de grumes la région Asie/Pacifique a consommé 74 millions de m³ (soit 83%); la même année cette région a consommé 86% de sa production de sciages (24 millions de m³ sur 28 millions), et 91% de sa production de contreplaqués (2 millions de m³ sur 2,2 millions de m³). Ce qui laisse toujours à ces pays, une fois que la consommation intérieure a couvert les coûts fixes des unités de production, la latitude d'exporter le reste de leur production sur les marchés internationaux à des prix marginaux.

Afin que les pays de la CEEAC retrouvent le chemin d'une croissance économique durable, il faudra que l'allocation de leurs ressources se fassent désormais selon des critères d'efficacité économique et de compétitivité. Ce qui ne semble pas avoir été le cas jusqu'à présent, y compris dans le secteur du bois comme nous le verrons plus loin.

Cette situation de pénurie de ressources financières va compromettre, pour l'ensemble de ces pays, le financement des activités de valorisation des ressources locales (éducation, infrastructure de communication etc.) et des investissements.

Il nous a paru utile dans l'optique d'une meilleure intelligence des économies des cinq pays forestiers de la CEEAC d'en donner ci-après un aperçu chiffré.

1.1.1. Aperçu des économies des cinq pays forestiers de la CEEAC

1.1.1.1. Le Congo

Le Congo traverse la plus grave récession économique jamais connue depuis les indépendances. Ce pays est pratiquement en cessation de paiements.

A la suite du premier choc pétrolier (1973), le Congo, producteur et exportateur d'environ 7,5 millions de tonnes de pétrole par an, a connu de forts taux de croissance économique. De 1979 à 1985, sous l'effet conjugué de la hausse des cours du pétrole (deuxième choc pétrolier) et du dollar qui portera le cours du baril à environ 35 dollars E. U. et celui du dollar E. U. en 1982 à 10 Francs français, les exportations des produits pétroliers passeront de 73 à 447 milliards de FCFA, soit une augmentation relative de 512,3% en 6 ans. Le pétrole représente alors près de 90% des recettes d'exportation et finance les deux tiers des recettes du budget de fonctionnement de l'Etat. Pendant cette période l'état injectera de considérables ressources dans des utilisations improductives ou à tout le moins peu productives telles: le secteur de la fonction publique qui verra ses effectifs gonfler; le financement de projets industriels coûteux et non rentables dont certains dans le domaine forestier (c'est par exemple le cas de la Société Congolaise des Bois de Ouesso, complexe forestier et industriel) dont les travaux de construction démarrés en 1984 ne sont pas achevés à ce jour. Le coût initial de ce projet était estimé à 39. 7 millions de dollars; les plus récentes estimations le chiffrent à US\$ 63. 4 millions . Le capital de cette société est détenue par l'état pour 51% et le groupe français Doumeng représenté par les Silos du Sud-Ouest et Agro-Finance. Nous en reparlerons plus loin pour illustrer les causes de certains échecs); le financement d'infrastructures dont le coût avec le recul s'avère exorbitant en contrepartie de leur utilité économique.

Durant la même période le Congo envisagea la création d'une usine de fabrication de pâte à papier d'une capacité de 250. 000 tonnes par an pour un coût d'investissement de l'ordre de 250 milliards de FCFA (environ US\$ 850 millions) alors qu'un complexe similaire de 120000 tonnes connaissait des difficultés de démarrage au Cameroun à cause de déficiences d'ingénierie, d'un montage financier inadéquat , d'un coût exorbitant et d'un marché mal assuré. Les deux pays sont voisins, et compte tenu de l'exigüité de leurs marchés respectifs et de leurs ressources, une telle entreprise aurait nécessité une mise en commun des ressources sous réserve naturellement qu'elle soit financièrement et commercialement viable.

En 1990, l'encours de la dette extérieure du Congo dépasse 1100 milliards de FCFA (US\$ 4400 millions), soit 180% de son PIB. Ce qui situe le Congo parmi les cinq pays les plus endettés du monde.

A partir de 1985, suite à l'effondrement des cours du baril de pétrole et à la dépréciation du dollar, les recettes pétrolières du Congo baissent de façon dramatique, elles passent de 224,5

milliards de FCFA en 1985 à 115 milliards de FCFA en 1986, 47,1 milliards en 1987, 40,4 milliards en 1988, 84,1 milliards en 1989. Le Congo dont la manne pétrolière était devenue désormais le moteur de l'économie va éprouver d'énormes difficultés à équilibrer ses finances publiques, stimuler la croissance et enfin honorer ses engagements extérieurs.

Cette situation entraînera le gel des paiements des institutions financières internationales telles que la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux. Surendetté et à court de ressources pour assurer le fonctionnement de son appareil administratif et pour stimuler l'investissement, le Congo va engager avec le FMI, la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds de pays amis, un programme d'ajustement structurel dont les effets sur la relance de l'économie sont toujours attendus.

En réalité la croissance économique du Congo, il faut s'en rendre compte, à l'instar d'autres pays de la sous-région n'est pas le fruit d'un dynamisme économique particulier, elle est tirée par l'accélération de la consommation intérieure soutenue par les dépenses publiques (dépenses de fonctionnement et d'investissement) qui augmentaient d'année en année grâce à la manne pétrolière.

Alors que le PIB congolais passe de FCFA 198,3 milliards en 1978 à FCFA 970,8 milliards en 1985 pour chuter à partir de 1986 à 640,4 milliards de FCFA et remonter légèrement à FCFA 658,9 milliards en 1988, FCFA 774,6 milliards en 1989 et FCFA 781,7 milliards en 1990, la contribution du secteur pétrolier au PIB va passer de 16,7% en 1978 à : 34,2% en 1980, 39,5% en 1982, 43,9% en 1984, 42% en 1985. Elle est dramatiquement tombée à 18,3% en 1986 et 1988.

On note par ailleurs dans l'activité économique congolaise une forte prépondérance des activités tertiaires qui représentaient en 1988 72,9% du PIB (dont 20,4% d'origine des services publics) contre 8,1% pour les industries manufacturières et 5,6% pour le bois.

Un autre fait remarquable de l'économie congolaise est l'importance de la fonction publique. En 1988, sur un effectif total du secteur formel non agricole de 87485 personnes, la fonction publique congolaise en absorbait 55440, soit 63% des effectifs totaux et 51% de la masse salariale correspondante. En y ajoutant certains secteurs dont l'activité est étroitement liée au secteur public (BTP, certaines activités du tertiaire), le taux de dépendance des emplois salariés vis à vis du secteur public est de 84%.

Cette observation importante met en exergue le rôle prédominant de l'état dans l'organisation et le fonctionnement de l'appareil productif ainsi que sa responsabilité sur les performances de celui-ci. Le plan d'ajustement structurel met d'ailleurs un accent particulier sur une plus grande participation du secteur privé au développement de l'économie.

Le système bancaire, coeur de toute économie, a été également victime, d'une part, des piètres performances des entreprises publiques qui ne pouvaient plus honorer leurs engagements, et d'autre part, de l'état qui était contraint d'opérer des retraits massifs de fonds pour faire face à ses engagements compte tenu de l'amoindrissement rapide de ses recettes pétrolières. Les banques congolaises sont aujourd'hui l'objet d'une restructuration dans le cadre du PAS pour les rendre plus efficaces.

Le taux d'intérêt débiteur, autour de 20% par an, reste excessivement élevé et grève lourdement la charge des entreprises. Un stock de bois de 1 milliard de FCFA qui traînerait pendant un an pour des raisons très souvent liées aux difficultés d'évacuation coûterait 200 millions de FCFA à l'entreprise.

Ayant jusqu'à présent vécu à l'ombre de l'état, le système bancaire congolais n'a pas développé d'instruments financiers susceptibles de mobiliser les ressources intérieures ou extérieures vers des utilisations rentables. Il faut espérer que les réformes en cours l'orienteront dans ce sens. (PIB du Congo voir tableau 4).

1.1.1.2. Le Gabon

A l'instar du Congo, l'économie Gabonaise est peu diversifiée et reste fortement tributaire de l'exploitation pétrolière. Le pétrole assure à lui seul 76% des recettes d'exportation, dont la valeur ajoutée représente 47% de la valeur ajoutée de l'ensemble des entreprises. Les produits miniers, principalement l'uranium et le manganèse, viennent ensuite en second lieu, et représentent 9% des exportations et 4,3% de la valeur ajoutée marchande. Le bois, autrefois la principale ressource du pays, contribue à hauteur de 8% aux exportations et pour 3,2% à la valeur ajoutée marchande du Gabon.

La croissance économique gabonaise a connu un net ralentissement depuis 1986 à la suite de l'effondrement des cours du pétrole. Le PIB est passé de 1590 milliards de FCFA en 1986 à 1125,8 milliards en 1989, soit une baisse de 29,2% en trois ans. En 1990 le P. I. B. était de 1284,8 milliards de FCFA, soit une augmentation de 14,4% par rapport à l'année 1989; cette croissance n'est due qu'au seul secteur pétrolier dont la production a atteint 13,5 millions de tonnes en 1990 contre 10,4 millions de tonnes en 1989, soit une augmentation de 29,9%, tandis que les autres secteurs de l'économie connaissaient une régression (cas des secteurs miniers et des BTP qui ont du mal à se remettre de l'effondrement des investissements du secteur public), et au mieux une stagnation. (Evolution du PIB du Gabon voir tableau 5).

Ainsi qu'il ressort du tableau 4, le secteur pétrolier continue à jouir d'un poids considérable dans l'économie gabonaise (près de 40% du PIB en 1990 contre 25% en 1987), vient ensuite les dépenses administratives qui représentent 12% du PIB, l'exploitation forestière et les industries du bois ne contribuant que pour 2,5%.

TABLEAU 4. Evolution PIB du Congo

Mouvement du PIB par branches et groupe de branches, 1970-1988 en prix courants
(en millions de FC)

	1970	1980	1982	1984	1986	1987	1988
PIB	31939	120980	275270	413570	308011	37411	111300
- hors pétrole	1203	2112	5355	7157	9524	17550	10091
- pétrole	33147	123392	269915	426413	298487	196561	101209
1) AGRICULTURE							
1) Agriculture, élevage, chasse et pêche	27833	34420	47772	52130	57739	53703	68401
2) Ind. forest., sylviculture	3953	7699	7384	14213	14592	17715	22983
3) Ind. alimentaire, boissons, tabac	8660	12235	14182	25317	29443	31527	33313
4) Textile, textile, cuir	2164	2732	2334	2710	1592	1555	1593
5) Industrie du bois	3940	5990	5539	6910	6954	7435	5586
7) Ind. papier, imprimeries	652	508	389	635	769	485	1905
9) Ind. prod. min. non métal	379	603	-216	-535	1015	-244	1306
10)ouv. en métal, mach.	2356	2601	6203	4205	5190	1519	3513
11) Electricité, gaz, eau	3248	2906	5542	10119	11306	5054	12714
12) B.T.P.	6020	17050	58374	72112	58695	28303	17117
13) Commerce, rest., hôtels	28700	35053	93769	104487	110463	114377	107593
14) Transp., entrep., comm.	17695	32781	55460	68529	70799	71067	72600
15) Services marchands nda	12562	18364	37972	49392	60136	47676	50054
16) Services non marchands	36564	46052	63549	90305	99430	103045	104003
TOTAL HORS PETROLE	154731	219511	399053	500584	528973	495396	510286
(C) Droits, taxes sur l'importation	10428	17494	30332	37069	34212	27977	28188
= PRODUIT INTERIEUR BRUT	198306	360397	710020	958509	970850	640407	658964
dont pétrole	16.7%	34.2%	39.5%	43.9%	42.0%	13.3%	18.3%
hors pétrole, hors taxes	78.0%	60.9%	56.2%	52.2%	54.5%	77.4%	77.4%
droits, taxes sur l'import.	5.3%	4.9%	4.3%	3.9%	3.5%	4.4%	4.3%
par groupe de branches							
Pétrole (3,8)	33147	123392	280635	420856	407665	117034	120490
Agriculture (1)	27833	34429	47772	52130	57739	53703	68401
Bois (2,6)	7898	13689	13623	21128	21546	25150	28579
Industries manuf. (4,5,7,9,10)	14211	18677	22892	32382	38005	35252	41230
Transports, Comm. (14)	17695	32781	55460	68529	70799	71067	72600
Autre marchands (11,12,13,15)	50530	73883	195757	236110	241450	200173	195473
Services non-marchands (16)	36564	46052	63549	90305	99430	103045	104003
Taxes s/import.	10428	17494	30332	37069	34212	27977	28188
Total hors petrol, taxes	154731	219511	399053	500584	528973	495396	510286
dont (en %)							
Agriculture	18.0%	15.7%	12.0%	10.4%	10.9%	12.1%	13.4%
Bois	5.1%	6.2%	3.4%	4.2%	4.1%	5.1%	5.6%
Industries manuf.	9.2%	8.5%	5.7%	6.5%	7.2%	7.3%	8.1%
Transports, Comm.	11.4%	14.9%	13.9%	13.7%	13.4%	14.3%	14.2%
Autre marchands	32.7%	33.7%	49.1%	47.2%	45.6%	49.4%	38.3%
Services non-marchands	23.6%	21.0%	15.9%	13.0%	18.8%	20.8%	20.4%

TABLEAU 5. Evolution PIB du Gabon

en milliards de f.cfa	Valeur ajoutée des secteurs				Variation en %			Structure du P.i.b. %			
	1987	1988	1989	1990	88/87	89/88	90/89	1987	1988	1989	1990
Pétrole (1)	256.2	187.0	333.2	489.9	-27.0	78.2	47.0	24.5	19.4	29.6	38.1
Agric., élevage, pêche	88.9	89.4	92.4	93.5	0.6	3.3	1.2	8.5	9.3	8.2	7.3
Exploit. forestière	22.0	18.7	21.6	22.5	-14.7	15.3	4.2	2.1	1.9	1.9	1.8
Mines & carrières	42.7	39.5	61.5	47.3	-7.5	55.6	-23.1	4.1	4.1	5.5	3.7
Industrie du bois	11.2	10.2	9.2	8.5	-8.6	-9.8	-7.6	1.1	1.1	0.8	0.7
Raffinage (2)	24.8	25.3	24.3	21.6	2.0	-3.9	-11.3	2.4	2.6	2.2	1.7
Ind. de transf. (3)	52.5	51.2	47.5	48.6	-2.6	-7.2	2.3	5.0	5.3	4.2	3.8
B.t.p.	77.0	59.9	48.2	42.7	-22.2	-19.6	-11.4	7.4	6.2	4.3	3.3
Commerce	87.6	87.9	89.8	116.1	0.3	2.2	29.3	8.4	9.1	8.0	9.0
Transport	54.7	63.1	63.5	56.9	15.4	0.6	-10.5	5.2	6.5	5.6	4.4
Electr., eau, gaz, vap.	27.4	28.4	27.5	27.8	3.5	-3.2	1.1	2.6	2.9	2.4	2.2
Services (4)	82.6	88.9	95.2	91.1	7.6	7.1	-4.3	7.9	9.2	8.5	7.1
Hôtels, cafés, rest.	11.9	8.1	6.4	4.7	-31.5	-20.7	-26.9	1.1	0.8	0.6	0.4
Sous total (6)	839.6	757.8	920.4	1071.2	-9.7	21.5	16.4	80.4	78.4	81.8	83.4
Inst. financières	33.2	33.5	34.5	36.3	0.8	3.2	5.2	3.2	3.5	3.1	2.8
Admin. + s/c domest.	134.9	137.3	136.2	154.3	1.8	-0.8	13.3	12.9	14.2	12.1	12.0
Total v.a.	1007.7	928.5	1091.2	1261.9	-7.9	17.5	15.6	96.5	96.1	96.9	98.2
Taxes sur imp.	64.4	65.5	61.7	52.9	1.7	-5.8	-14.3	6.2	6.8	5.5	4.1
P.i.b. (5)	1043.7	966.0	1125.8	1284.8	-7.4	16.5	14.1	100.0	100.0	100.0	100.0

(1) Exploitation pétrolière + recherche

(2) Valeur ajoutée raffinage + taxe sur les produits raffinés

(3) Ind. alimentaires + boissons + tabacs + imprimerie-édition + chimie + mat. de construction + ouvrages en métaux + textile

(4) Services immobiliers + Services divers aux entreprises et aux particuliers + Services de réparation + Télécom.

(5) P.i.b. = V.a. + D.t.i. - Branche fictive (imputation des services bancaires)

(6) Entreprises non financières

Le Gabon, comme les autres pays de la sous-région, connaît des difficultés à équilibrer son budget. L'heure est plutôt à la rigueur dans la gestion des fonds. Initialement prévu à hauteur de 400 milliards de FCFA, le budget 1990 a été révisé à la baisse (341,5 milliards fcfa dont 128,5 milliards de recettes pétrolières) en raison de la diminution attendue des recettes hors pétrole, conjuguée à une réduction des ressources d'emprunt.

En 1990, les dépenses relatives à la dette publique s'élevaient à 292,2 milliards de fcfa, soit plus de 100% des recettes budgétaires propres. Dans ces conditions, l'état gabonais ne pouvait honorer un tel engagement et continuer à assurer son fonctionnement normal, mention non faite du financement de l'investissement. Il s'est donc trouvé contraint de solliciter un rééchelonnement massif auprès des bailleurs de fonds. L'encours de la dette publique ou à garantie publique s'élevait en 1989 à 2,478 milliards de dollars US (soit 101,8% du Pnb).

Le Gabon connaît une crise financière, conséquence d'un lourd service de la dette, d'une baisse des recettes du pétrole, d'un gonflement des dépenses de fonctionnement, des performances médiocres des autres secteurs économiques hors pétrole (notamment dans le secteur du bois: cas de la CFG et de la SNBG) et de l'amenuisement considérable des concours extérieurs. Cette situation va compromettre sa croissance dans les années à venir.

Pour sortir de cet état de forte dépendance de son économie vis à vis du pétrole, le Gabon aura besoin d'accroître la valeur ajoutée des secteurs économiques dans lesquels il dispose de quelques atouts compétitifs tels que le secteur bois. Bien qu'handicapé par l'étroitesse de son marché intérieur, son appartenance à la CEEAC lui permettra de remédier à cette faiblesse à condition que les obstacles actuels à la libre circulation des personnes, biens et services à l'intérieur de cette communauté soient levés.

1.1.1.3. La République Centrafricaine

L'économie centrafricaine est essentiellement agricole et le Produit intérieur brut de la RCA s'élevait en 1989 à 1050 millions de dollars US (environ 284 milliards de FCFA) et se répartissait comme suit en pourcentage: l'agriculture (42 %), l'industrie (15 %) dont le secteur manufacturier (8 %), et les services (43 %). La valeur ajoutée agricole était en 1989 de 442 millions de dollars contre une valeur ajoutée du secteur manufacturier de 87 millions de dollars.

Les principaux produits d'exportation sont d'origine agricole (café, coton, tabac, bois, huile de palme) et minière (diamant et or).

En 1991, la production de café, coton et tabac était respectivement de 7335 t. , 49000 t. , et 602 t. , alors que celle de grumes pour le premier semestre de 1991 s'élevait à 59412 m3.

On note une baisse de l'ensemble des productions précédentes par rapport à l'année 1990.

La production de diamants en 1991 était de 386000 carats pour une valeur de 15 milliards de FCFA en 1990, soit près de 50 % de la valeur des exportations, suivie par le bois dont les exportations en valeur représentaient près de 6 milliards de FCFA.

Comme toutes les économies fondées sur l'exportation des produits de base, la RCA subit les effets néfastes de la baisse des cours de ces produits sur les marchés internationaux. Ce qui a entraîné un net ralentissement de la croissance économique et des difficultés accrues pour l'équilibre des finances publiques.

En réalité l'examen de l'évolution de certains indicateurs économiques sur la période de 1980 à 1989 (taux annuel de croissance du PIB de 1,4 %, taux annuel d'accroissement démographique de 2,7 %, taux annuel moyen de l'inflation de 6,5 %) conduirait à une baisse du PNB/HAB en termes réels, ce qui refléterait un processus de paupérisation des populations.

Par ailleurs l'encours de la dette extérieure était en 1989 de 642 millions de dollars US, soit plus de trois fois la valeur des exportations centrafricaines de biens et services. En pourcentage du PNB, l'encours de la dette s'élevait en 1989 à 65,8 %.

La République Centrafricaine éprouve de plus en plus de difficultés à équilibrer son budget. En 1991, les recettes fiscales s'élevaient à 38,99 milliards de FCFA contre des dépenses de 78,80 milliards de FCFA, dégageant un solde déficitaire de 39,81 milliards couvert par des concours extérieurs. Les recettes fiscales n'ont même pas suffi à couvrir les dépenses courantes chiffrées à 45,70 milliards.

La relance de la croissance de ce pays repose sur l'accroissement des exportations afin de dégager un solde commercial excédentaire, la constitution d'une épargne intérieure, la libéralisation de l'économie, l'amélioration de l'environnement institutionnel, l'amélioration des infrastructures de communication, la capacité des autorités à mobiliser les capitaux privés et concessionnels.

1.1.1.4. Le Zaïre

On nous disait autrefois du Zaïre que ce pays était un scandale géologique tellement son sous-sol regorgeait de tous les minerais précieux, et pourtant l'économie zaïroise est aujourd'hui dans un état de délabrement avancé et ses populations sont parmi les plus pauvres du monde. Etrange paradoxe ! Le pnb par habitant était de US\$ 260 en 1989 avec un taux moyen de croissance annuel du Pnb/hab négatif de 2% au cours de la période 1965 à 1989, une population qui a augmenté au rythme annuel de 2,8 à 3% au cours des vingt-cinq dernières années, et des taux annuels moyens d'inflation de 24,7% et 59,4% sur les périodes 1965-80 et 1980-89.

Vaste territoire de 2,345 millions de km² avec une population d'environ 35 millions d'habitants (représentant la moitié de celle de la CEEAC), les exportations des produits de base du Zaïre s'élevaient en 1989 à 2301,8 millions de dollars (valeur fob en prix courants) et comprenaient en pourcentage les produits suivants: cuivre (53,6%), cobalt (8,3%), zinc (4,2%), argent (0,4%), or (0,8%), diamants (10,9%), pétrole brut (7,9%), café (5,4%), caoutchouc (0,5%) et divers (9%).

La principale cause des résultats économiques désastreux du Zaïre est la mauvaise gestion des ressources publiques. La croissance économique et la consommation par habitant ont diminué régulièrement, le solde courant de la balance des paiements s'est détérioré et la forte inflation a découragé l'investissement privé (le taux annuel moyen de l'inflation au cours de la période de 1985 à 1990 était de 99,5%). Entre 1980 et 1989, la consommation privée par habitant a baissé de 29%, reflétant ainsi la baisse du pouvoir d'achat des ménages, alors que la capacité d'importation et l'investissement privés diminuaient respectivement de 25% et 23%. La qualité des infrastructures et des services publics s'est fortement détériorée. L'état zaïrois, faute de moyens, s'est trouvé de plus en plus incapable de faire face aux dépenses d'éducation, de santé et de développement. Ce qui est préjudiciable à long terme à sa capacité de croissance.

Le PIB du Zaïre est passé de 356,6 milliards de zaïres en 1985 à 3666,4 milliards de zaïres en 1989 au prix courants. Ajusté aux prix constants de 1987, il passe de 836,3 milliards de zaïres en 1985 à 887,6 milliards de zaïres en 1989, soit un taux réel annuel moyen de croissance de 1,5% de 1985 à 1989, alors que la population augmentait au rythme annuel d'environ 3%. (Evolution du PIB du Zaïre voir tableau).

La dette extérieure du Zaïre s'élevait en 1989 à 8199 millions de dollars, soit 104,3% du PNB. Elle représentait près de cinq fois les exportations de biens et services en 1989, tandis que le service total de la dette en pourcentage des exportations des biens et services était de 21,5%.

TABLEAU 6. Evolution PIB du Zaïre par origine industrielle (1980-1989) en milliards de zaïres, prix courants

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
SECTEUR AGRICOLE	11,4	15,1	25,1	47,2	77,4	107,9	165,3	262,2	516,0	1.085,6
AGRICULTURE, CHASSE, PÊCHE, SÉRIC, ÉLEVAGE	11,4	15,1	25,1	47,2	77,4	107,9	165,3	262,2	516,0	1.085,6
SECTEUR SECONDAIRE	33,7	21,2	24,8	43,2	81,7	113,0	135,6	236,8	511,6	1.176,7
EXTRACTION DE MINÉRAIS	3,5	5,3	4,7	9,3	39,2	59,1	54,1	99,7	222,4	569,4
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	7,1	12,2	16,2	25,5	31,2	40,9	50,9	82,6	183,8	379,0
BÂTIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	0,1	0,5	0,3	4,6	6,4	8,2	25,4	46,3	87,4	182,0
ÉLECTRICITÉ, GAZ, EAU	3,0	3,2	3,5	3,8	4,8	4,8	5,2	8,3	18,0	46,3
SECTEUR TERTIAIRE	15,5	22,7	31,6	53,4	97,0	128,2	184,0	356,2	740,8	1.310,8
SERVICES NON PUBLICS :	12,7	18,1	25,6	45,6	82,9	110,8	156,9	297,6	619,1	1.097,5
COMMERCE	8,4	11,9	16,8	31,6	58,9	79,9	114,5	212,5	430,9	783,5
TRANSPORT ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	2,3	3,2	4,5	8,4	13,1	17,5	23,2	38,6	80,6	154,4
SAUVAGES ET AUTRES	2,0	3,1	4,3	5,7	10,9	13,3	19,2	46,5	100,1	159,7
SERVICES PUBLICS	2,9	4,6	6,1	7,8	14,1	17,4	27,1	58,6	121,8	213,2
PIB, COÛT DES FACTEURS	40,7	59,0	81,5	143,8	256,2	349,1	484,8	855,2	1.768,4	3.573,0
IMPÔTS INDIRECTS	0,6	0,8	1,0	1,3	3,6	7,5	10,3	22,2	47,3	91,4
PIB, COÛT DU PRODUIT	41,3	59,8	82,4	145,2	259,8	356,6	495,1	877,4	1.815,6	3.664,4

12. LES CHIFFRES FINANCIERS, IMMOBILIER, HOTELS, ET SERVICES DOMESTIQUES.

13. LES CHIFFRES NATIONAUX ONT ÉTÉ RÉVISÉS EN NOVEMBRE 1990 (VOIR TABLEAU 1.2). CES ESTIMATIONS NE SONT PAS ENCORE OFFICIELLES.

14. SOURCE : INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE.

TABLEAU 7. Evolution PIB du Zaïre par origine industrielle (1980-1989) en milliards de Zaïres, prix constants de 1987.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
SECTEUR PRIMAIRE	219,0	223,4	230,9	235,7	241,9	248,6	254,4	262,2	267,3	274,7
AGRICULTURE, CHASSE, PECHE, BOIS, ELEVAGE	219,0	223,4	230,9	235,7	241,9	248,6	254,4	262,2	267,3	274,7
SECTEUR SECONDAIRE	204,4	211,3	207,0	209,9	218,7	213,7	224,6	236,8	227,8	216,6
EXTRACTION DE MINERAIS	91,5	92,1	86,4	87,8	96,3	99,2	104,6	99,7	92,3	89,8
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	65,3	65,2	69,3	72,0	70,5	67,0	66,6	82,6	76,9	69,2
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	41,0	47,2	44,6	43,3	44,6	39,7	45,3	46,3	50,1	48,7
ELECTRICITE, GAZ, EAU	6,4	6,8	6,8	6,9	7,3	7,8	8,1	8,3	8,4	8,9
SECTEUR TERTIAIRE	308,8	325,3	321,2	335,3	340,4	352,0	370,7	356,2	383,8	375,8
SERVICES NON PUBLICS :	256,7	272,2	264,9	277,0	291,1	320,4	329,1	297,6	359,5	352,1
COMMERCE	176,8	184,1	186,4	194,8	199,1	199,4	209,5	212,5	228,7	211,5
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	38,9	40,7	39,5	40,3	37,7	38,6	38,0	38,6	40,6	41,7
SERVICES MARCHANDS 1/	52,1	53,1	56,3	58,3	49,3	31,6	41,6	46,5	24,3	23,8
SERVICES PUBLICS	81,8	69,9	78,4	68,5	64,7	43,9	47,9	58,6	62,4	57,2
PIB, COUT DES FACTEURS	732,2	760,0	759,1	780,9	801,0	814,3	849,6	855,2	878,9	867,2
IMPOIS INDIRECTS	30,3	27,4	26,9	17,9	17,2	22,1	22,7	22,2	26,7	20,4
PIB, PRIX DU MARCHÉ	762,5	787,4	786,0	798,7	818,2	836,3	872,3	877,4	905,6	887,6
POUR MEMOIRE:										
PIB REVISE (NOVEMBRE 1990)	730,9	748,1	744,7	755,2	797,1	800,8	838,6	861,0	865,9	848,6

1/ INSTITUTIONS FINANCIERES, IMMOBILIER, HOTELS, ET SERVICES DOMESTIQUES.

SOURCE: INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE.

TABLEAU 8. Evolution PIB du Cameroun.

(en milliards de FCFA)

	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89 Progr.	1988/89	1989/90	1990/91	1991/92	1992/93	1993/94	1994/95
EXPORTATIONS	1330	1007	680	629	636	663	704	693	713	742	776	818
Biens	1102	793	550	490	492	552	551	527	534	550	570	597
Exportations traditionnelles	1102	793	550	490	492	552	531	497	492	495	504	518
Nouvelles exportations	0	0	0	0	0	0	20	30	42	55	66	79
Services	228	214	130	139	144	136	153	166	179	192	206	221
Non facteurs	217	192	116	121	126	118	133	145	156	168	180	193
Facteurs	11	22	14	18	18	18	20	21	23	24	26	28
Secteur pétrolier	6	3	2	2	2	2	2	2	2	1	1	1
Secteur non pétrolier	5	19	12	16	16	16	18	19	21	23	25	27
SOLDE DU COMPTE COURANT	161	-211	-368	-272	-125	-94	-129	-140	-137	-134	-130	-125
FINANCEMENT DU COMPTE COURANT	-161	211	368	272	125	94	129	140	137	134	130	125
Variation d'endettement (net)	-165	169	455	165	105	150	104	112	108	104	99	93
dont: variation des res. off.	-18	-69	165	14	-40	47	-31	-7	-18	-26	-12	-13
variation des res. BOI	-85	122	48	-33	0	22	0	0	0	0	0	0
engagements ext. à MLT		-26	-7	20		-18	0	0	0	0	0	0
Investissements directs nouveaux	4	-34	-50	-5	10	10	15	18	19	20	21	22
Bénéfices réinvestis	6	44	60	15	10	10	10	10	10	10	10	10
Erreurs et omissions	-6	32	-97	97	0	-76	0	0	0	0	0	0
CAPACITE D'IMPORTATION (A - B)	1169	1218	1048	901	761	782	833	833	850	876	906	943
PAIEMENTS PRIORITAIRES BOP	483	427	386	369	343	306	356	392	402	406	422	432
Transferts	20	23	40	43	41	27	16	42	42	42	44	44
Sociétés pétrolières	111	72	57	45	39	39	36	31	28	24	22	19
Marchandises	82	45	33	22	19	19	17	14	12	10	9	7
Services non facteurs	29	27	24	23	20	20	19	17	16	14	13	12
Interêts	126	103	92	91	102	79	125	144	158	171	184	199
Gouvernement	31	34	40	68	65	63	120	143	161	176	190	201
Secteur privé	29	32	29	7	27	6	-1	-4	-7	-9	-10	-6
Secteur pétrolier	66	42	23	16	10	10	6	5	4	4	4	4
Autres revenus de cap. (débits)	128	131	73	54	44	50	54	55	54	51	50	50
Secteur privé	48	91	54	37	23	31	33	35	37	38	39	40
Secteur pétrolier	80	40	19	17	21	19	21	20	17	13	11	10
Dépenses en capital finances de l'extérieur	98	93	124	136	117	111	125	120	120	118	122	120
CAPACITE D'IMPORTATION DISPONIBLE (D - E)	686	791	663	532	418	476	477	441	448	470	484	511

Source : PAS / CAMEROUN - FMI

L'avenir de l'économie zaïroise dépendra en grande partie de l'amélioration de la gestion économique, et notamment de celle de la gestion des ressources publiques, de la capacité des dirigeants à contenir l'inflation, à entretenir et à améliorer l'état des infrastructures, et enfin à maintenir un système de taux de change flexible.

Seulement la crédibilité du gouvernement actuel est fortement entamée, et le Zaïre traverse une crise politique majeure. La plupart des bailleurs de fonds extérieurs ont arrêté tout concours et les investisseurs privés observent et attendent l'issue des événements.

En dépit de tout cela, le Zaïre reste un pays central pour la CEEAC. Il dispose de nombreux atouts - richesses naturelles, la taille de son marché intérieur, un peuple industriel, et un vaste secteur privé - dont la réalisation dépendra de la mise en place d'un environnement économique favorable, d'un environnement politique stable et d'un gouvernement compétent en matière de gestion économique.

1.1.1.5. Le Cameroun.

Durant les vingt-cinq premières années de son indépendance, le Cameroun a connu une croissance économique remarquable. Le PNB par habitant, estimé en 1988 à 1010 dollars U. S. , a connu une croissance annuelle moyenne de 3,7 % de 1965 à 1988.

Tout au long de cette période le Cameroun donnera ainsi l'image d'un pays à l'essor économique stable et fort, réussissant à maintenir l'équilibre de ses finances publiques.

Les bonnes performances de l'économie camerounaise, pendant les deux premières décennies de son indépendance, sont dues principalement à l'essor d'une agriculture dynamique et diversifiée, composée d'une part de produits primaires (café, cacao, bois, coton, bananes) sources de ses principales recettes d'exportation, et d'autre part de produits vivriers qui tout en assurant au Cameroun une autosuffisance alimentaire en font également l'un des greniers de la sous-région. Pour un pays en développement, le Cameroun évolue alors remarquablement bien, mais cette structure de l'économie- basée sur l'exportation de produits primaires- montrera ses limites dès 1979 à l'issue d'un double phénomène dont les répercussions n'ont cessé de compromettre les économies africaines: la hausse des cours du pétrole issue du deuxième choc pétrolier et la baisse des cours des autres matières premières.

Mais en 1980, alors que la crise a déjà affecté les économies des pays africains non producteurs de pétrole, la croissance du Cameroun, qui vient d'engager la production et l'exportation pétrolières, va au contraire s'accroître, avec un taux de croissance annuelle du PNB d'environ 7,5 % par an de 1980 à 1985. Avec la flambée des cours qui atteignent \$35/baril en 1982, le pétrole, manne du ciel, occultera la fragilité de l'économie camerounaise jusqu'en 1987, lorsque sous l'effet de l'effondrement des prix du pétrole, de la dépréciation du

dollar et de la baisse des cours des autres produits de base, le Cameroun connaît une baisse de l'ordre de 40 % de ses recettes qui déclenche une crise de liquidité dans ce pays.

L'état-providence n'a plus les moyens de subventionner les entreprises publiques déficitaires, de rembourser les dettes des entreprises non rentables portant sa garantie, d'entretenir une fonction publique dont les effectifs gonflent de jour en jour, de renflouer les banques qui vivent grâce aux dépôts de l'Etat etc. La crise entraîne des effets douloureux: la diminution de la capacité d'épargne, la baisse de la capacité d'endettement. Le Cameroun n'a plus les moyens de financer sa croissance. Il s'ensuit alors un ralentissement de la production et des investissements, conséquence d'une demande intérieure en baisse continue.

Le Cameroun engage en 1987 des négociations avec le FMI et la Banque Mondiale pour la mise en place d'un plan d'ajustement structurel et de relance économique.

Amorcé depuis quatre ans, ce plan aux contours classiques (réduction des dépenses de l'état, élimination des subventions, fermeture des entreprises non rentables, hausse des recettes fiscales, privatisation de certaines entreprises du portefeuille de l'état etc.) a eu des effets déflationnistes sur l'activité économique, conséquence attendue de la baisse du pouvoir d'achat des ménages qui a résulté de nombreuses pertes d'emplois.

Sur le plan politique, le Cameroun a amorcé depuis deux ans un processus de démocratisation de la vie politique par l'adoption des lois favorables à la liberté d'expression et aux droits de l'homme, et la ré-institution du multipartisme après sa mise en parenthèse pendant près de trente ans sous un régime de parti unique.

L'aboutissement heureux des réformes politiques et économiques en cours ne pourra commencer à produire des effets positifs au niveau de la croissance du PIB qu'à partir de 1993 où on en visage l'amorce d'une faible croissance en termes réels. Mais la direction des réformes est résolument bienfaisante pour la relance de l'économie de ce pays qui a beaucoup de ressources aussi bien naturelles qu'humaines. (Evolution du P. I. B voir tableau 8).

Sur le plan institutionnel et politique, dans la foulée du vent de démocratisation qui a embrasé l'Europe de l'est depuis 1989 et sous la pression des pays occidentaux et de la Banque Mondiale, tous les pays de la CEEAC ont engagé, à des vitesses variables, un processus de démocratisation de la vie politique et institutionnelle: révision des différents textes constitutionnels pour introduire le pluralisme politique; l'adoption de lois favorables à la liberté d'expression et aux droits de l'homme etc. En fait de nombreux pays occidentaux et les institutions financières internationales ont subordonné l'octroi des aides et crédits à l'évolution favorable du processus démocratique dans ces différents pays.

A l'observation des performances économiques des différents blocs économiques issus de la dernière guerre mondiale et tous continents confondus, il est apparu clairement que

l'économie avait mieux prospéré et les conditions de vie des populations s'étaient améliorées dans les pays à économie de marché où les libertés d'entreprendre, d'investir, de s'exprimer et de circuler avaient été respectées. Le cas le plus édifiant étant celui des deux ex-Allemagnes: même peuple, même histoire, même culture; les performances économiques de l'ex-RFA ont été de loin supérieures à celle de l'ex-RDA.

Aux lendemains des indépendances, les pays membres de la CEEAC, à l'instar des autres pays africains, avaient adopté un système politique à parti unique qui avait conduit à la quasi confusion de l'état et du parti. Cette structure avait engendré un monolithisme social et économique, une absence de remise en cause, une carence de contre-pouvoirs qui soient de nature à questionner les actes et actions de l'exécutif.

Les décisions d'investissement obéissaient plus à des impératifs politiques qu'à une logique d'efficacité économique. Faute d'un système de "check and balance" et d'un contexte légal et juridique fiable, les malversations des responsables publics restaient impunis; la corruption s'était alors répandue dans toutes les sphères de la société.

La démocratisation en cours dans les pays de la CEEAC est un facteur positif dans le processus de développement économique de ces pays, car, à travers un parlement pluripartite et une presse libre, les citoyens seront mieux informés que par le passé et plus critiques des actes de leurs dirigeants; d'autre part les responsables politiques et administratifs devront désormais rendre compte de leurs actes au public et à leurs électeurs. Ceci va certainement influencer sur la qualité des décisions économiques, et surtout sur la gestion des ressources publiques.

Enfin, dans l'ensemble des pays sous revue, on note l'omniprésence de l'état dans tous les domaines. Ceci a été préjudiciable à l'épanouissement de l'entrepreneuriat privé. L'état est concepteur, organisateur, producteur et régulateur.

Ayant établi l'incapacité de l'état à gérer les entreprises de manière rentable, les programmes d'ajustement structurels ont recommandé: la privatisation de nombreuses entreprises publiques ou mixtes, la reformulation du rôle de l'état dans l'ensemble des pays et une plus grande participation du secteur privé à la gestion des affaires publiques.

Ces évolutions, bien que paraissant à première vue hors du sujet qui nous intéresse i.e. l'industrie du bois, vont exercer une influence favorable sur l'efficacité de l'allocation des ressources. Elles contraindront le système socio-économique à passer d'une logique administrative à une logique de production où seules la compétence et les performances professionnelles devront compter. Ce qui représente un progrès majeur par rapport au système actuel. La filière bois, tout comme l'ensemble des autres activités économiques et industrielles, ne pourront qu'en bénéficier.

1.1.2. Le système financier de la sous-région CEEAC.

Le système financier dans l'ensemble des pays de la Ceeac est sous-développé et très peu sophistiqué. L'intermédiation financière y très peu développée, et l'on n'y trouve guère d'instruments financiers suffisamment attrayants pour l'épargne des entreprises ou des particuliers, ni des mécanismes appropriés pour la mobilisation de l'épargne nationale ou internationale vers des utilisation productives ou rentables. Bien au contraire l'incertitude politique, la recherche de la sécurité pour les placements, la recherche de placements financièrement plus profitables au regard de l'inflation ambiante ont souvent encouragé la fuite des capitaux vers l'Europe ou l'Amérique du Nord.

Dans la plupart des états, la politique de crédit a été administrée au détriment de la logique de rentabilité des capitaux. Les banques dépositaires de l'épargne des états ont pu survivre aussi longtemps que ces états avaient encore les moyens de les renflouer en dépit des mauvais placements qu'elles avaient effectués.

La baisse des recettes d'exportations des différents états, qui avaient contraint ceux-ci à opérer des retraits massifs des banques, combinée aux impayés des entreprises chroniquement déficitaires ont mis les banques à genoux, entraînant dans la plupart des pays une crise d'illiquidité sans précédent.

Dans le cadre de leur programme d'ajustement structurel, le système bancaire fait l'objet dans la presque totalité des pays membres de la Ceeac d'une restructuration profonde. Il est à craindre que cette réforme ne se limite à des opérations chirurgicales tendant plus à assainir les comptes par un nouveau renflouement de leur trésorerie ainsi qu'une élimination du risque lié à leur portefeuille d'entreprises bancales sans que le problème de la dynamisation du système financier des pays de la sous-région soit réellement posé afin qu'il puisse jouer pleinement son rôle de fournisseur de capitaux à risque et de conseils à l'industrie de manière générale, et à l'industrie du bois dont les besoins en capitaux sont énormes aussi bien pour le financement de son fonds de roulement que celui des besoins d'investissement, de réhabilitation et de renouvellement du parc industriel.

Par ailleurs, la cloison étanche qui continue d'exister entre les différentes monnaies de la sous-région (le cfa, le fbur, le frwandais, le zaïre) malgré l'existence, bien que moribonde, de la chambre de compensation de la CEEAC, constitue une entrave majeure au développement du commerce à l'intérieur de cette communauté. La réactivation de cette chambre est un des facteurs d'environnement auquel il convient de donner une priorité pour la stimulation du commerce intrarégional.

De même s'avère-t-il aberrant que les énormes besoins en sciages et contreplaqués du Nigéria, voisin des pays de la Ceeac, ne puissent être satisfaits par les producteurs de la Ceeac à cause d'un problème d'inconvertibilité des monnaies.

1.2. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.

Quelques récentes évolutions dans le monde vont avoir un impact, en termes de menaces ou d'opportunités, sur le développement des industries forestières et du bois de la sous-région.

1.2.1. L'émergence des grands ensembles économiques

L'émergence de grands ensembles économiques - le marché unique de l'Europe, le North America Free Trade Agreement (NAFTA) réunissant les USA, le Canada et le Mexique, la sphère de co-prospérité Asiatique - confirme la nécessité vitale d'un véritable marché sous-régional en Afrique centrale, base première pour la consommation des produits de son industrie du bois.

Le Japon, la CEE, les Etats-Unis et le Canada ont importé 18. 272. 000 m³ de bois durs tropicaux en 1987 dont 12. 110. 000 m³ par le seul Japon. Ce dernier pays continue donc à dominer le marché mondial des grumes tropicales; une tendance à la baisse est néanmoins notée avec 11,3 millions de mètres cubes importés par le Japon en 1990. Cette baisse de près de 1 million de mètres cubes en 1990 et une chute comparable annoncée pour 1991 est un signe important pour les observateurs avisés. Elle semble répondre au ralentissement de l'économie de ce pays mais aussi et surtout Zaire pressions des écologistes.

Les pays de la CEE ont importé plus de 3,4 millions de mètres cubes de grumes tropicales en 1990 comparées à des importations de 4 millions de mètres cubes en 1987, soit une baisse de 15% par rapport à cette année. Une tendance lourde se dessine ainsi pour le commerce des bois tropicaux.

1.2.2. Les préoccupations écologiques.

Une prise de conscience se développe au niveau des instances internationales et des pays occidentaux sur l'urgence et la nécessité de la protection des forêts menacées de dégradation par différentes activités humaines (exploitation forestière, recherche de bois de feu et culture itinérante par les populations). Les principaux pays industrialisés (Etats-Unis, Canada, Angleterre, Allemagne) sont à l'avant-garde de ce combat pour la protection des écosystèmes. Des propositions sont ainsi faites pour la création d'un organe international chargé de formuler et d'appliquer des réglementations en matière d'environnement. L'Assemblée générale des Nations-Unies, lors de sa quarantième session, a demandé que soit organisée une conférence des Nations-Unies sur l'environnement et le développement; elle a souligné la nécessité de promouvoir dans tous les pays un développement écologique rationnel et,

mentionné, entre autres, le déboisement comme étant l'un des problèmes écologiques les plus importants pour la protection de l'environnement.

L'Organisation internationale des bois tropicaux s'est fait l'écho de ce message en se fixant comme objectif la mise en place d'exploitations forestières aménagées dans l'ensemble de ses pays membres.

Cette donnée est lourde de conséquences pour les pays forestiers de la CEEAC, car différentes législations vont certainement être adoptées dans les grands pays consommateurs de bois, d'une part, pour limiter la consommation de produits forestiers et leur trouver des substituts, et d'autre part, pour réduire les flux de capitaux vers les projets forestiers susceptibles de dégrader l'environnement. Les exploitations et les industries forestières de la sous-région sont directement concernées.

Ainsi sera-t-il de plus en plus nécessaire de concilier les objectifs de développement et ceux de la protection de l'environnement dans les projets forestiers pour obtenir des capitaux des pays industrialisés sous forme de prêts et d'aide.

Ce rapport suggère l'accroissement de la productivité des exploitations et industries forestières (augmentation de la valeur ajoutée par unité de ressource investie dans la forêt, l'élargissement de la gamme de produits forestiers échangeables, une meilleure récupération de la matière ligneuse dans les processus de récolte forestière et de transformation industrielle) comme une réponse adaptée à cette double exigence économique et environnementale.

Ainsi, sans accroître le rythme d'abattage des forêts de l'Afrique centrale, on cherchera plutôt à augmenter la valeur de leur production par une amélioration qualitative des produits et de leur compétitivité sur les marchés intérieurs et mondiaux.

1.2.3. Les perspectives de flux des capitaux extérieurs.

Les experts prévoient la continuation de la diminution des flux de capitaux à destination des pays africains, tendance amorcée depuis 1981.

De nouveaux demandeurs de capitaux sont apparus sur le marché mondial des capitaux: l'Allemagne traditionnellement exportateur de capitaux doit financer la reconstruction de l'ex-Allemagne de l'est; le Koweït, traditionnel pourvoyeur de fonds a emprunté pour la première fois sur les marchés internationaux de capitaux; la reconstruction de l'Europe de l'est et de l'ex-URSS entraîne d'énormes besoins de capitaux.

De manière générale, les pays africains doivent s'attendre à moins de flux de capitaux de l'extérieur, et compter prioritairement sur leur propre épargne. Celle-ci ne pourra être constituée que grâce à des politiques économiques qui encouragent les exportations de produits

à forte valeur ajoutée, et éliminent les importations inutiles et onéreuses de manière à dégager un solde commercial excédentaire.

L'accroissement de la productivité des industries forestières, par la promotion de l'utilisation accrue des essences secondaires pour les marchés intérieurs et les produits ouvrés des essences nobles pour les marchés extérieurs, correspond à une telle politique.

Deuxième Partie

BILAN DIAGNOSTIC DE L'EXPLOITATION ET DES INDUSTRIES FORESTIERES DE LA CEEAC

2. BILAN DIAGNOSTIC DE L'EXPLOITATION ET DES INDUSTRIES FORESTIERES.

2.1. EXPLOITATIONS FORESTIERES ET INDUSTRIES PRIMAIRES.

2.1.1. Les produits.

Les principaux produits de l'exploitation forestière et de la transformation primaire dans la sous-région sont les grumes, les sciages, les placages et les contreplaqués. Le tableau ci-après donne la répartition du volume de production par produits au cours de l'année 1989.

TABLEAU 9. STATISTIQUES DE LA PRODUCTION FORESTIERE DE LA CEEAC (1989) En milliers de m3

Pays	Grumes	Sciages	Placages	Contre-plaqués	Taux de transformat (en %)
Cameroun	2120	500	45	40	65,9
RCA	228,2	56,8	0,353	2,84	58
Congo	831,6	50,8	51,3	-	27
Gabon	1726,4	29,6	65,3	52	18,9
Zaïre	448,6	130,9	19,2	17,2	70
Total	5354,8	768,3	181,2	112,1	33,3

Source : Statistiques des Ministères chargés des forêts dans les pays concernés

TABLEAU 10. STATISTIQUES DES EXPORTATIONS DES PRODUITS FORESTIERS DE LA CEEAC. (Milliers de m3) 1989

Pays	Grumes	Sciages	Placages	Ct-plaqués
Cameroun	722,5	105	40	10
RCA	54,7	25,5	0,255	1,9
Congo	386	24	51	0
Gabon	1400	2	5,8	43
Zaïre	116,3	22,5	4	0,45
Total	2679,5	179	101	55

Source: dito.

Les statistiques de production du tableau 9 révèlent une sous-exploitation du potentiel forestier, ainsi qu'une sous-consommation de produits du bois dans la sous-région. Les forêts des cinq pays précédents représentent une réserve forestière de 191,5 millions d'hectares, soit environ 60% de la superficie forestière du continent africain, et une superficie exploitable de 134,1 millions d'hectares. Un pays comme le Zaïre qui a la deuxième réserve forestière du monde après le Brésil ne produit qu'environ 500000 m3 alors qu'il s'était assigné un objectif

facilement réalisable de six millions de mètres cubes par an en 1988. La Côte d'Ivoire avec une superficie productive de moins de 3 millions d'hectares (donc comparable à celle de la RCA, la plus petite superficie exploitable des cinq de la Ceeac) a produit en 1990 2,8 millions de m³ de grumes.

Les statistiques disponibles sur la production de la sous-région en 1990 indiquent même une tendance à la baisse qui reflète les difficultés économiques auxquelles les pays forestiers de la CEEAC sont confrontés depuis quelques années.

En volume équivalent de grumes, les exportations des pays de la Ceeac représentaient en 1989 environ 3,4 millions de mètres cubes, soit 64% du volume total de sa production de grumes, tandis le volume de grumes absorbé par le marché intérieur s'élevait à 1,6 million de mètres cubes, soit environ 30% de sa production totale de grumes (le solde ayant été stocké). Cette observation est fort importante et est à rapprocher avec la situation de l'Asie/Pacifique et de l'Amérique latine, régions où la consommation intérieure absorbe une part importante de leur production.

Il est clair que l'importance du marché intérieur pour un produit ou une gamme de produits donnés constitue un facteur clé de compétitivité pour un secteur industriel dans la mesure où, d'une part, la demande intérieure est capable d'absorber une part substantielle de la production, et, où, d'autre part, le marché intérieur peut servir de base d'essais pour l'amélioration des produits existants et le développement de nouveaux produits. A ce sujet, il convient de souligner l'avantage des pays asiatiques où l'importance de leur marché régional a toujours constitué un support important pour le développement de leur industrie du bois, leur permettant ainsi de placer l'excédent de leur production sur les marchés internationaux à des prix marginaux.

Bien évidemment l'accroissement continu de la demande intérieure de bois en Asie est directement lié au développement économique fulgurant de cette région au cours des récentes années. Un pays comme la Corée du sud qui importait les grumes pour exporter les produits de bois vers les Etats-Unis est devenu importateur net de produits de bois, sa propre production ne pouvant plus satisfaire son marché intérieur. Avant la Corée du sud, le Japon avait suivi le même cheminement. Même la Thaïlande n'exporte plus de larges quantités de bois d'oeuvre, sa demande intérieure couvrant sa production; avec l'amélioration rapide de l'économie de ce pays, la Thaïlande pourra devenir bientôt importateur net de produits de bois.

D'autres pays d'Asie, comme entre autres l'Indonésie et la Malaisie, ont interdit les exportations de grumes pour encourager le développement des productions à forte valeur ajoutée. Les pays forestiers membres de la CEEAC devraient s'en inspirer. Mais il faut bien avouer qu'il ne suffit pas d'adopter des décrets interdisant l'exportation de grumes pour

stimuler automatiquement l'augmentation de la production de sciages dans ces pays; de nombreux obstacles d'environnement (l'insuffisance d'infrastructure de transport, le réseau de télécommunication, le coût de financement, la qualification du personnel, les législations rigides du travail, les mesures réglementaires de contrôle etc.) freinent encore le développement de l'industrialisation du bois dans la sous-région. Il convient d'en mesurer l'impact et de chercher à les lever. Nous les analysons plus loin.

De même, la production de sciages de la Ceeac (768000 m³ en 1989), soit 34,5% de la production africaine de sciages qui s'élevait en 1989 à 2 223 000 m³, est insuffisante par rapport au potentiel réel de cette sous-région.

Les produits de la première transformation ne représente globalement que 33% de la production de grumes, avec des situations variables par pays: RCA (58%); Cameroun (60%);

Congo (27%); Gabon (19%) et le Zaïre (70%). Ces taux de transformation sont très faibles au regard, d'une part, des objectifs des différentes politiques nationales de développement forestier dans ces pays qui généralement prescrivent des taux de transformation de 60 à 65%, et, d'autre part, de valorisation optimale des ressources forestières. Le taux de transformation de 70% du Zaïre n'est pas significatif compte tenu de la production de grumes insignifiante de ce pays et de ses énormes besoins de bois qui sont insatisfaits.

Par ailleurs, l'activité forestière de la sous-région reste caractérisée par l'exportation de produits à faible valeur ajoutée (les grumes), avec une surexploitation de trois ou quatre essences par pays sur plus de quatre cents essences identifiées dans les formations forestières de l'Afrique centrale: le sapelli, le sipo, l'ayous dans les cas du Congo et de la RCA; l'ayous, le sapelli et l'azobé qui constituent plus de 70% du volume exploité au Cameroun; l'okoumé représente plus de 80% des grumes produites par le Gabon alors que les trois essences plus exploitées du Zaïre sont le sapelli, le sipo et l'acajou.

Le tableau ci-dessous donne la liste des vingt essences les plus commercialisées par pays:

TABLEAU 11. LISTE DES VINGTS ESSENCES LES PLUS COMMERCIALISEES PAR PAYS.

CAMEROUN	CONGO	GABON	RCA	ZAIRE
ACAJOU	ABURA	ACAJOU	ACAJOU	ACAJOU
AIELE	AFROMOSIA	ANDOUNG	AYOUS	AFRORMOSIA
AYOUS	AIELE	BILINGA	DOUSSIE	BENGE
AZOBE	BILINGA	DOUKA	KOSSIPO	BOSSE
BETE	BOSSE	LIMBALI	SAPELLI	BUBINGA
BOSSE	DIBETOU	MOABI	SIPO	DIBETOU
DIBETOU	DOUKA	MOVINGUI	TIAMA	IROKO
DOUSSIE	DOUSSIE	MUTENYE		KHAYA
EYONG	IROKO	OKOUME		KOSIPO
FRAKE	KOSSIPO	PADOUK		LIMBA
IROKO	LIMBA	SAPELLI		SAPELLI
KOSSIPO	LONGHIB.	SIPO		SIPO
MOABI	LONGHIR.	TALI		TIAMA
NKANANG	MOABI	TIAMA		TOLA
PADOUK	OKOUME	YGAGANGA		WENGE
SAPELLI	PADOUK			
SIPO	SAPELLI			
TALI	SIPO			
TIAMA	TALI			

Les taux d'extraction, généralement inférieurs à 10 m³ par hectare, sont également en-deçà du potentiel qui peut aller jusqu'à 20 m³ par hectare. Ce qui entraîne l'écroulement de la forêt et un gaspillage de la ressource ligneuse; les exploitants étant surtout intéressés par les essences à haute valeur commerciale. L'exportation des produits forestiers à l'état de grumes ou légèrement transformés ne peut qu'encourager cette tendance qui fonde la valeur du produit sur ses caractéristiques naturelles, et non sur celles du produit transformé ou fini. Par exemple un mobilier, de design original, travaillé sur du bois d'essence secondaire, peut se révéler plus attrayant qu'une grume d'essence noble vendue à l'état brut; tout est question de valeur ajoutée.

On estime que pour chaque mètre cube de bois enlevé à la forêt, les déchets représentent 0,8 m³ (grumes, cimes des arbres et branches endommagées, grumes abandonnées etc.), alors que les déchets de scierie représentent 0,5 m³ pour chaque mètre cube de bois transformé en planches, placages ou contreplaqués.

La FAO estime que l'abattage sélectif d'essences commerciales dans les forêts tropicales ne permet d'utiliser que 5,4% du volume sur pied. L'exploitation accrue des essences secondaires dans les forêts tropicales aurait plusieurs effets positifs:

-1) elle contribuerait à l'augmentation du volume et de la valeur exploités par hectare, ainsi qu'à la réduction du coût unitaire de l'exploitation;

-2) elle entraînerait la baisse des prix du bois d'oeuvre sur les marchés intérieurs des pays producteurs.

En effet la pression de la demande sur les essences dites nobles élève leurs prix sur les marchés intérieurs à un niveau qui les rend souvent inaccessibles aux couches de populations à faibles revenus. La promotion d'essences peu recherchées et de certaines essences cultivées (bois d'hévéa, bois de cocotier, bois d'eucalyptus etc.) dans la construction de logements bon marché a donné des résultats spectaculaires dans certains pays d'Asie. Des essais techniques ont montré que plusieurs essences peu recherchées avaient des caractéristiques techniques (résistance à la flexion ou à la traction) comparables et quelques fois supérieures à celles de certaines essences recherchées.

Mais les principaux groupes forestiers opérant dans la sous-région, obéissant à des impératifs commerciaux extérieurs, restent peu préoccupés par la promotion de l'utilisation accrue de ces essences, encore moins par le souci de développer des matériaux de construction en bois peu coûteux. IL devrait revenir aux gouvernements de ces pays de mettre en place des stratégies favorisant l'utilisation accrue des essences secondaires dans l'industrie de la construction.

Les tableaux ci-après donnent la production de grumes et de sciages par région des pays membres de l'OIBT.

TABLEAU 12. PRODUCTION DE GRUMES DE SCIAGES ET DE PLACAGE PAR REGION (Millions de m3).

Région	1988	1989	1990
Afrique	9,1	8,9	10,9
Asie-Pacifique	91,4	92,1	92,3
Amérique Latine/ Caraïbes	30,2	32,9	28,1
Total	130,7	133,9	131,3

Source: Statistiques OIBT/FAO.

TABLEAU 13. PRODUCTION DE SCIAGES PAR REGION (Millions de m3)

Région	1988	1989	1990
Afrique	2,2	2,2	2
Asie-Pacifique	27,7	29,1	27,9
Amérique Latine/Caraïbes	10,5	11,2	9,3
Total	40,4	42,5	39,2

Source: Statistiques OIBT/FAO.

TABLEAU 14. PRODUCTION DE PLACAGES PAR REGION (Milliers de m3)

Région	1988	1989	1990
Afrique	339	335	376
Asie-pacifique	576	638	723
Amérique	540	661	495
Latine/Caraïbes			
Totaux	1445	1634	1594

Source: OIBT/FAO.

TABLEAU 15. PRODUCTION DE CONTREPLAQUES PAR REGION (Milliers de m3)

Région	1988	1989	1990
Afrique	280	278	242
Asie-Pacifique	9763	10405	11313
Amérique	1205	1432	1472
Latine/Caraïbes			
Totaux	11248	12115	13027

TABLEAU 16. COMPOSITION DES EXPORTATIONS PAR REGION (Milliers de m3)

Région	Production de grumes		Exportations de grumes		Exportation de produits transformés		Exportations totales	
	1989	1990	1989	1990	1989	1990	1989	1990
Afrique	8892	10858	3223	3840	2134	2494	14249	17192
Asie-Pacifique	92142	92293	22474	21479	36827	32511	151443	146283
Amérique Lat. /Caraïbes	32881	28093	1	1	1735	1749	34617	29843
Total	133915	131244	25698	25320	40696	36754	200309	193318

Source: OIBT/FAO.

La production mondiale de grumes de feuillus tropicaux s'est élevée en 1989 à 173,4 millions de mètres cubes. La production de grumes de la sous-région ne représentait que 3% de la production mondiale de grumes de type tropical, c'est à dire une part très marginale. En 1990 la production mondiale de grumes de type tropical était de 170 millions de mètres cubes tandis que celle de la sous-région, après compilation des statistiques ne dépassait pas 5 millions de mètres cubes.

Les pays membres de l'OIBT ont produit en 1990 131,2 millions de mètres cubes de grumes de type tropical, soit 77% de la production de grumes de feuillus tropicaux. Les cinq principaux pays producteurs membres de l'OIBT en 1990 sont la Malaisie (42 000 000 m³), l'Indonésie (27 500 000 m³), le Brésil (22 900 000 m³), l'Inde (18 350 000 m³) et la Côte d'Ivoire (2 811 000 m³) qui représentent à eux cinq 87% de la production des pays membres de l'OIBT.

La figure 1 ci-après montre la consommation intérieure de grumes par région rapportée à sa production totale. Elle montre l'importance du marché intérieur asiatique qui a consommé en 1990 près de 81% de sa production de grumes, et celle du marché intérieur de l'Amérique latine et des Caraïbes qui consommaient toute leur production de grumes, tandis que la consommation intérieure de la CEEAC représentait moins de 50% de sa production de grumes, plus de la moitié de la production de grumes était donc destinée aux exportations. Ce qui confirme la dépendance de la production de la sous-région vis à vis des marchés extérieurs.

De la même manière, la production de sciages de la sous-région, 768300 m³ en 1989, ne représente qu'une part marginale (environ 1%) de la production mondiale de sciages feuillus des pays en développement qui s'élevait en 1989 à 76 millions de mètres cubes. Là aussi, la figure 2 révèle l'importance du marché intérieur de chaque région. La production totale de sciages dans les pays membres de l'OIBT a été en 1990 de 39 310 000 mètres cubes dont 87% provenait de cinq pays: l'Inde (8 800 000 m³), l'Indonésie (8 632 000 m³), la Malaisie (8 400 000 m³), le Brésil (7 000 000 m³) et l'Equateur (1 258 000 m³).

Ainsi que l'indique la figure 2, les pays producteurs de la région Asie-Pacifique ont utilisé localement 86% de leur production de sciages feuillus en vue d'une transformation plus poussée. La région Amérique Latine a consommé localement 97% de sa production de sciages, alors que les pays producteurs africains n'ont consommé localement que 48% de leur production de sciages.

En 1989, la production de placages des pays forestiers membres de la CEEAC s'élevait à 181200 m³, soit 54% de la production africaine de placages qui était de 335000 m³ cette année, tandis que la production de contreplaqués qui, s'élevait à 112100 m³ ne représentait que 40% de la production africaine de contreplaqués (278000 m³).

Figure 1. Log Production and Domestic Consumption by Region, 1990.

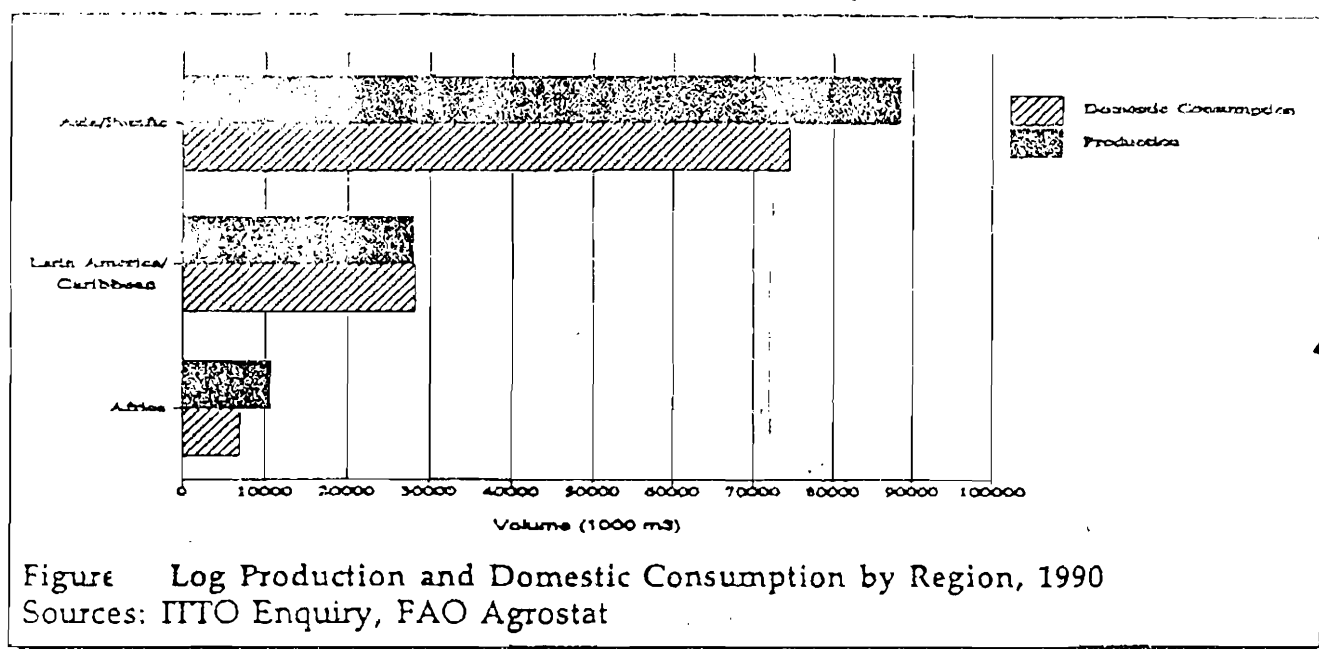


Figure 2. Sawnwood Production and Domestic Consumption by Region, 1990.

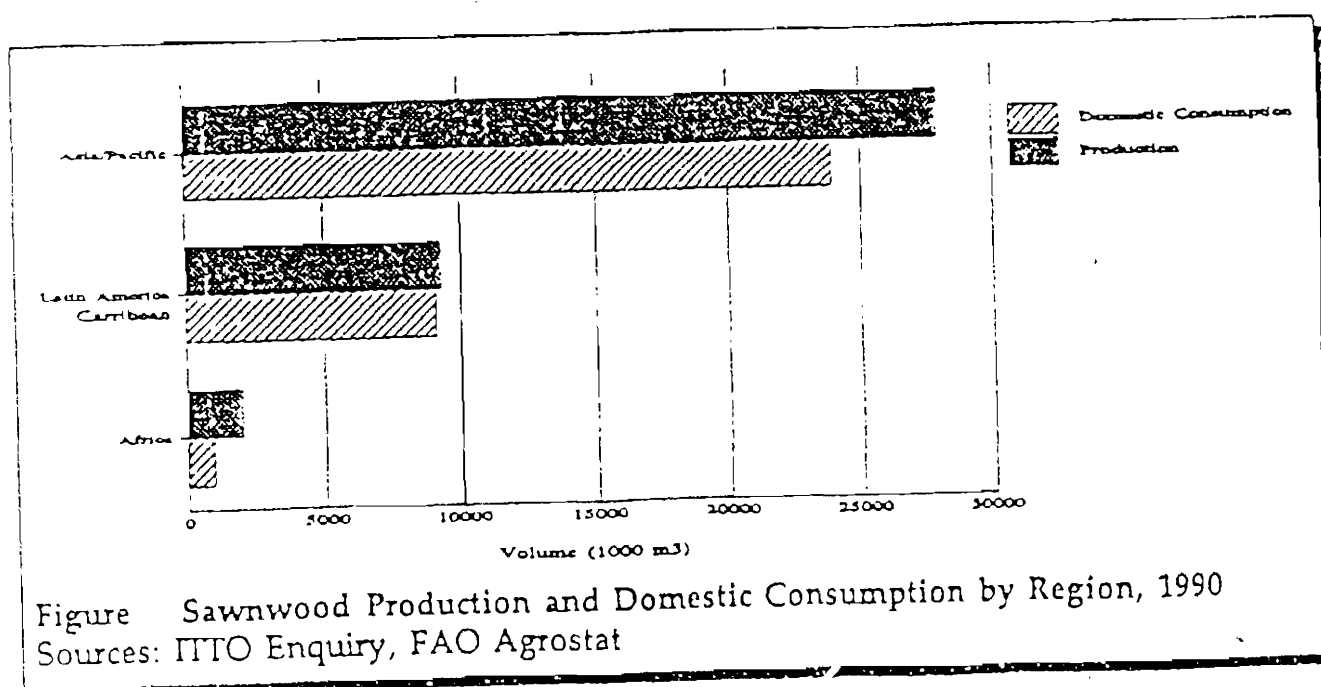


Figure 3. Veneer Production and Domestic Consumption by Region, 1990.

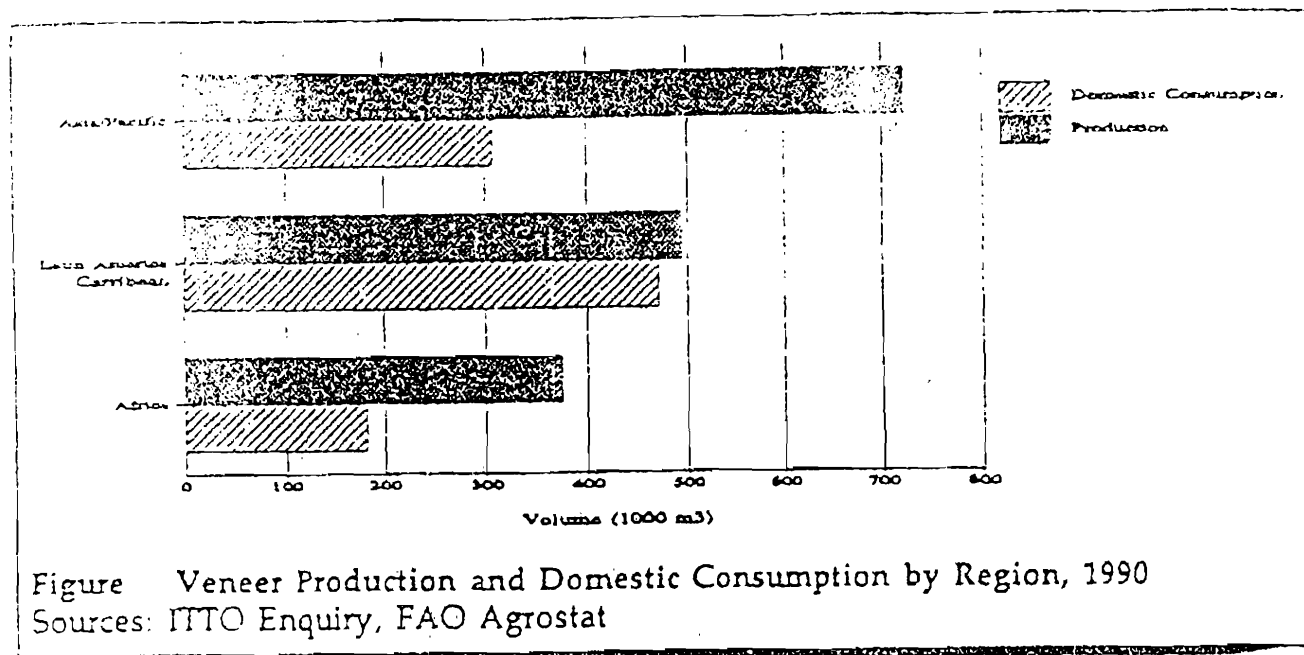
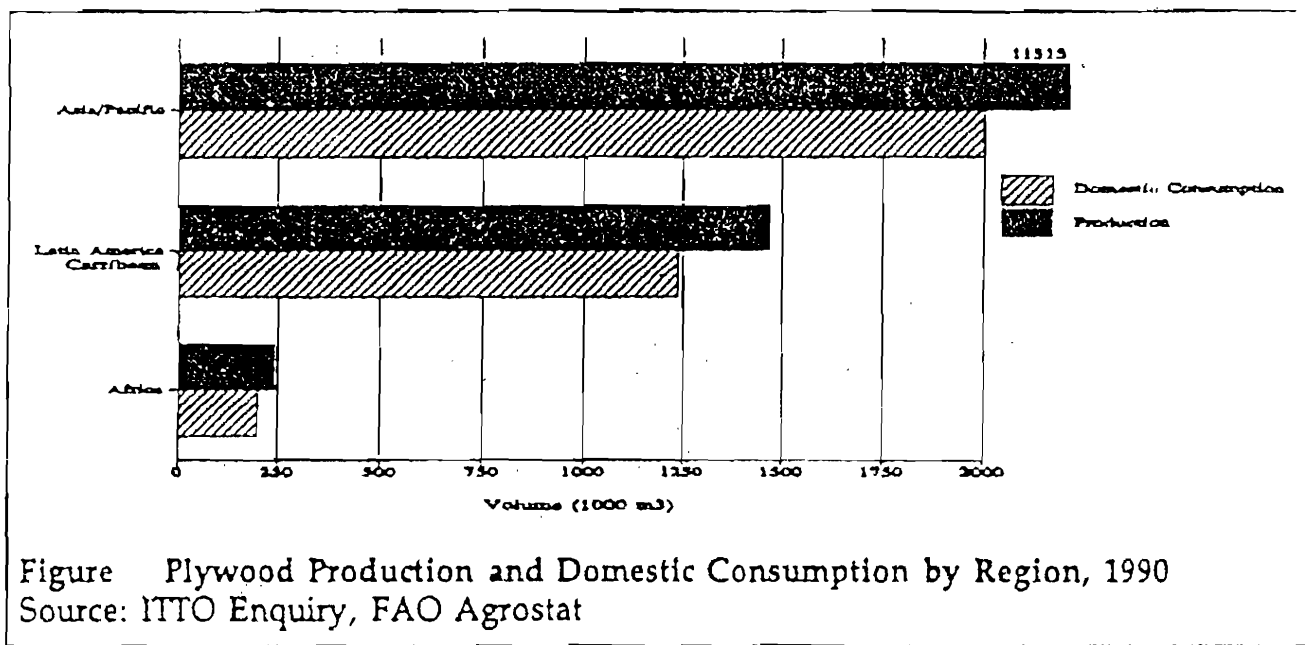


Figure 4. Plywood Production and Domestic Consumption by Region, 1990.



2.1.2. Les Opérateurs forestiers et industriels de la CEEAC

Les entreprises du Secteur forestier de la CEEAC se subdivisent en trois catégories:

- les grosses entreprises, dont le capital est entièrement détenu par des personnes morales ou physiques étrangères ou en partie par l'état (cas des sociétés d'économie mixte). Ces entreprises, dont le partenaire étranger appartient à la branche internationale d'une maison-mère européenne engagée dans le négoce international ou dans une transformation poussée du bois en Europe, sont à la recherche de matières premières. Elles font des investissements relativement importants (généralement supérieurs à un milliard de fca) dans l'activité qui les intéressent (la production de sciages, de placages tranchés ou déroulés, beaucoup moins celle des contreplaqués qui sont souvent consommés par les marchés locaux). Conçues dans l'optique d'approvisionner les usines installées en Europe, elles sont très sélectives dans le choix des grumes à transformer et ne s'intéressent très souvent qu'à deux ou trois essences nobles. Intégrées à la chaîne de production de leurs maisons-mères, elles sont généralement extraverties et obéissent à des impératifs externes. Elles sont peu enclines à développer l'utilisation des essences secondaires, même sur les marchés locaux qui ne constituent généralement pas leurs premières préoccupations.

- les entreprises forestières de moyenne importance qui appartiennent généralement aux privés expatriés; celles-ci sont essentiellement intéressées par l'exportation de grumes d'essence noble, et ne s'engagent souvent dans l'activité de sciage que pour se conformer à la législation forestière du pays hôte sous peine de perdre leur permis d'exploitation. Le montant d'investissement dans ce cas se situe entre 500 et 800 millions de fcfa.

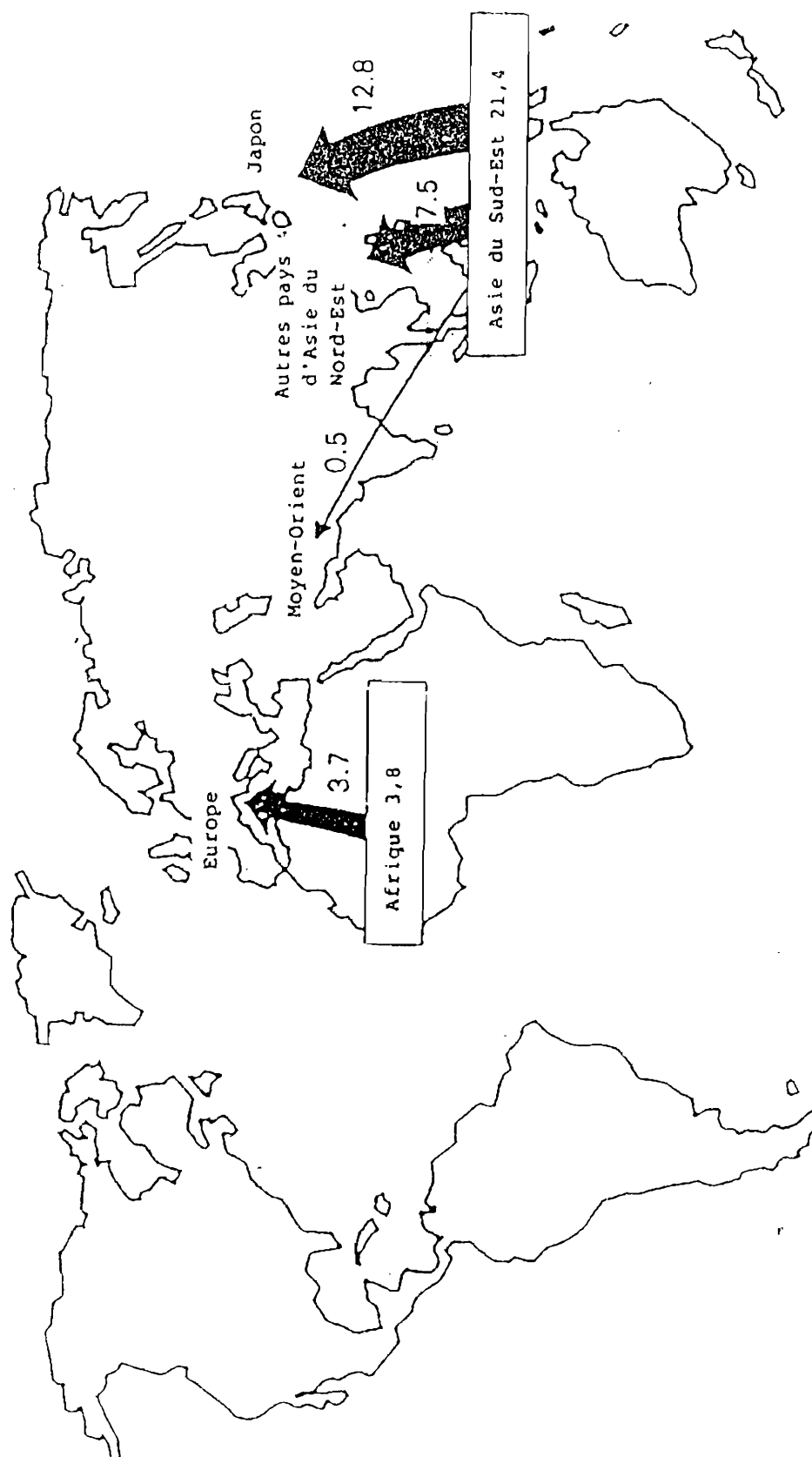
Ces deux premiers groupes sont souvent responsables de 60% et 30% respectivement de la production nationale officielle, tous produits confondus.

- enfin les petits exploitants nationaux dont la production reste handicapée par l'absence de moyens financiers et matériels, le manque de personnel qualifié à l'exploitation et l'absence de savoir-faire dans la gestion. Ils ne représentent qu'environ 10% de la production officielle.

En marge de la production officielle, il existe une foule de scieurs de long qui abattent et scient les grumes, de façon illégale, avec les tronçonneuses.

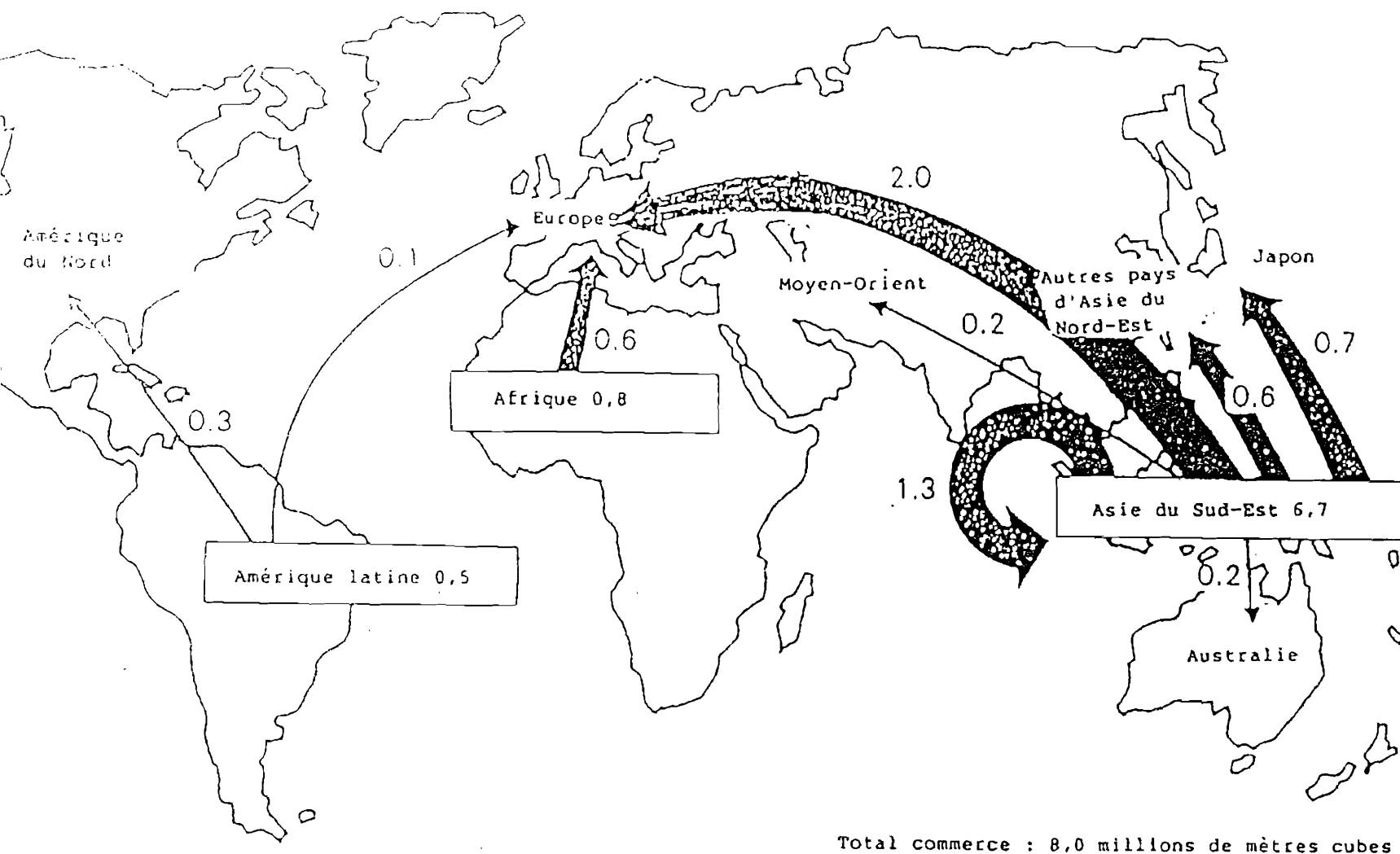
Le tableau ci-dessous donne la structure industrielle et la capacité de production des entreprises forestières de la CEEAC.

Carte 1. Commerce maritime de grumes de bois tropicaux, 1988 (en millions de m³)



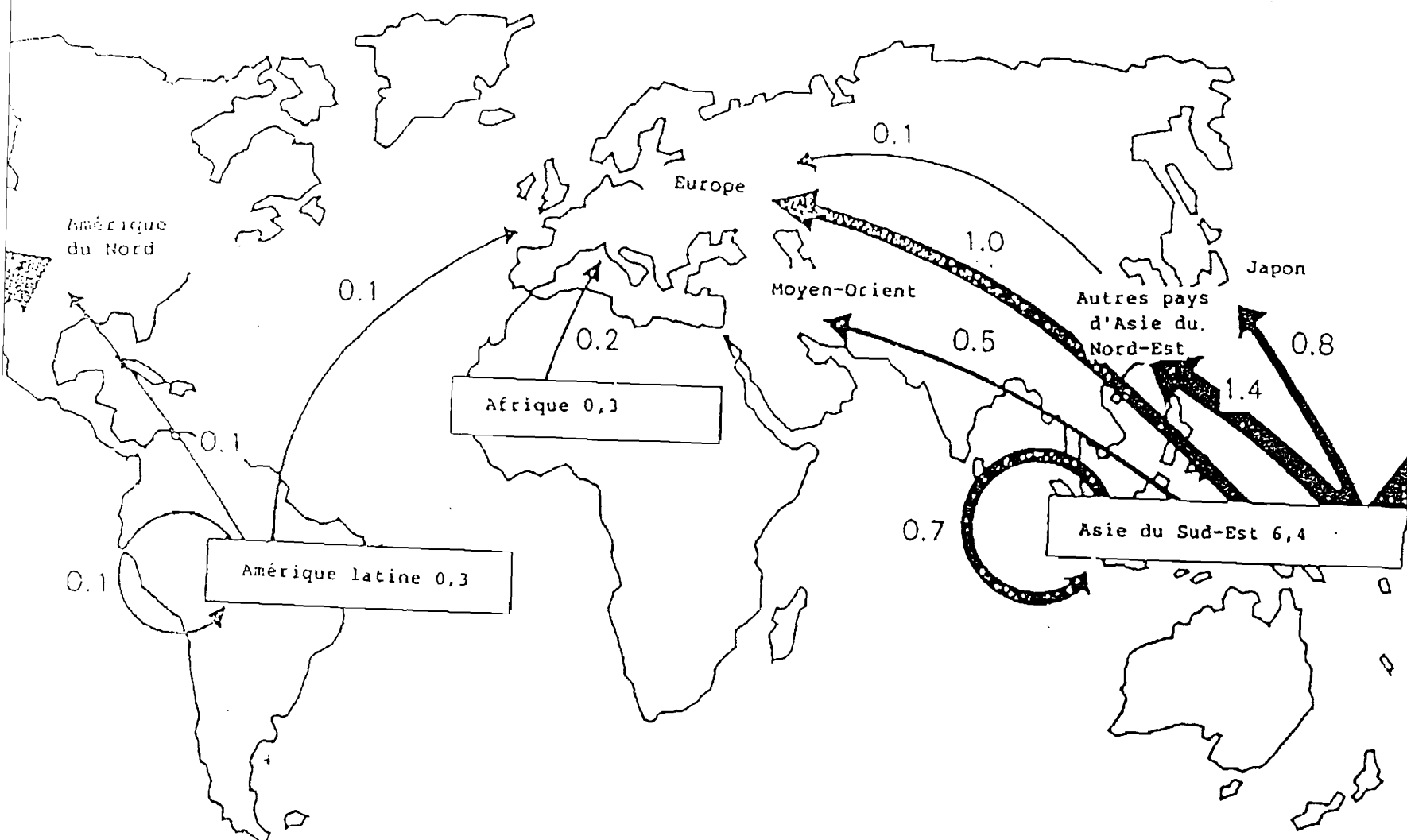
Total commerce : 25,2 millions de mètres cubes

Carte 2. Commerce maritime de sciages de bois durs tropicaux, 1988 (en millions de m³)



Source : Données fournies par le consultant.

Carte 3. Commerce maritime de contre-plaqué et placages de bois durs tropicaux, 1988
(en millions de m³)



Total commerce : 7,0 millions de mètres cubes

Souche : Données fournies par le consultant.

TABLEAU 17. Détail des sources d'approvisionnement en bois de la Grèce

Grèce/Greece

Détail des sources d'approvisionnement
Details by areas of supply - 1000 m³

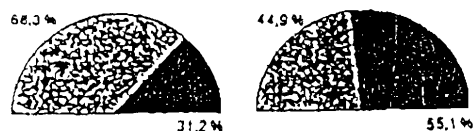
	TROPICAL	1988			1989		
		grumes	sciages	placages	grumes	sciages	placages
A F R I Q U E	Cameroon	32,4	2,5	--	25,4	1,8	--
	Congo Braz.	7,7	0,1	--	9,8	0,2	--
	Côte d'Ivoire	21,6	21	--	22,5	29,8	--
	Gabon	59,8	--	0,2	103,3	0,3	0,4
	Ghana	15	5,4	--	8,6	1,2	--
	Guinée Equat.	2,4	--	--	2,1	--	--
	Libéria	24,5	0,2	--	14,2	0,3	--
	Zaïre	--	--	--	--	--	--
	Autres pays	--	--	--	--	--	--
TOTAL		153,4	29,2	0,2	185,9	33,8	0,4
A S I E	Indonésie	--	1,8	0,8	--	2,1	0,9
	Philippines	0,9	0,8	--	0,2	0,2	--
	Singapour	1,2	0,3	--	0,3	0,4	--
	Autres pays	0,1	1	0,1	--	0,5	0,1
TOTAL		2,2	3,9	0,9	0,5	3,2	1
AMER. CENT. & SUD	Brazil	--	0,3	0,2	--	1,1	0,8
	Autres pays	--	0,2	--	--	0,2	--
TOTAL		--	0,5	0,2	--	1,3	0,8
TOTAL GENERAL		155,6	33,6	1,3	186,4	38,2	2,2

	NON TROPICAL	1988		1989	
		sciages	placages	sciages	placages
E U R	A.E.L.E.* Europe Est	3 16	0,2 1,3	0,3 14,5	0,6 1,8
	TOTAL	19	1,5	14,8	2,4
ASIE & OCCAN	Australie Japon	-- --	-- --	0,3 --	-- --
	TOTAL	--	--	0,3	--
AMER. NORD	Canada U.S.A.	1 1,4	-- 0,2	0,9 1,7	-- 0,3
	TOTAL	2,4	0,2	2,8	0,3
TOTAL GENERAL		21,4	1,7	17,7	2,7

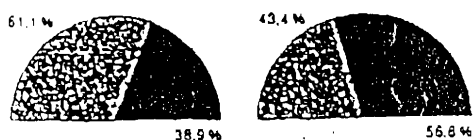
* Excluding UCBT member countries
* Association Européenne de Libre Echange

% TROPICAL / NON TROPICAL

1989



1988



Sciages
Sawn Timber

Placages
Veneers

TROPICAL NON TROPICAL

Siège social et administratif
Rue Royale, 109-111
1000 Bruxelles
Tél.: 02/219.43.73
Fax: 02/217.30.03

U.C.B.T. / UNIC
POUR LE COMMERCE
DES BOIS TROPICAUX
DANS LA C.E.

Importations européennes de bois tropicaux

European imports
of tropical hardwoods

x 1.000.000 m³

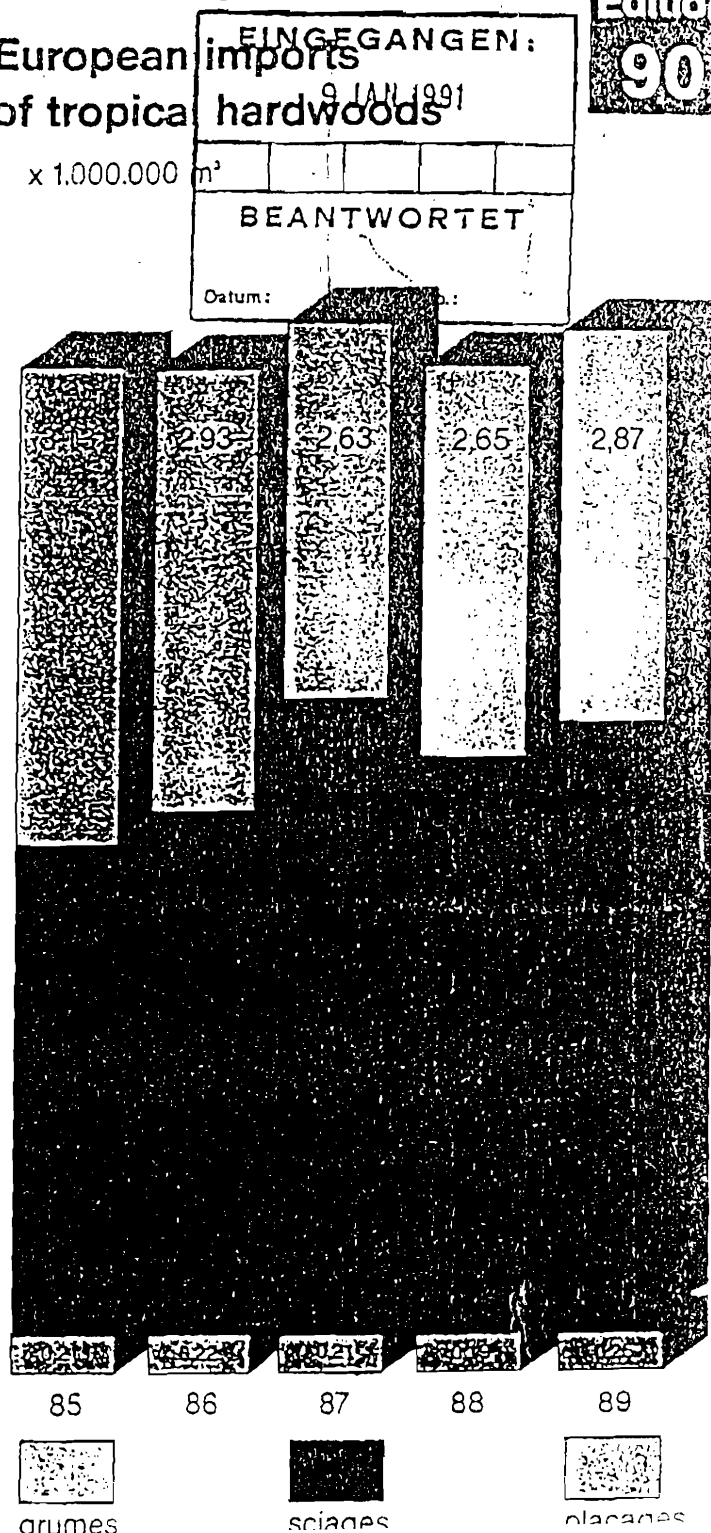
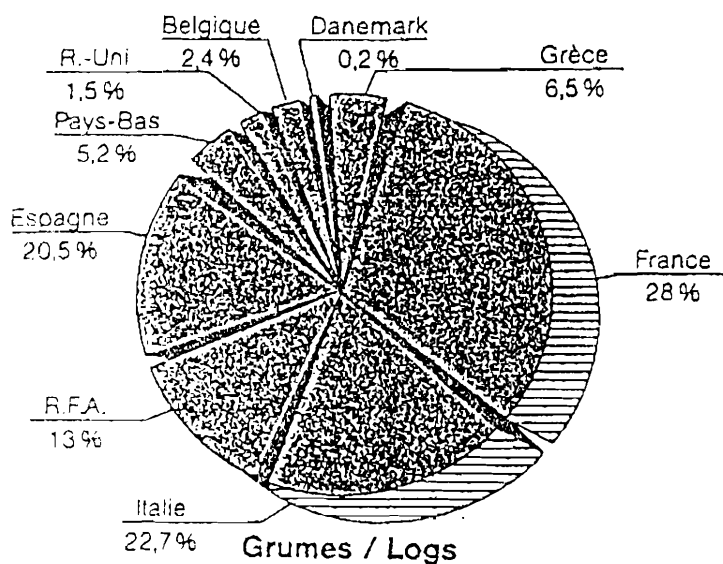


TABLEAU 18. Répartition des importations par pays importateur

Répartition par pays importateur

Share of the different importing countries

1989



Répartition par zone d'approvisionnement

Share of the different supply areas

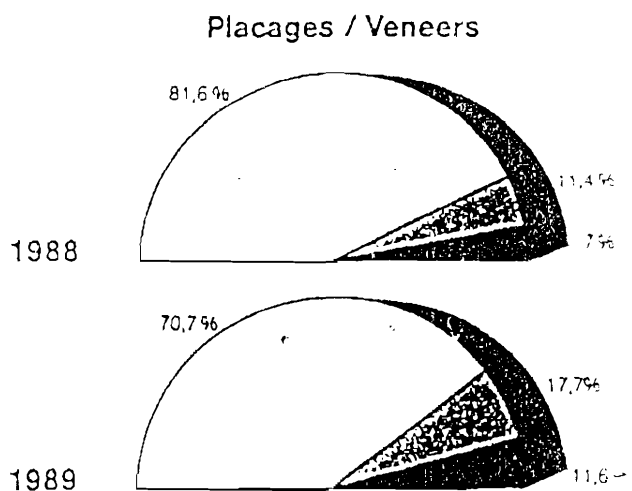
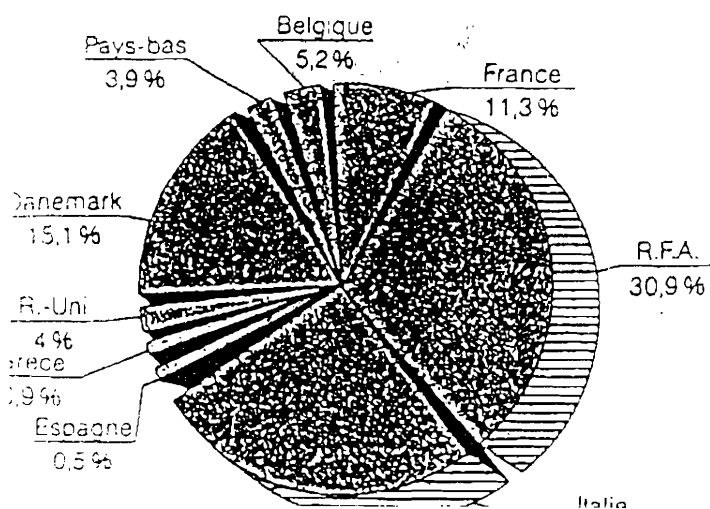
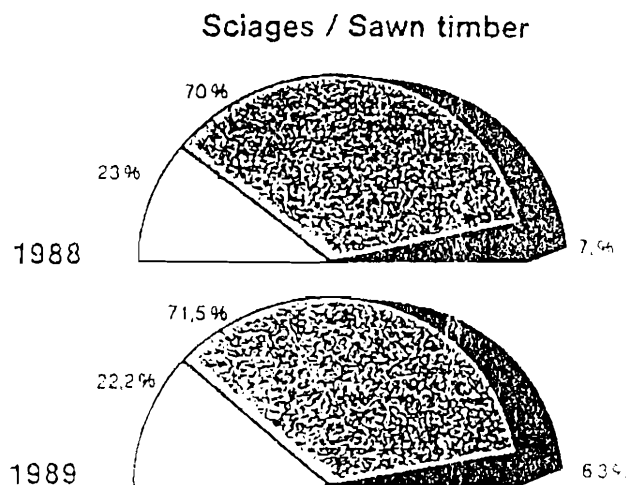
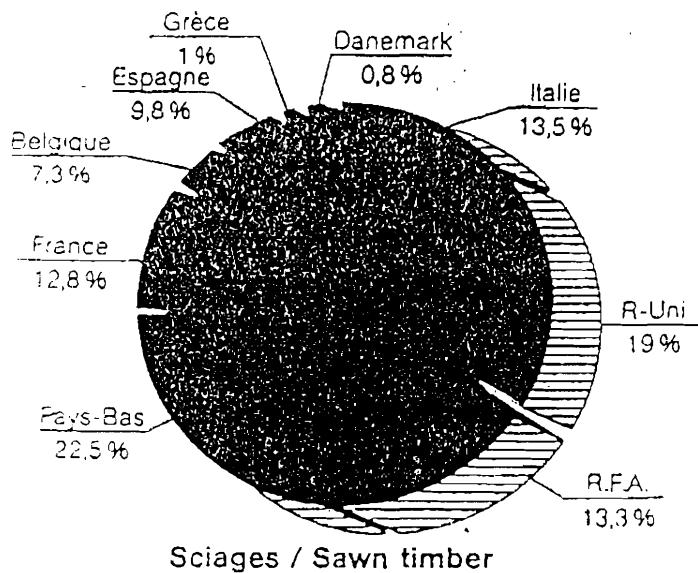
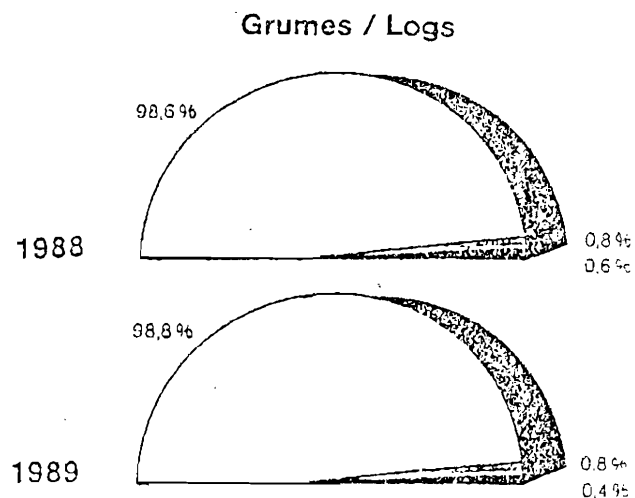


TABLEAU 19. Détail des sources d'approvisionnement en bois de l'Italie

Italie/Italy

Détail des sources d'approvisionnement

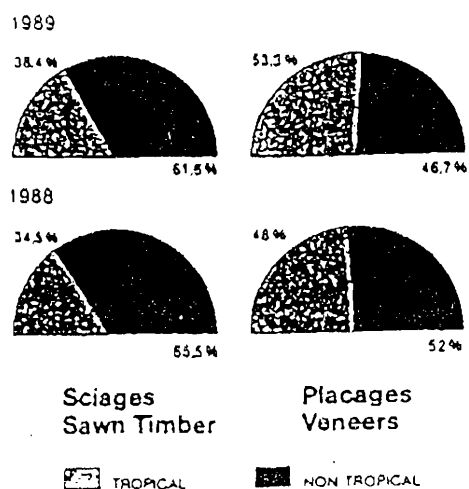
Details by areas of supply - 1000 m³

TROPICAL		1988			1989		
		grumes	sciages	placages	grumes	sciages	placages
A F R I Q U E	Cameroun	149,9	5,3	19,8	169,5	19,2	32,4
	Congo Braz.	73,8	1,1	3,7	164,1	2	3,5
	Côte d'Ivoire	112,3	130,7	14,3	68,7	129,3	16,2
	Gabon	82,3	0,6	2,9	48,6	--	3,7
	Ghana	58	10,4	2,2	11,5	9,1	2,9
	Guinée Equat.	36,8	5,7	6,5	30,9	0,9	6
	Libéria	50,8	0,1	--	84	4,1	0,1
	Zaïre	36,6	3,1	0,5	48,5	4,1	--
	Autres pays	3	7,7	1	2,5	6,3	0,1
	TOTAL	603,5	184,7	50,9	648,4	175	64,9
A S I E	Birmanie	1,6	1,8	--	2,2	1	--
	Indes	--	0,3	0,1	--	0,4	0,1
	Indonésie	--	189	0,1	0,1	178	0,2
	Malaysia	0,1	77,6	--	0,1	89,4	--
	Philippines	0,1	0,1	--	--	0,9	--
	Singapour	0,2	6,4	0,1	--	4,9	0,1
	Thaïlande	--	0,3	0,5	--	--	--
	Autres pays	--	1,2	0,2	0,1	0,6	0,7
	TOTAL	2	278,7	1	2,5	275,2	1,1
AMÉ CENT. & SUD	Brésil	--	15,5	3,2	--	11,8	2,8
	Chili	--	0,1	--	--	0,1	--
	Equateur	--	0,1	--	--	0,4	--
	Paraguay	--	0,9	--	--	--	--
	Autres pays	--	1,4	0,3	0,1	3	0,1
	TOTAL	--	18	3,5	0,1	16,3	2,9
TOTAL GENERAL		605,5	459,4	55,4	651	465,5	68,9

NON TROPICAL		1988		1989	
		sciages	placages	sciages	placages
E U R	A.E.L.E. Europe Est	102,8	4,4	99,5	1,3
		649,2	48,3	519,3	54,4
TOTAL		752	52,7	618,8	55,7
ASIE & OCEAN	Australie	--	--	--	0,1
	Japon	--	--	0,1	--
TOTAL		--	--	0,1	0,1
AMÉ NORD	Canada	13,1	0,2	15,3	0,2
	U.S.A.	104,6	6,9	111,5	4,4
TOTAL		117,7	7,1	126,8	4,6
TOTAL GENERAL		869,7	59,8	745,7	60,4

-- Excluding UCBT member countries
-- Association Européenne de Libre Echange

% TROPICAL / NON TROPICAL



Pays-Bas/Netherlands

Détail des sources d'approvisionnement

Details by areas of supply - 1000 m³

TROPICAL		1988			1989		
		grumes	sciages	placages	grumes	sciages	placages
A F R I Q U E	Cameroun	61,2	17,7	--	85,5	17,3	--
	Congo Braz.	0,5	--	5,2	0,2	0,3	3,6
	Côte d'Ivoire	1,8	15,3	1	0,6	12,1	0,2
	Emp. Cent. Afric.	0,1	--	0,7	--	--	0,4
	Gabon	18,1	0,9	--	20,6	0,6	--
	Ghana	7,2	12,4	--	11,7	7,9	--
	Guinée Equat.	11,6	0,4	--	5,8	0,4	--
	Libéria	6	0,5	--	15,2	1	--
	Nigéria	--	0,1	--	0,1	0,4	--
	Zaïre	0,7	4,2	--	2,2	3,6	--
	Autres pays	0,2	0,1	--	0,1	0,1	0,1
TOTAL		107,4	51,8	6,9	142	43,7	8,6
A S I E	Birmanie	0,8	0,4	--	0,9	0,2	--
	Indonésie	--	114,6	--	0,3	152,1	--
	Malaysia	0,4	371,5	4,8	0,3	495,2	4,4
	Philippines	--	5,5	0,7	--	9,9	--
	Singapour	0,1	35,9	--	0,2	68,2	--
	Autres pays	--	0,5	0,1	0,1	0,6	0,1
	TOTAL	1,3	528,4	5,8	1,8	724,2	4,5
AMÉ CENT. & SUD	Brésil	0,5	7,4	0,15	--	7,9	0,3
	Guyanes	1,5	--	--	1,7	--	--
	Suriname	10,6	0,6	--	3,9	0,3	--
	Autres pays	--	0,7	--	0,1	0,6	--
	TOTAL	12,6	8,7	0,15	5,7	8,8	0,3
TOTAL GENERAL		121,3	588,7	12,65	149,5	778,7	8,6

NON TROPICAL		1988		1989	
		sciages	placages	sciages	placages
E U R	A.E.L.E. Europe Est	1	1,8	3	0,3
		10	0,1	8,9	0,1
TOTAL		11	1,9	11,9	0,4
ASIE & OCEAN	Australie	0,8	--	0,4	--
	Japon	--	--	--	--
TOTAL		0,8	--	0,4	--
AMÉ NORD	Canada	10,8	0,1	11,1	0,1
	U.S.A.	31,4	0,1	33,9	0,2
TOTAL		42,2	0,2	45	0,3
TOTAL GENERAL		54	2,1	57,3	0,7

-- Excluding UCBT member countries
-- Association Européenne de Libre Echange

% TROPICAL / NON TROPICAL

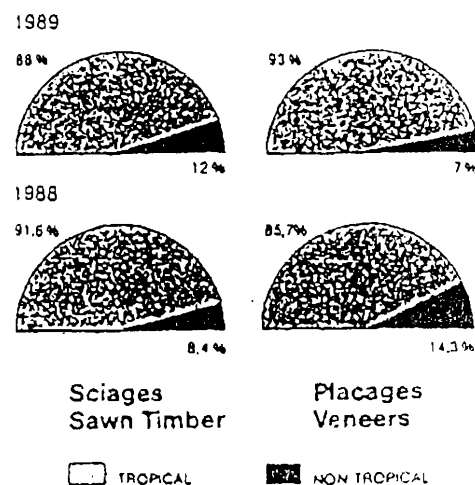


TABLEAU 20. Détail des sources d'approvisionnement en bois de l'Espagne

Espagne/Spain

Détail des sources d'approvisionnement
Details by areas of supply - 1000 m³

TROPICAL		1988			1989		
		grumes	sciages	placages	grumes	sciages	placages
A F R I Q U E	Cameroun	133,9	63,8	--	111,5	73,2	--
	Congo Braz.	132,2	11,5	--	82,9	10,2	--
	Côte d'Ivoire	125,1	88,4	--	135	105,5	--
	Emp. Cent. Afric.	7,6	10,2	--	1,5	9,1	--
	Gabon	61,8	0,1	--	53,1	0,1	--
	Ghana	13,6	14,3	--	33	17	--
	Guinée Equat.	67,8	4,1	0,8	41,7	6,6	0,5
	Libéria	41	2,2	--	28,8	5,8	--
	Zaïre	3,5	3,2	--	2,6	4,8	0,2
	Autres pays	0,5	1,6	0,2	0,3	0,6	0,3
TOTAL		567	199,4	1	490,4	232,9	1
A S I E	Birmanie	0,2	0,2	--	0,4	0,1	--
	Indonésie	--	7,8	--	--	6	--
	Malaisie	0,1	12	--	--	12	--
	Philippines	0,1	40,7	--	--	39	--
	Autres pays	--	1,2	--	--	0,5	--
TOTAL		0,4	61,9	--	0,4	57,6	--
AMÉ RIC ENT & SUD	Brésil	0,7	58	0,2	0,5	43	0,3
	Bolivie	--	--	--	--	1,6	--
	Chili	--	--	--	--	0,7	--
	Honduras	-0,5	--	--	0,2	--	--
	Autres pays	--	0,8	0,2	0,8	5,7	--
TOTAL		1,2	58,8	0,4	1,5	51	0,3
TOTAL GENERAL		492	320,1	1,4	588,9	341,5	1,3

NON TROPICAL		1988		1989	
		sciages	placages	sciages	placages
E U R	A.E.L.E.** Europe Est	1	--	2	--
		26,8	--	27	--
TOTAL		29,8	--	29	--
ASIE & OCEAN	Australie Japon	--	--	--	--
TOTAL		--	--	--	--
AMÉ RIC NORD	Canada U.S.A.	0,8 54,5	0,3 2	1 57	0,5 3
TOTAL		55,4	2,3	58	3,5
TOTAL GENERAL		85,2	2,3	87	3,5

* Excluding UCBT member countries
** Association Européenne de Libre Echange

% TROPICAL / NON TROPICAL

1989



1988



Sciages
Sawn Timber

Placages
Veneers

TROPICAL NON TROPICAL

France

Détail des sources d'approvisionnement
Details by areas of supply - 1000 m³

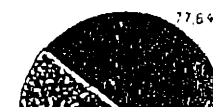
TROPICAL		1988			1989		
		grumes	sciages	placages	grumes	sciages	placages
A F R I Q U E	Cameroun	74,3	15,3	--	74,3	17,6	--
	Congo Braz.	50,3	1,4	--	49,4	0,7	--
	Côte d'Ivoire	40,4	86,2	--	45,9	79,8	--
	Emp. Cent. Afric.	--	0,2	--	0,2	0,1	--
	Gabon	325,9	0,7	--	381,4	0,4	--
	Ghana	22,6	4,7	--	5,5	7,4	--
	Libéria	228,4	2,7	--	239,5	6,6	--
	Zaïre	--	--	--	0,3	2	--
	Autres pays	--	0,1	--	4,8	2	--
TOTAL		741,9	111,3	23	801,3	116,6	25
A S I E	Birmanie	1,1	0,5	--	1,4	0,4	--
	Indonésie	1,2	105,1	--	0,3	100,1	--
	Malaisie	0,5	127,3	--	0,3	127,4	--
	Philippines	--	49,8	--	--	51,6	--
	Singapour	0,2	18,7	--	0,4	22,3	--
	Autres pays	--	--	--	0,1	2	--
TOTAL		3	301,4	1	2,5	304	2
AMÉ RIC CENT & SUD	Brésil	0,1	17,1	--	--	20,5	--
	Equateur	--	--	--	--	0,7	--
	Guyane	0,2	0,6	--	--	0,3	--
	Autres pays	--	0,1	0,2	0,4	0,5	--
TOTAL		0,3	17,8	0,2	0,4	22	0,4
TOTAL GENERAL		745,2	430,5	24,2	804,2	442,6	27,4

NON TROPICAL		1988		1989	
		sciages	placages	sciages	placages
E U R	A.E.L.E.** Europe Est	3,2	85	1	89
		1	--	2	--
TOTAL		4,2	85	3	89
ASIE & OCEAN	Australie Japon	1,1	--	1	--
TOTAL		1,1	--	1	--
AMÉ RIC NORD	Canada U.S.A.	3,8 57,6	0,7 4,3	4,2 58,8	0,8 5,1
TOTAL		61,4	5	63	5
TOTAL GENERAL		66,7	90	70	94

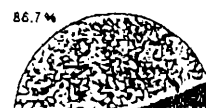
* Excluding UCBT member countries
** Association Européenne de Libre Echange

% TROPICAL / NON TROPICAL

1989



1988



Sciages
Sawn Timber

Placages
Veneers

TROPICAL NON TROPICAL

TABLEAU 21. Détail des sources d'approvisionnement en bois de la Belgique

Belgique/Belgium

Détail des sources d'approvisionnement
Details by areas of supply - 1000 m³

TROPICAL		1988			1989		
		grumes	sciages	placages	grumes	sciages	placages
A F R I Q U E	Cameroun	17	1,5	0,4	32,9	4,1	0,6
	Congo Braz.	7,8	0,5	0,5	8,8	2,3	1,1
	Côte d'Ivoire	2,9	1,7	5,7	2,7	11,1	8,1
	Gabon	5,6	0,1	--	5,2	5,2	--
	Ghana	0,7	2,3	0,3	0,1	0,5	--
	Guinée Equat.	--	--	--	0,9	--	--
	Libéria	1,2	0,2	0,6	5,6	--	0,6
	Nigeria	--	--	--	--	0,8	--
	Zaire	5,1	0,8	0,3	6,2	0,8	1,2
	Autres pays	0,2	0,8	0,1	0,1	0,1	0,1
TOTAL		40,5	7,9	7,9	62,3	24,9	11,7
A S I E	Birmanie	0,6	--	--	0,5	--	--
	Indonésie	--	14,6	--	27	0,1	--
	Malaysia	1	142	--	2,6	165	0,3
	Philippines	--	1,7	--	--	--	--
	Singapour	--	22,7	0,1	31	--	--
	Autres pays	0,1	0,7	--	0,1	1	0,1
TOTAL		1,7	181,7	0,1	3,2	225	0,5
AMÉ CENT. & SUD	Brazil	--	1	0,5	--	0,8	0,6
	Chili	--	--	0,1	--	0,6	--
	Equateur	--	--	0,1	--	--	--
	Autres pays	0,1	10,6	--	--	0,4	--
TOTAL		0,1	1,6	0,7	--	1,8	0,6
TOTAL GENERAL		42,3	191,2	8,7	65,5	251,7	12,8

NON TROPICAL		1988		1989	
		sciages	placages	sciages	placages
E U R	A.E.L.E.** Europe Est	1,8 7,1	0,5 0,4	1 7,2	1,3 0,2
	TOTAL	6,9	0,9	8,2	1,5
ASIE & OCEAN	Australie Japon	2,3 --	-- --	2 --	-- --
	TOTAL	2,3	--	2	--
AMÉ NORO	Canada U.S.A.	18,1 88,4	0,8 2	19,2 93	0,2 0,8
	TOTAL	106,5	2,8	112,2	1
TOTAL GENERAL		117,7	3,7	122,4	2,5

* Excluding UCBT member countries
** Association Européenne de Libre Echange

Danemark/Denmark

Détail des sources d'approvisionnement
Details by areas of supply - 1000 m³

TROPICAL		1988			1989		
		grumes	sciages	placages	grumes	sciages	placag
A F R I Q U E	Cameroun	0,6	1,3	0,4	1,2	1,8	0,5
	Congo Braz.	0,7	0,3	2,7	--	1,9	3,1
	Côte d'Ivoire	0,2	2,9	0,1	0,9	3,5	0,1
	Gabon	1,4	--	--	1	0,2	0,1
	Ghana	--	0,3	0,1	--	0,6	--
	Guinée Equat.	--	--	--	--	0,2	--
	Zaire	--	--	0,1	--	--	--
	Autres pays	0,2	0,6	--	--	--	--
TOTAL		3,1	5,4	3,4	3,1	8,2	3,8
A S I E	Birmanie	0,2	2,5	--	0,3	3,5	--
	Indonésie	--	--	1,8	--	--	--
	Malaysia	--	2,1	--	0,1	4,4	7,9
	Philippines	0,2	5,5	--	0,2	6,1	8,5
	Singapour	--	1,1	--	--	1,7	0,3
	Thaïlande	--	3,2	0,3	0,4	3,8	1,2
	Hong-Kong	--	0,2	0,3	--	0,2	2,2
	Autres pays	0,3	0,1	--	--	0,5	0,1
TOTAL		0,7	14,8	2,4	1	20,3	21,4
AMÉ CENT. & SUD	Brazil	--	2	0,6	0,1	1,7	11,7
	Autres pays	--	0,4	--	0,1	--	0,1
TOTAL		--	2,4	0,6	0,2	1,7	11,8
TOTAL GENERAL		3,8	22,6	6,4	4,3	30,2	37

NON TROPICAL		1988		1989	
		sciages	placages	sciages	placag
E U R	A.E.L.E.** Europe Est	1,4 5,5	2,5 0,1	2,4 2	0 0
	TOTAL	6,9	2,6	4,4	1,1
ASIE & OCEAN	Australie Japon	0,1 0,3	-- --	-- 0,3	-- --
	TOTAL	0,4	--	0,3	--
AMÉ NORO	Canada U.S.A.	1,7 7,5	0,5 0,8	0,7 7,2	0 0
	TOTAL	9,2	1,3	7,9	0
TOTAL GENERAL		16,5	3,9	12,6	1,1

* Excluding UCBT member countries
** Association Européenne de Libre Echange

94 TROPICAL / NON TROPICAL

1989



1988



Sciages
Sawn Timber

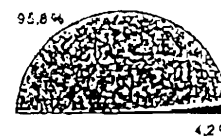
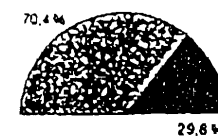
Placages
Veneers

TROPICAL

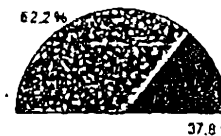
NON TROPICAL

% TROPICAL / NON TROPICAL

1989



1988



Sciages
Sawn Timber

Placages
Veneers

TROPICAL

NON TROPICAL

TABLEAU 22. Détail des sources d'approvisionnement en bois de l'Allemagne
Fédérale

R.F.A./Germany

Détail des sources d'approvisionnement
Details by areas of supply - 1000 m³

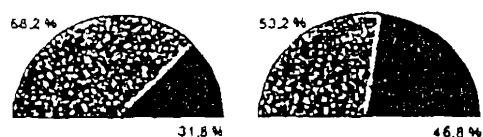
TROPICAL		1988			1989		
		grumes	sciages	placages	grumes	sciages	placages
A F R I Q U E	Afrique Sud	--	1.6	0.2	--	--	0.3
	Cameroon	60.5	3.1	0.2	52.7	4.6	0.5
	Congo Braz.	39.7	1.6	10.4	38.4	3	12.4
	Côte d'Ivoire	7.4	12.1	29.4	8.1	6.9	34.4
	Emp. Cent. Afric.	2.4	--	--	--	--	--
	Gabon	20.1	--	--	19.8	--	--
	Ghana	150.1	36.7	7.3	108.5	38.6	6.4
	Guinée Equat.	17.8	--	0.6	17.7	--	--
	Libéria	92.3	2.4	0.6	97.3	1.6	0.6
	Zaire	17.6	4.4	3.4	15.4	5.5	3.5
	Autres pays	1	0.6	--	1.0	0.9	--
TOTAL		408.8	62.5	52.1	359.7	61.1	58.1
A S I E	Birmanie	2.9	0.3	--	3.1	0.5	--
	Indonésie	--	33.2	0.5	--	38.5	0.3
	Malaysia	5.1	272.4	0.5	3.4	281	0.2
	Philippines	--	2.9	2.7	--	2.5	1.2
	Singapour	0.1	71.7	--	--	64.4	0.1
	Thaïlande	--	--	2.4	--	4	--
	Autres pays	0.3	0.7	0.1	3.9	0.9	0.2
TOTAL		8.4	381.2	8.2	10.4	387.8	8
AM ER C ENT & S UD	Bolivie	--	0.4	--	--	0.3	--
	Brazil	--	5.4	7	--	4.9	10.6
	Chili	0.4	0.5	--	--	3.9	--
	Equateur	--	0.8	--	--	1.2	--
	Suriname	--	--	--	2.2	--	--
	Autres pays	0.1	0.2	0.2	--	0.2	0.5
TOTAL		0.5	7.4	7.2	2.2	10.5	11.1
TOTAL GENERAL		417.8	451.1	65.5	372.3	459.4	75.2

NON TROPICAL		1988		1989	
		sciages	placages	sciages	placages
E U R	A.E.L.E.- Europe Est	33.7 64.1	15.7 3	32.2 80.9	20.4 3.4
	TOTAL	97.8	18.7	113.1	23.8
AS IE & O CEAN	Australie Japon	-- --	-- --	-- --	-- --
	TOTAL	--	--	--	--
AM ER N ORD	Canada U.S.A.	16.2 95.1	2.7 29.9	15.7 85.2	2.9 39.5
	TOTAL	111.3	32.6	100.9	42.4
TOTAL GENERAL		209.1	51.3	214	66.2

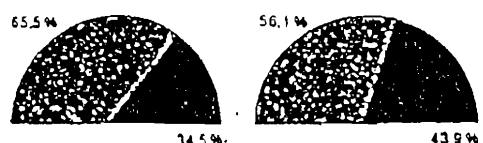
* Excluding UCBT member countries
** Association Européenne de Libre Echange

TROPICAL / NON TROPICAL

1989



1988



Sciages
Sawn Timber

Placages
Veneers



TROPICAL



NON TROPICAL

Royaume-Uni/United Kingdom

Détail des sources d'approvisionnement
Details by areas of supply - 1000 m³

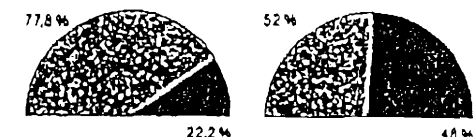
TROPICAL		1988			1989		
		grumes	sciages	placages	grumes	sciages	placages
A F R I Q U E	Afrique Sud	--	4.5	--	--	--	--
	Cameroon	9.9	5	0.2	7	3.8	1.2
	Congo Braz.	1.6	1.2	0.7	0.3	0.3	0.2
	Côte d'Ivoire	15.8	21	0.7	12.5	30.3	0.3
	Gabon	2.6	0.8	--	3.7	0.7	--
	Ghana	3.3	44.1	7.3	0.4	30	2.2
	Libéria	24	1.3	--	15	1.5	--
	Nigeria	0.7	3.0	--	0.2	0.4	--
	Zaire	1.7	6.5	0.5	2.2	5.5	0.5
	Autres pays	0.3	0.4	1.4	0.1	2.1	1.9
TOTAL		59.8	88.1	10.9	41.5	74.8	8.3
A S I E	Birmanie	0.2	1.9	--	0.2	0.9	--
	Indonésie	--	91.3	0.1	--	101.3	--
	Malaysia	--	126.3	1.6	--	180.3	0.3
	Philippines	--	209.8	0.5	--	181.3	--
	Singapour	--	29.1	1	--	32.3	0.8
	Thaïlande	--	0.8	1.5	--	0.7	1.3
	Autres Pays	--	1	0.1	--	1.8	0.1
TOTAL		0.2	460.2	4.8	0.2	478.6	3.1
AM ER C ENT & S UD	Brazil	--	101.5	1.8	--	100	0.6
	Equateur	--	2.2	--	--	1.6	--
	Guyane	0.7	5.9	--	--	2.5	--
	Autres pays	--	0.3	--	--	0.6	--
TOTAL		0.7	109.9	1.8	--	104.7	0.6
TOTAL GENERAL		60.8	858.2	17.5	41.7	657.9	10

NON TROPICAL		1988		1989	
		sciages	placages	sciages	placages
E U R	A.E.L.E.- Europe Est	17.5 6.9	0.5 0.3	12.3 5.3	1.3 0.2
	TOTAL	24.4	0.8	17.6	1.5
AS IE & O CEAN	Australie Japon	0.8 0.1	-- --	0.9 0.1	-- --
	TOTAL	0.9	--	1	--
AM ER N ORD	Canada U.S.A.	40.1 141.2	0.9 6.7	39.6 129.4	0.6 7.3
	TOTAL	181.3	7.6	169	7.3
TOTAL GENERAL		206.6	8.4	187.6	9.4

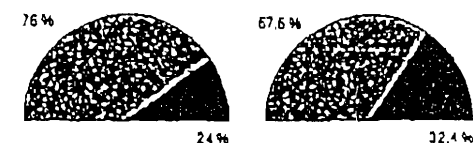
* Excluding UCBT member countries
** Association Européenne de Libre Echange

% TROPICAL / NON TROPICAL

1989



1988



Sciages
Sawn Timber

Placages
Veneers



TROPICAL



NON TROPICAL

TABLEAU 23. STRUCTURE INDUSTRIELLE ET CAPACITE DE PRODUCTION DE LA CEEAC.

Pays	Nb. d'expl. forestières	Scieries		Unités de placages		Unité de contre-plaqués	
		Nb.	Capacité x 1000 m ³	Nb.	Capacité x 1000 m ³	Nb.	Capacité x 1000 m ³
Cameroun	119	59	1650	2	95	4	160
Congo	38	22	178,2	4	87	1	10
Gabon	60	13	40	3	80	2	100
RCA	6	5	141	1	5	1	6
Zaïre	200	197	800	8	90	17	130
Total	423	296	2809	18	357	25	406

Source : Données obtenues par le consultant après enquête.

Les chiffres précédents confirment la sous-utilisation des capacités. La production de sciages, placages et contreplaqués pour l'année 1989 représente respectivement 27,3%, 50,7% et 27,6% des capacités installées de la sous-région. Le degré d'utilisation des capacités installée varient naturellement en fonction des performances propres de l'industrie forestière dans chaque pays dont il est donné un aperçu plus loin.

2.1.3. Les débouchés et les courants d'échanges.

Le principal débouché du bois de la Ceeac est la Communauté Economique Européenne (CEE) dont les pays absorbent plus de 80% des exportations de bois (grumes et produits transformés). Cette proportion varie naturellement selon les pays d'origine et la destination.

Ainsi par exemple, en 1989 78% des exportations de grumes camerounaises et plus de 85% de ses produits transformés sont allés vers la CEE, tandis que celle-ci absorbait 92% et 87% des exportations congolaises de grumes et produits transformés.

En 1988, le Zaïre a exporté à destination de la CEE 25492 m³ de produits transformés et 87000 m³ de grumes, soit respectivement 83,6% et 75% des productions correspondantes.

Quant à la RCA, elle a exporté à destination de la Communauté Européenne en 1989 43133 m³ de grumes, soit 78,8% de son volume exporté de grumes, tandis que son volume de sciages exporté sur les marchés de la CEE s'élevait à 11000 m³, soit 43% de ses exportations de sciages.

Le commerce intrarégional est resté extrêmement faible et représente environ 1% des échanges; il concerne surtout les sciages et les contreplaqués au sein de la CEEAC.

Même le marché intra-africain de bois reste peu développé. En 1986, le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Libéria et la RCA ont exporté leurs bois et produits dérivés essentiellement vers les pays de la CEE.

Ainsi, sur 3 126 058 m3 de grumes exportées par l'ensemble de ces pays:

-84%, soit 2 621 677 m3, ont été acquis par les pays européens, dont 2 157 077 m3 pour la seule CEE.

-6% étaient destinés à l'Asie et le solde, soit 6%, est allé à d'autres pays africains.

De même, concernant les sciages, sur un volume global de 557510 m3 exportés d'Afrique (Libéria non compris), les principaux clients étaient en 1986 l'Europe pour 74%, et les pays africains importateurs de bois pour 10%.

Enfin, sur les exportations africaines de contreplaqués, l'Europe a absorbé une part de 48% et les pays africains importateurs de bois 36%.

Les tableaux ci-après donnent les importations européennes de grumes et produits de bois transformés pour les années 1988 et 1989 par pays.

Ces tableaux, notamment 17 et 18 mettent en lumière un fait à la fois frappant et inquiétant pour les exportations africaines de bois.

Depuis 1985 les importations européennes de grumes tropicales équivalent en volumes à leurs importations de sciages tropicaux. En 1987, les importations de grumes tropicales de la C. E. E. ont atteint 2 630 000 m3 contre des importations de sciages de 3 630 000 m3.

En 1989, la C. E. E. a importé 2,87 millions de m3 de grumes et environ 3,5 millions de m3 de sciages. Seulement voici:

tandis que 98,8 % des grumes importées provenaient d'Afrique, 71,5 % des sciages importés provenaient d'Asie et seulement 23% de sciages d'Afrique. Les importations de placages européennes sont relativement faibles, même si une proportion de 70,7 % provenait d'Afrique en 1989, puisque les grumes importées d'Afrique suffisent largement pour la production de placages et l'approvisionnement du marché européen en placages tropicaux.

Cette tendance devrait être revue de manière que l'Afrique tire plus de bénéfice de ses ressources forestières par un accroissement de la valeur ajoutée de ses exportations. Nous avons déjà souligné la prohibition des exportations de grumes en provenance d'Asie, obligeant les producteurs de ces pays à opérer sur place une première transformation des billes de bois. Ces pays tendent maintenant à interdire même l'exportation des sciages en vue de pousser la transformation de leurs produits un peu plus loin.

Il se dégage donc une forte concentration des exportations africaines de bois (notamment des grumes) sur l'Europe. Ces pays par contre n'ont pas hésité à saisir les opportunités de diversification de leurs sources d'approvisionnement que leur offraient les pays asiatiques au détriment de leur commerce traditionnel avec l'Afrique.

Cette dépendance résulte de plusieurs facteurs:

- Plus de 80% de la production de bois de la sous-région est réalisée par des opérateurs européens dont les investissements ont été initiés pour assurer l'approvisionnement de leurs usines en Europe à des conditions de coût, de qualité, de régularité et de fiabilité relativement contrôlables.

- Le courant traditionnel du transport maritime de bois où les armement européens traditionnels "Nord-Sud" jouent un rôle important. Ils ont généralement membres de conférences maritime euro-africaines et transportent entre 70 et 75% des bois en grumes et produits du bois.

- Ne contrôlant pas la destination finale de leurs production de bois, les pays producteurs n'ont pas cherché à développer de nouveaux débouchés pour leurs produits.

A l'exception du Gabon et du Congo qui ont mis en place des monopoles étatiques pour la commercialisation de leurs productions respectives de grumes, l'exportation de celles-ci est libre dans les autres pays membres de la Ceeac. Nous évaluerons l'efficacité de ces structures dans la section consacrée à la revue par pays.

- les prix de revient des produits en provenance des pays membres de la Ceeac, notamment ceux de la zone franc, les fluctuations du dollar en baisse, la qualité peu élaborée des produits n'ont pas souvent été favorables aux produits de la sous-région vis à vis de leurs "compétiteurs" asiatiques qui bénéficient d'économie d'échelle, d'une main-d'oeuvre bon marché et de plus en plus habile, et de monnaies faibles par rapport au dollar US.

De manière générale la production africaine, et particulièrement celle de la sous-région, subit une forte pression des producteurs asiatiques. Ceux-ci ont bénéficié du boom économique de certains pays asiatiques, dont notamment le Japon, la Corée du sud, la Thaïlande etc. et de l'importance du marché intérieur de cette région. Rappelons que la région Asie/Pacifique a consommé en 1990 près de 88 millions de mètres cubes de grumes, 24 millions de mètres cubes de sciages, plus de 300000 mètres cubes de placages et deux millions de mètres cubes de contreplaqués pour des consommations correspondantes africaines de 8 millions de mètres cubes de grumes, environ 1 million de mètres cubes de sciages, 180000 mètres cubes de placages et environ 240000 mètres cubes de contreplaqués. La part de cette consommation africaine des pays membres de la Ceeac serait de l'ordre de

20% pour les grumes, 59% pour les sciages, 44% pour les placages et environ 24% pour les contreplaqués.

L'Asie bénéficie également de conditions d'exploitation plus favorables en termes de coût de transport et de logistique grâce aux faibles distances à parcourir à cause de l'étroitesse des territoires, et d'une forêt dense plus homogène qu'en Afrique.

Faisant preuve de plus d'agressivité commerciale, les pays asiatiques semblent avoir développé de manière durable des liens commerciaux solides avec l'Europe qui peu à peu a augmenté ses approvisionnements de sciages et autres produits élaborés en provenance d'Asie au détriment de ses échanges avec les producteurs de bois africains.

2.1.4. Les prix.

Les cours internationaux des produits du bois, cotés sur les marchés mondiaux en dollars, sont fluctuants et fonction des essences. Les facteurs qui influencent les prix sont essentiellement l'offre et la demande. Celle-ci est fonction des conditions économiques des grands pays consommateurs (récession, croissance rapide, inflation, loyer de l'argent, construction de logements, revenus disponibles des ménages, préoccupation écologique etc.), alors que l'offre dépend des conditions plus ou moins favorables d'exploitation et de l'environnement économique (facilités ou difficultés d'accès à la forêt, conditions d'exploitation et de transport des grumes et sciages vers les ports d'expédition, les performances des équipements et de la main-d'oeuvre, le taux d'extraction des essences intéressantes, l'évolution de la demande etc.). La part marginale des pays africains dans le volume de production ou de consommation de produits de bois ne les met pas en position d'influencer ni l'offre ni la demande, et par déduction les cours.

Les grands ensembles géographiques et économiques qui influencent les cours sont donc : l'Asie dont notamment le Japon ; l'Europe ; l'Amérique du nord ; dans une moindre mesure l'Amérique latine. La Communauté des Etats Indépendants (l'ex-URSS) et les pays de l'Europe de l'Est joueront certainement demain un rôle de premier plan dans ce marché une fois que les réformes économiques et politiques leur permettront de retrouver toute leur vigueur économique et sociale.

Pour le moment, notre analyse se limitera à donner les tendances des prix ; les producteurs africains les subissent de manière générale, et selon que les tendances des prix sont favorables par rapport à leurs prix de revient, l'exploitation forestière et la transformation industrielle sont tantôt profitables tantôt déficitaires. Dans tous les cas, cette situation fragilise la plupart des exploitations qui n'osent pas s'aventurer sur les marchés internationaux, et restent de ce fait attelés à leurs clients européens traditionnels dans le cadre d'accords commerciaux spécifiques.

Dans les cinq pays forestiers de la Ceeac, les prix des produits du bois sont cotés fob (free on board). Ce prix est essentiellement composé du prix de revient départ chantier ou départ

usine, des frais de transport intérieur, des frais de manutention au parc et des frais de parc, de l'intervention du transitaire, des droits et taxes.

Le prix fob des bois en grumes.

Ce prix subit l'influence du coût du transport intérieur qui peut varier de 25% à plus de 50% selon les essences et l'éloignement du chantier forestier ou de l'usine par rapport au port d'embarquement.

Ainsi le coût du transport par barge, d'un mètre cube de sapelli en provenance de la forêt du nord du Congo et expédié du port de Pointe-Noire, représentait en 1990 près de 40% de son prix de revient fob. estimé à 67348 fcfa par m³.

En 1989, les prix moyens fob des grumes de la RCA exportées par les ports de Douala ou de Pointe-Noire étaient par mètre cube de 75300 fcfa pour le sapelli, 78000 fcfa pour le sipo, 72000 fcfa pour le tiama, 77400 fcfa pour le doussié.

En 1989 et 1990, la grume de l'okoumé gabonais était vendue au prix fob de 36651 fcfa et 38915 fcfa par mètre cube.

Les prix des grumes à l'exportation en fcfa/m³ (fob Douala) se présentait comme suit en fonction de la classe et de la qualité: l'acajou de 47500 à 80000; l'ayous de 40000 à 52500; l'azobé de 40000 à 42500; le bété de 60000 à 700000; le bibolo de 65000 à 75000; le doussié blanc de 85000 à 140000; le doussié rouge de 60000 à 65000; l'iroko de 55000 à 60000; le kossipo de 60000 à 70000; le sapelli de 65000 à 90000; le sipo de 70000 à 95000.

Au Congo, le barème des prix fob de l'Office Congolais des bois indiquait pour les grumes des prix fob par mètre cube de 1113 FF (55650 fcfa) pour l'okoumé, 1125 FF (56250 fcfa) pour le limba, 1750 FF (87500 fcfa) pour le doussié Bip, 1040 FF (52000 fcfa) pour l'iroko, 1800 FF (90000 fcfa) pour le sapelli, 1815 FF (90750 fcfa) pour le sipo, et 1015 FF (50750 fcfa) pour le tiama.

Les prix fob moyens fournis par les mercuriales FAO/CCI de certaines essences africaines sont en 1990 les suivants:

Acajou 240 \$/m³; Sapelli 317 \$/m³; Sipo 341 \$/m³. En prenant le dollar à 270 fcfa, ces prix donneraient respectivement 64800 fcfa/m³ pour l'acajou, 85590 fcfa/m³ pour le sapelli, et 92070 fcfa/m³ pour le sipo. Ces prix sont relativement en cohérence avec ceux de la mercuriale congolaise.

D'après la revue trimestrielle des marchés de produits de base effectuée par la Banque mondiale, le prix fob moyen du sapelli africain a été de 344 \$/m³ (environ 92880 fcfa) en 1990, et est tombé à 316 \$/m³ (environ 85320 fcfa) en 1991. La baisse des prix des grumes

africaines serait due principalement au ralentissement de l'économie dans la majeure partie de l'Europe.

Les moyennes de la FAO pour les prix des sciages africains sont en 1990 les suivantes: sipo 697 \$/m³ (188190 fcfa/m³);

sapelli 625 \$/m³ (168750 fcfa/m³); acajou 417 \$/m³ (112590 fcfa/m³).

D'une manière générale, les prix moyens des sciages africains auraient subi une baisse en 1991 après une hausse importante en 1989, cette baisse serait attribuable au ralentissement de la croissance dans l'ensemble des pays européens, principaux consommateurs des sciages africains.

Les prix asiatiques en 1991 tournent autour de 472 \$/m³ pour le Dark Red Meranti de Malaisie CIF dans les ports français, prix inférieurs aux sciages africains.

Quant aux placages les prix moyens pondérés en fonction de la valeur du volume des exportations indiquaient en 1989 434,60 \$/m³ (117180 fcfa/m³), alors que les prix moyens des placages asiatiques étaient de 229,38 \$/m³ (61933 fcfa/m³) en 1989, nettement inférieurs à ceux des sciages africains.

Nous n'avons pas pu trouver de statistiques récentes fiables pour les prix de contreplaqués en provenance d'Afrique. Il faut également souligner que le volume exporté de contreplaqués en provenance d'Afrique est marginal, environ 80000 m³ en 1989.

En 1986, les exportations africaines de contreplaqués ont atteint moins de 100000 m³, soit 1% des exportations mondiales. Le Gabon exportait la moitié des exportations africaines de contreplaqués fabriqués principalement par la C. F. G., entreprise qui connaît des difficultés énormes actuellement.

Les prix moyens à l'exportation de contreplaqués en provenance d'Afrique étaient en 1986 de l'ordre de 350 \$/m³ (90000 fcfa/m³).

Le prix moyen fob pondéré en fonction du volume pour les contreplaqués asiatiques était de l'ordre de 413 \$/m³ en 1989.

2.1.5. Le transport et la logistique.

Cette section traite des problèmes de transport et de logistique des produits forestiers à l'intérieur de la sous-région, c'est à dire de l'acheminement des produits forestiers des lieux de production vers les ports d'expédition ou les centres de consommation intérieurs.

Le transport maritime du bois des pays producteurs vers les marchés de l'exportation, notamment européens, est suffisamment bien codifié au sein des trois principales conférences

maritimes (la United Kingdom West Africa ou UKWAL qui dessert le Royaume-Uni et l'Irlande, le Continent West Africa Conference qui dessert les ports atlantiques français, espagnol et portugais ainsi que le continent nord d'Anvers à la Baltique, le Méditerranéen Europe West Africa Conference qui dessert l'Espagne et la France méditerranéennes, l'Italie, la Yougoslavie et la Grèce) et ne posent pas de ce fait des problèmes de même nature. Pour plus de détails, deux études ont été réalisées sur le transport maritime des produits forestiers des pays membres de l'OAB (références DOC/OAB/C/88/03 et ONUDI/ID/WG. 506/2 du 14 novembre 1990).

L'immensité et la densité des formations forestières de l'Afrique centrale, l'étendue de son territoire, son relief accidenté par endroits ont constitué de tout temps un obstacle naturel et un défi majeur pour l'exploitation forestière.

Il n'est donc pas étonnant que les premières exploitations forestières en Afrique centrale se soient concentrées sur les forêts du littoral pour des raisons évidentes de facilité d'approvisionnement des chantiers et d'évacuation des grumes vers les ports d'exportation. C'est ce qui a été le cas des forêts suivantes:

- les forêts dans les provinces maritimes au Gabon situées à moins de 200 km des ports de Pointe-Noire et d'Owendo;
- les forêts camerounaises des provinces du littoral, du sud-ouest et de certaines forêts du sud situées à proximité des ports de Douala, Kribi et de Campo;
- les forêts du Mayombé et dans une moindre mesure celle du massif du Chaillu dans le sud du Congo;
- les forêts situées dans la province du Bas-Zaïre, à proximité de Kinshasa;

Cette pratique a entraîné la surexploitation de ces forêts dont les réserves en essences recherchées commercialisables sont en voie d'épuisement. Différentes mesures ont fermé ces zones à l'exploitation pour permettre la régénération de la ressource, contraignant les exploitants à ouvrir de nouveaux chantiers forestiers dans les forêts de l'intérieur.

Au fur et à mesure que les exploitations forestières pénétraient dans l'hinterland de l'Afrique centrale (la forêt du nord du Congo, les forêts de l'est et du sud du Cameroun, les forêts de la RCA déjà géographiquement enclavée, les forêts de la cuvette centrale au Zaïre et celles des régions intérieures du Gabon), les problèmes de transport et d'évacuation du bois prenaient de l'ampleur et pesaient de plus en plus sur les coûts d'exploitation. Dans bien des cas cette situation est aggravée non par le fait seul de la distance, mais par l'inexistence, l'état de délabrement ou le mauvais fonctionnement des voies de communication entre les chantiers forestiers ou les usines et les ports d'expédition, ou les centres de consommation.

L'inexistence , le mauvais état et l'insuffisance des infrastructures de transport et de communication constitue l'une des causes majeures de la sous-exploitation du potentiel forestier de la sous-région. Le transport dans bien des cas représente entre 30 et 50% du coût d'exploitation; son coût n'est généralement pas fonction de la qualité des essences mais de leur volume; il s'ensuit qu'un exploitant n'est pas encouragé à assurer les frais d'évacuation d'essences secondaires dont la valeur marchande ne pourra couvrir les coûts d'abattage, de conditionnement et de transport.

L'encouragement de la consommation des essences peu recherchées exigera aussi l'amélioration des infrastructures de transport dans la sous-région. Ce rapport considère cela comme un facteur clé d'environnement et d'amélioration de compétitivité, et recommande une étude spécifique visant à améliorer les voies de communication dans l'ensemble du bassin forestier de la sous-région.

L'analyse par pays des problèmes de transport et d'évacuation des produits forestiers illustrent mieux l'impact de ce volet sur le développement, les performances et la rentabilité des exploitations forestières de la sous-région.

La République Centrafricaine.

Deux voies s'offrent à l'évacuation des produits forestiers centrafricains:

- la voie congolaise: les produits forestiers sous forme de radeaux (grumes) ou sur barges empruntent la rivière Lobaye ou la Sangha, puis l'Oubangui et enfin le fleuve Congo jusqu'au port de Brazzaville. Ils sont ensuite acheminés par voie ferrée jusqu'à Pointe-Noire.

Les problèmes d'étiage en saison sèche, le goulot d'étranglement au port de Brazzaville ainsi que le mauvais fonctionnement du chemin de fer congolais (CFCO) ont considérablement réduit l'intérêt des exportateurs forestiers centrafricains pour cette voie.

Les nombreux problèmes du port de Matadi au Zaïre ont également découragé les tentatives d'utilisation de cette voie.

- la voie camerounaise concerne l'utilisation de la route jusqu'au port de Douala pour l'évacuation des produits forestiers centrafricains. Des difficultés sont cependant survenues ces derniers temps, les autorités camerounaises, pour mieux rentabiliser la voie ferrée Bélabo-Douala, ont imposé aux forestiers centrafricains de décharger les produits à Bélabo à partir d'où ils sont transportés par chemin de fer jusqu'à Douala.

Cette voie, beaucoup plus utilisée en saison sèche, permet de raccourcir les délais d'évacuation par rapport à la voie fluviale.

Les frais de transport Bangui-Douala (53000 fcfa/m³ pour les grumes et 35000 fcfa/m³ pour les sciages) représentaient 42,5 % du prix fob Douala qui était de 120000 fcfa en 1985.

La République Congolaise.

L'évacuation des produits forestiers des lieux d'abattage et de transformation au port d'expédition (Pointe-Noire) est un véritable casse-tête au Congo à cause de l'état désastreux des routes, du chemin de fer Congo-Océan (CFCO) et du port de Brazzaville.

Les produits forestiers (grumes ou sciages) en provenance de la forêt du nord du Congo et quelques fois du sud-est du Cameroun et de la RCA empruntent le fleuve Congo et ses affluents (Oubangui et Sangha) sur une distance de l'ordre de 900 à 1200 km jusqu'au port de Brazzaville d'où ils sont acheminés par le chemin de fer jusqu'au port de Pointe-Noire pour exportation. Ce circuit, véritable raid, est jonché de multiples difficultés qui naturellement grèvent le prix de revient et rognent la marge compétitive:

- la période de navigabilité, qui, à cause de l'étiage, varie de 6 à 8 mois selon le fleuve, et se raccourcit de plus en plus à cause de l'ensablement du lit des fleuves et des ports.

- l'inefficacité de l'Agence Transcongolaise des Communications (ATC) qui assure la gestion de l'ensemble des services de transport et des ports, et dont l'équipement d'une capacité de manutention de 500000 tonnes devrait suffire à transporter les 400000 tonnes de produits forestiers provenant de la forêt du Nord. Entreprise publique, cette agence en a toutes les tares. Aux dires des opérateurs, les transporteurs privés qui assurent 50 % du transport du bois en provenance du Nord le font avec plus d'efficacité.

- le port à grumes de Brazzaville, construit en 1972, a été conçu pour un trafic de 600000 m³ de grumes flottées par an (rappelons que le Congo a exporté 386000 m³ de grumes en 1989). Ce port n'est aujourd'hui utilisable que pendant 3 à 5 mois à cause de son ensablement avancé. Différentes tentatives de dragage se sont avérées inefficaces et onéreuses.

Le trafic de bois est actuellement contraint d'utiliser le port public de Brazzaville qui n'a pas l'équipement adéquat, et nécessite des investissements de réhabilitation et d'adaptation avoisinant 2 milliards de fcfa.

Le goulot d'étranglement du port de Brazzaville entraîne la création d'une file d'attente caractérisée par des stocks énormes de bois en fin de campagne de transport fluvial. Le stock à fin 1991 avait atteint près de 200000 m³ de bois, soit environ 7 mois de capacité d'évacuation de la CFCO.

Un surstockage de cette ampleur entraîne non seulement une dépréciation de la valeur du produit suite à leur périssabilité totale ou partielle mais également l'aggravation des frais financiers due à une immobilisation prolongée des stocks. Par exemple le stock à fin juin

1991 était de 200000 tonnes et estimé à 11 milliards de fcfa; immobilisé pendant un an, son financement coûterait à 20 % (taux du découvert bancaire au Congo) 2,2 milliards de fcfa!

-le chemin de fer Congo-Océan, seule liaison ferroviaire sur 520 km entre les ports de Brazzaville et de Pointe-Noire, est incapable aujourd'hui de remplir efficacement ses missions pour une série de raisons: dégradation partielle de la voie sur plusieurs tronçons; manque de capacité de traction; mauvaise gestion du matériel roulant; mauvaise coordination entre le CFCO et les ports de chargement et déchargement; pléthore de personnel; déraillements fréquents. Il est nécessaire de restaurer la voie CFCO et de restructurer, voire privatiser, cette entreprise pour rendre sa gestion efficiente.

-Pointe-Noire était autrefois un port de bonne réputation par rapport aux autres ports de la côte ouest-africaine pour la qualité de ses prestations, la vétusté et l'insuffisance des équipements associées à une gestion laxiste (pléthore d'effectifs, absence de discipline, grille salariale fonctionnarisée i.e. non liée aux performances, gestion non liée aux obligations de résultats) ont entraîné la détérioration de ses services. Certains rapports d'experts ont même recommandé la privatisation de sa gestion comme solution à ce problème.

D'autre part le réseau routier reliant le nord au sud du Congo est dans un état lamentable et quasi impraticable. En fait il n'existe pas de liaisons routières viables entre les massifs forestiers et le réseau ferroviaire.

L'inexistence ou le manque de viabilité des routes aussi bien à l'intérieur qu'autour des massifs forestiers constitue un obstacle majeur à leur accès et à leur exploitation rationnelle. Certains experts ont vu dans cette difficulté d'accès une sorte de protection naturelle de la forêt contre la pression démographique.

Il résulte de la situation précédente une charge importante pour l'acheminement des produits forestiers des chantiers au port de Pointe-Noire. Nous avons calculé que le transport d'une grume de sapelli du nord à la mise à fob à Pointe-Noire représentait entre 43 % et 67 % des coûts totaux (estimation 1991) selon que le transport des grumes se faisait par radeaux ou par barges des chantiers du nord jusqu'à Brazzaville.

Dans le cas de sciages tels que le sapelli, l'impact du transport pouvait varier de 22 à 30 % des coûts.

Le réseau de transport constitue, en conclusion, une barrière tant physique qu'économique au développement forestier du nord du Congo.

Le Zaïre.

L'état des infrastructures de transport au Zaïre, déjà pas terrible en temps normal, s'aggrave de jour en jour faute de ressources financières pour en assurer l'entretien. Au vu de la crise

économique et financière actuelle de ce pays, les perspectives d'amélioration du réseau de transport ne semblent pas très brillantes sauf évolution favorable de la situation politique et économique de ce pays.

Pour ce qui est de l'évacuation des produits forestiers, elle se fait dans des conditions similaires à celles de la forêt du nord du Congo. Le bois est acheminé sur Kinshasa par le fleuve Zaïre et ses affluents sur barge ou par flottage selon les essences et le niveau d'élaboration des produits (les sciages sont évidemment chargés sur barge).

Ensuite de Kinshasa à Matadi, l'exploitant a deux possibilités: la voie ferrée gérée par l'Office national de transport (ONATRA) et la route. La gestion de l'ONATRA semble souffrir des mêmes maux que celle du CFCO. Les délais d'évacuation des produits forestiers vers le port de Matadi peuvent atteindre quatre mois.

D'autre part face au mauvais fonctionnement du chemin de fer entre Kinshasa et Matadi, les exportateurs ont intensifié l'usage de la voie nationale entre ces deux villes pour assurer eux-mêmes l'acheminement de leurs produits destinés à l'exportation. C'est ainsi que le nombre de camions grumiers a sensiblement augmenté durant ces dernières années, accélérant de ce fait la détérioration de la route déjà aggravée par le manque d'entretien. Dans ces conditions, la circulation est rendue difficile et les implications financières sont lourdes: pertes de camion par bris de châssis, accidents, perte de chargements etc.

Les installations portuaires constituent un autre goulot d'étranglement pour l'évacuation des produits forestiers. Le port de Kinshasa, par exemple, ne dispose pas d'un port à bois pour le stockage. Il en résulte un engorgement permanent à cause du manque de coordination et de synchronisme entre les périodes et lieux de stockage et le moment d'expédition des produits forestiers vers le port de Matadi.

Quant au port de Matadi, il manque, à l'instar de celui de Pointe-Noire, de matériel de manutention.

Le Gabon.

L'évacuation des grumes des zones d'exploitation forestière gabonaises se fait par deux voies:

-transport par camion des grumes au départ des chantiers jusqu'au déchargement sur parc au bord de rivière, ensuite transport fluvial soit par barge ou radeau sur le fleuve Ogoué jusqu'à Port-Gentil ou sur le fleuve Como jusqu'au port d'Owendo (Libreville).

-transport par camion des grumes au départ des chantiers jusqu'au déchargement sur parc ferroviaire et chargement sur wagon, ensuite transport ferroviaire jusqu'au port d'Owendo.

Les transports routiers du chantier d'exploitation au parc bord voie ferrée ou sur bord de rivière se font sur des distances de l'ordre de 100 à 250 km, tandis que le parcours fluvial varie de 100 à 200 km.

Les transports ferroviaires, qui absorbent maintenant plus de 50 % du volume de bois évacué, se font sur des distances variant de 200 à 350 km.

Les frais de transport d'un mètre cube d'okoumé acheminé sur le port d'Owendo par route et chemin de fer étaient de 10000 fcfa pour un coût rendu plage de 25600 fcfa/m³ en 1986, soit 39 % de ce dernier.

Le Cameroun.

L'évacuation des produits forestiers à partir des forêts de l'est du Cameroun se fait soit par la route soit par route et voie ferrée jusqu'au port de Douala (transport routier des grumes des chantiers jusqu'au parc ferroviaire à Bélabo et transport ferroviaire de Bélabo jusqu'au port de Douala).

Les produits forestiers des forêts du Centre empruntent également le mode de transport précédent, tandis que les produits forestiers des forêts du sud peuvent, outre les possibilités précédentes, évacuer certains de leurs produits forestiers par le port de Kribi.

Le Cameroun, de tous les pays membres de la Ceeac, possède le réseau routier ou ferroviaire le plus fiable, bien que l'on ne puisse pas dire que ce réseau d'infrastructures routières ou portuaires ne nécessite pas des améliorations. Le port de Douala par exemple souffre d'un problème d'ensablement alors que celui de Kribi nécessiterait des équipements de chargement et de manutention plus performants.

Soulignons enfin qu'une partie des grumes camerounaise, quoique négligeable, empruntait autrefois la voie congolaise quand celle-ci fonctionnait efficacement. Il s'agissait essentiellement des produits des forêts limitrophes du Congo.

2.1.6. Le conditionnement et la distribution des produits.

La distribution et la commercialisation des produits sur les marchés extérieurs sont généralement assurées par des sociétés européennes. L'exportateur en Afrique vend généralement le bois ou ses produits fob (free on board) ou fas (free alongside ship), c'est à dire que le produit est livré à l'importateur jusqu'au bateau, le transport maritime jusqu'au port destination est sous la responsabilité de l'importateur.

On distingue également les sociétés importatrices et distributrices qui achètent le bois et ses produits pour les revendre soit à des artisans soit à de petits industriels.

D'autres sociétés européennes sont entièrement intégrées et contrôlent la chaîne de l'exploitation forestière à l'utilisateur final en Europe. Elles jouent dans ce cas plusieurs rôles (exploitant forestier, exportateur, importateur, distributeur, industriel et distributeur des produits aux utilisateurs finaux) soit directement soit à travers des sociétés filiales.

C'est généralement cette dernière catégorie d'entreprises qui contrôlent les exploitations forestières en Afrique. Dès lors leurs filiales africaines, chargées de l'exploitation forestière et de l'expédition des produits, n'ont qu'une faible marge de manoeuvre dans les décisions d'investissement, la politique de prix, la politique des produits, la politique financière ou l'exploration de nouveaux marchés. Il est aisé de saisir l'implication négative d'une telle condition pour la promotion d'essences sur les marchés nationaux ainsi que sur la prospection de nouveaux marchés hors des circuits traditionnels et connus.

Quand la vente se fait entre exportateurs et exploitants forestiers indépendants, le prix se détermine en fonction du cours international de chaque produit, et non en fonction d'une formule de coût plus marge. Selon que l'exploitant indépendant est en position de faiblesse ou de force (ce qui est rare), sa marge évolue plus ou moins favorablement.

Le cloisonnement entre les producteurs de la sous-région et l'absence de circulation d'informations entre eux, la faiblesse du réseau de communication au sein de la sous-région mettent souvent les producteurs en situation de faiblesse face à des acheteurs qui les mettent en concurrence pour forcer les prix à la baisse.

Une politique d'harmonisation des normes des produits et des prix de vente entre les producteurs de la sous-région devrait les mettre à l'abri de ce type de chantage.

Alors que le commerce à l'export du bois est libre au Zaïre, au Cameroun, et en RCA, le Gabon et le Congo ont mis en place des monopoles d'état - la Société Nationale de bois du Gabon (SNBG) et l'Office Congolais de bois (OCB) - chargés de la commercialisation exclusive de leurs grumes à l'extérieur. Ces structures achètent aux exploitants leur production de grumes à des prix fixés et les revendent sur les marchés internationaux.

Les pertes cumulées au fil des années, combinées à l'accumulation de stocks importants de bois non vendus ont fini par mettre en évidence l'inefficacité de ces structures, leur incapacité à promouvoir l'expansion des exportations de bois dans leurs pays respectifs, leur nuisance pour l'épanouissement du secteur forestier et, enfin, leur coût pour la société.

En ce qui concerne la distribution des produits sur les marchés locaux, elle concerne surtout les sciages, les contreplaqués, les produits de menuiserie (portes, fenêtres etc.) dans la mesure où la loi, dans pratiquement tous les pays de la Ceeac, oblige l'exploitant forestier à posséder une scierie. La distribution de ces produits se fait à travers une chaîne de grossistes (spécialistes ou quincailleries) qui achètent à l'usine et qui revendent au détail à des

particuliers. Les produits sont stockés dans des dépôts qui appartiennent soit aux grossistes soit aux exploitants.

Quant au conditionnement, les bois en grumes sont généralement chargés en vrac dans les bateaux, tandis que les débités sont chargés sous la forme de fardeaux cerclés avec des feuillards métalliques, du fil d'acier ou des sangles en nylon, munis de traverses. Les bois débités sont séparés par des tasseaux.

Les bois tranchés, déroulés, contre-plaqués sont cerclés ou mis en caisse, et peuvent être protégés des intempéries par des feuilles de polyvinyle.

Certains bois travaillés (débités, placages, contre-plaqués etc.) sont également transportés par conteneurs.

2.1.7. La publicité et la promotion des produits.

Conçues dans une logique d'approvisionnement des entreprises industrielles européennes, les sociétés d'exploitation forestières implantées dans la sous-région se limitent à jouer ce rôle, laissant généralement la fonction marketing à leurs maisons-mères ou aux entreprises importatrices plus en contact avec les marchés. La fonction marketing est généralement absente de leur structure de gestion.

Sur les marchés intérieurs on ne note pas non plus d'efforts particuliers pour la promotion de la consommation de produits de bois ou l'utilisation de produits à base de bois (logements, ponts, poteaux électriques, bateaux, panneaux de contreplaqués, allumettes, portes, fenêtres, emballages, palettes, caisses, produits d'ébénisterie, parquets, baguettes, moulures, lattes, parquets, lambris, charpentes, fabrication de bâtiments industriels etc.). Le schéma en Annexe donne les différentes étapes de transformation du bois ainsi que les produits et les utilisations correspondants.

Nous avons été à maintes reprises choqués par l'importation à fort prix de produits étrangers là où le bois local, moins cher, aurait valablement pu être utilisé. Nous avons vu dans deux pays de la Ceeac des fermes modernes dont les poulailers étaient construits en ossature métallique, alors que le bois d'essence secondaire aurait pu être utilisé. Quel luxe pour des poulets!

2.1.8. La concurrence.

Les principaux concurrents des pays forestiers de la Ceeac pour les bois tropicaux sont l'Asie, l'Amérique Latine et les autres producteurs Africains.

L'Asie.

Nous avons vu plus haut que l'Asie livrait à l'Europe la majeure partie de ses importations de sciages et contreplaqués de type tropical. Elle ne livre pratiquement plus de grumes à l'Europe qui par contre importe de plus en plus d'Asie des produits plus élaborés en substitution des grumes africaines.

Les importations de grumes en provenance d'Afrique se maintiennent plus par souci de rentabiliser les investissements consentis par les sociétés européennes, mais la tendance à terme, si des mesures appropriées ne sont adoptées, risque d'être une diminution importante des flux d'échange de bois tropicaux entre l'Europe et l'Afrique.

L'Asie, nous l'avons vu, a disposé d'un contexte favorable

dont elle a su tirer parti: le boom économique, une main-d'oeuvre abondante et peu chère, une grande agressivité commerciale, des produits moins chers et mieux élaborés même s'il ne s'agit pas des mêmes essences.

De nombreuses insuffisances sont causes de la marginalisation de l'Afrique dans le commerce international de bois tropicaux:

-une absence de vision et de politiques à long terme au niveau des états (encore moins de la sous-région) pour le développement de la production, de la consommation et de l'exportation des produits forestiers. L'activité forestière en Afrique, et notamment en Afrique centrale, a obéi à des impératifs externes dictés par les acheteurs et transformateurs européens. L'industrie européenne est donc resté le principal moteur de la croissance de l'activité forestière en Afrique, au contraire de l'Asie dont la consommation intérieure absorbe la majeure partie de sa production.

-cette absence de vision à long terme pour le développement de l'industrie forestière en Afrique a eu comme corollaires le manque d'agressivité commerciale dans la commercialisation des bois africains qui sont restés cantonnés dans les marchés traditionnels d'Europe, sans tentative d'ouverture vers d'autres débouchés internationaux; la trop grande sélectivité des essences n'est la conséquence logique des exploitations forestières devant satisfaire les besoins d'industriels européens que rien n'obligeait à se soucier de la promotion d'essences peu recherchées sur les marchés intérieurs.

-l'environnement économique, social et institutionnel de la sous-région a été néfaste au développement de la culture d'entreprise et de la logique d'efficacité économique.

De nombreuses entreprises forestières créées avec l'aide des états étaient pénalisées dès le départ (coût d'investissement exorbitant, charges financières excessives, configuration industrielle inappropriée, surdimensionnement etc.) et à l'exploitation (nomination des

dirigeants incompetents, coût excessif de l'assistance technique dont la rémunération n'était pas liée à des obligations de résultats, absence de contrôle de gestion entraînant le laxisme dans le comportement des dirigeants etc.). Plusieurs usines sous-utilisées ou simplement fermées sont aujourd'hui la meilleure illustration de cette série noire: -le complexe forestier et industriel de Ouessou au Congo dont la construction a démarré en 1984 et qui est toujours non opérationnel; il aurait coûté la bagatelle somme de US\$ 63,4 millions (environ fcfa 17 milliards).

D'autres exemples de ce genre foisonnent au Congo : la SONATRAB, la COMETRAB, la SIDETRA, la SIBOM sont des entreprises soit arrêtées soit incomplètement montées.

- la Compagnie Forestière du Gabon (CFG), unité moderne de fabrication de contreplaqués, connaît d'énormes difficultés financières. Cette usine n'est pas parvenue à mettre sur les marchés mondiaux des contreplaqués pouvant concurrencer les contreplaqués asiatiques, notamment indonésiens.

Il faut espérer que les réformes politiques et économiques en cours feront naître des conditions meilleures pour l'épanouissement des entrepreneurs privés, pour une meilleure allocation des ressources et pour une logique d'efficacité économique.

-l'état désastreux des infrastructures a été naturellement une cause majeure du sous-développement de l'exploitation forestière. Saura-t-on profiter de ce retard pour pouvoir mettre en place dans la sous-région des exploitations forestières rationnellement aménagées dans l'optique d'une production soutenable ainsi que des industries à plus forte valeur ajoutée.

L'Amérique Latine.

Cette région ne constitue encore qu'une menace virtuelle pour la production africaine compte tenu de ses énormes potentialités. Mais elle est néanmoins en butte à des difficultés d'exploitation similaires à celles de la forêt dense de la sous-région, tout particulièrement dans le massif amazonien:

- forêt très hétérogène;

-difficultés d'accès du massif amazonien dont plusieurs zones restent inondées durant de longues périodes et d'autres à l'année longue.

Par contre, cette région produit déjà trois fois plus de grumes que l'Afrique et presque quatre fois plus de sciages, mais sa demande intérieure est également très forte. Sa consommation intérieure lui laissera peu de produits pour l'exportation.

Les autres concurrents Africains.

Les cinq pays forestiers de la sous-région, avec 191,5 millions d'hectares de forêts, représentent 60 % de la superficie forestière du continent africain.

En termes de production de grumes l'Afrique de l'ouest vient en deuxième position avec une position nettement dominante de la Côte d'Ivoire (qui a pratiquement 60 % de la production de grumes de l'Afrique de l'ouest). La Côte d'Ivoire est le producteur africain le plus important de grumes (2,8 millions de m³ en 1990) et de sciages. Mais l'exploitation anarchique des forêts ivoiriennes a entraîné une destruction massive de son massif forestier productif qui est passé de 16 millions d'hectares à moins de 2 millions d'hectares aujourd'hui.

A terme et si les pays de la sous-région mettent en place une politique commune d'exploitation forestière, et compte tenu du potentiel forestier de l'Afrique centrale, les autres producteurs africains ne devraient pas constituer une menace vraiment sérieuse.

2.1.9. L'outil de production et la technologie.

Le tableau 23 donne la structure industrielle et les capacités installées pour les différents produits de bois de la CEEAC.

De manière générale et dans tous les pays, nous avons observé une sous-utilisation des capacités installées: les productions de sciages (768300 m³), placages (181200 m³), et contreplaqués (112100 m³) en 1989 représentaient respectivement 27%, 51%, et 27,6% des capacités de production.

Cette situation serait attribuable à plusieurs causes:

- la vétusté et l'inadaptation des équipements, notamment ceux des scieries;
- les difficultés d'approvisionnement de certaines unités en grumes spécifiques (c'est surtout le cas des unités de placages tranchés ou déroulés dont les grumes doivent répondre à des spécifications techniques précises);
- la difficulté de réparation de certains équipements à cause de manque de pièces de rechange ou de déclassement de matériel;
- l'exploitation sub-optimale des équipements à cause d'un personnel peu qualifié;
- l'absence de programme d'entretien préventif qui entraîne une usure rapide et excessive des équipements;
- les problèmes de trésorerie qui rendent difficile l'entretien régulier des équipements;

- l'absence et/ou l'incapacité des services d'entretien;
- l'inexistence des centres de réparation et de maintenance des équipements d'exploitation et de transformation forestiers;
- l'étroitesse des marchés visés etc.

En dehors des unités de placages et de fabrication de contreplaqués, on a l'impression que les scieries ont été mises en place pour se conformer aux exigences de la législation en vue d'obtenir les licences d'exploitation, ce qui fait que les exploitants consentent le minimum d'investissement pour les acquérir sauf s'ils ont réellement l'intention de s'engager dans la production et l'exportation des sciages. Mais très souvent l'abattage et l'exportation des grumes sont pour eux des opérations plus simples et plus lucratives que la production de débités qui demanderait plus de compétences techniques;

La faible utilisation des capacités installées entraîne inévitablement une sous-productivité des ressources qui conduit à une série de conséquences néfastes pour toute exploitation industrielle: augmentation des frais fixes par unité de production (frais financiers, frais généraux et d'amortissement); augmentation de différentes consommation (carburant, lubrifiant) due au mauvais fonctionnement des équipements; augmentation des temps morts; baisse de rendements. Dans certaines exploitations forestières, il faut abattre 1,42 m³ de volume brut d'arbres pour produire 1 m³ de grumes industrielles. Sur la production de 1 m³ de grumes industrielles, 57 % sont de qualité exportation et 43 % de qualité sciages.

Si l'entreprise ne dispose pas de sa propre scierie ou si celle-ci est indisponible, elle abandonne le bois de qualité sciages et son rendement n'est que de 57 % du bois exploité; et il faut à ce moment abattre 2,5 m³ d'arbres pour 1 m³ de grumes à l'exportation.

Si l'entreprise dispose donc d'une scierie parfaitement opérationnelle, elle est en mesure de tirer meilleur parti des grumes exploitées en transformant celles de qualité sciages.

Les équipements sont généralement d'origine européenne (Allemagne, Angleterre, USA).

2.1.10. Les problèmes d'approvisionnement.

L'épuisement des essences recherchées dans les forêts proches des côtes, les difficultés d'exploitation des zones forestières de l'intérieur commencent à poser des problèmes d'approvisionnement de certaines unités locales de transformation (notamment celles qui fabriquent les placages) qui se plaignent que les exploitants forestiers préfèrent exporter les meilleures grumes sur les marchés extérieurs qui sont plus rémunérateurs.

Cette situation a amené certains pays tels que le Cameroun à interdire l'exportation de certaines essences réservées exclusivement aux unités de transformation locales.

Il est évident qu'une meilleure coopération sous-régionale des exploitations et des industries forestières, à travers des réseaux d'information, de commercialisation et de transport plus élaborés, serait susceptible de faciliter ce problème en orientant la distribution des grumes ou des produits semi-finis ou finis des zones de forte production de certains types de produits vers les zones de forte utilisation ou consommation de ces produits.

2.1.11. Les ressources humaines.

L'insuffisance de qualification du personnel est soulignée dans tous les diagnostics des secteurs forestiers des pays membres de la Ceeac, aussi bien dans l'exploitation forestière que dans les industries de transformation.

La sous-utilisation des équipements l'a également mis en évidence. L'amélioration des rendements des exploitations forestières et des industries de transformation supposent une utilisation et un entretien continus des machines qui sont souvent mécaniques, électromécaniques et de plus en plus électroniques. Les besoins de personnel formé dans ces disciplines sont donc énormes afin d'accroître la disponibilité et les bonnes performances des équipements.

Les formations concernant les scieurs, les affûteurs, les opérateurs d'engins lourds, les boussoliers etc. font également défaut.

Si on trouve souvent dans la sous-région un nombre important d'ingénieurs généralistes de haut niveau, il manque lamentablement d'agents techniques et d'ouvriers spécialisés aux niveaux premier et intermédiaire des chaînes de fabrication.

Les chefs d'entreprises se plaignent constamment du manque d'ouvriers spécialisés capables d'exécuter les directives techniques ou les plans d'exécution, et du manque d'agents de maîtrise aptes à superviser et coordonner le travail des équipes dans les ateliers ou les usines.

Cette situation est essentiellement due à l'absence d'écoles techniques capables de donner une formation pointue aux techniciens et ouvriers spécialisés. Ceci a été également favorisé par la non valorisation des filières techniques dans l'ensemble des pays francophones, à l'exception probable du Zaïre dont l'héritage académique belge comportait nombre de filières techniques que le pays n'a pas su développer.

Ici également existent des possibilités de coopération entre les pays forestiers de la sous-région avec l'avantage d'éviter une dispersion des ressources. Chacun des pays de la sous-région dispose des infrastructures de formation forestière et/ou technique; il suffirait à partir de ces bases de les spécialiser dans différents domaines, selon un découpage de formation professionnelle, et à différents niveaux. Le plus important est de rechercher à donner au

personnel une formation adaptée et pointue dans les métiers d'exploitation forestière et de transformation du bois.

Sur le plan administratif et comptable, il sera également nécessaire de former des agents capables d'assurer l'organisation du travail et la comptabilité analytique. Très souvent, il est difficile aux entreprises d'établir le coût réel de leurs fabrications, ou d'établir des systèmes de gestion par objectifs et de contrôle de performances, ou de prix de revient.

Ici comme ailleurs, nous observons en Afrique centrale une mauvaise utilisation des ressources humaines. Beaucoup de jeunes gens ayant reçu une formation générale en droit, économie et littérature et très peu formé aux techniques.

De nombreux talents sont ainsi gaspillés par un système qui ne sélectionne pas en fonction des dispositions individuelles à produire ou fabriquer des produits utilitaires ou des biens échangeables, mais favorise l'emmagasiner de connaissances générales sans réelle pertinence avec les besoins de l'industrie. Les formations doivent être conçues en étroite collaboration avec leurs utilisateurs, faute de quoi, elles deviennent essentiellement théoriques et sans prise sur les réalités industrielles.

Dans les pays africains francophones, une fois de plus le Zaïre excepté, le système éducatif hérité du régime colonial a favorisé l'agent administratif ou le fonctionnaire qui était devenu pour les jeunes gens le modèle de réussite, reléguant au second rang la maîtrise des arts, des métiers et des manufactures.

Avec l'émergence de l'ordre industriel et marchand, ce schéma doit être renversé pour privilégier les filières techniques dans les formations: c'est à dire la maîtrise des savoir-faire.

Il est frappant de voir la non vulgarisation des outils modernes de travail (micro-ordinateurs dans les applications comptables et la gestion des stocks, fax, téléphone, instruments électriques de mesure, instruments et outils électroniques de contrôle etc.); pourtant ces outils modernes ne sont pas chers ni d'application requérant un niveau de formation particulièrement élevé.

2.1.12. Le financement du secteur.

La nature et l'origine des capitaux varient selon les actionnaires et la taille de l'entreprise.

Selon la typologie des entreprises décrite dans ce rapport, on peut répartir les modes de financement des entreprises forestières de la sous-région en quatre:

- les grandes entreprises entièrement privées appartenant à la première catégorie sont généralement financées par des capitaux privés (les fonds propres et les fonds d'emprunt obtenus auprès d'établissements financiers de leurs pays d'origine). Les montages financiers

sont directement négociés par les promoteurs eux-mêmes. Les concours bancaires locaux se limitent souvent au financement des besoins en fonds de roulement. Le financement de l'exploitation peut également se faire sous forme d'achat et d'expédition de certains matériels et pièces par les maisons-mères (sorte de crédit acheteur), de la même manière le financement des exportations peut être assuré par les maisons-mères qui récupèrent leurs avances après le dénouement des ventes. La gestion de ces entreprises est suivie de près à partir des maisons-mères. Leur comptabilité reste ambiguë face à une administration dont les règles et comportement ne sont pas toujours clairs.

-les grandes entreprises d'économie mixte. Le capital de ce type d'entreprises est détenu en partie par l'état ou ses émanations, et en partie par les actionnaires privés, souvent étrangers. Ceux-ci sont en même temps des détenteurs de savoir-faire et/ou de marchés. Les fonds d'emprunt à long terme sont obtenus généralement avec la garantie de l'état auprès des bailleurs de fonds institutionnels (Caisse Centrale de Coopération, la Commonwealth Development Corporation, La BDEAC, la BAD, la SFI, le FMO, l'IFU etc.) et de certaines banques d'affaires privées. Les concours bancaires locaux couvrent également les besoins en fonds de roulement. Généralement un contrat d'assistance technique confie au partenaire privé étranger, moyennant rémunération, le montage de l'ensemble industriel et sa gestion en phase d'exploitation. Comme on peut le voir, ce schéma fait supporter une grosse part du risque financier à l'état qui non seulement participe au capital mais garantit également les emprunts à long terme.

L'observation des vingt dernières années de l'industrialisation en Afrique montre de rares cas de ce type de montages industriels qui aient réussi. De nombreux vices de forme compromettent dès le départ les probabilités de réussite de telles opérations où le partenaire étranger est à la fois juge et partie, jouant des rôles souvent par nature conflictuels: conception, ingénierie, choix des fournisseurs, montage de l'usine, recherche des financements etc. L'état, principal interlocuteur du partenaire étranger, manque à la fois d'intérêt et de compétences pour assurer le contrôle de telles opérations.

-les entreprises privées expatriées de la deuxième catégorie sont également financées par des capitaux privés négociés par les promoteurs eux-mêmes. Les besoins en fonds de roulement sont couverts en partie par les banques locales. Ces entreprises doivent faire du profit par tous les moyens sous peine de disparaître. Leurs états financiers, quand il y en a, ne sont pas toujours fiables. Les tentations d'évasion fiscale sont grandes dans un contexte d'incertitude.

-le financement des petits exploitants de la troisième catégorie est souvent assuré par les organismes locaux de crédit (banques de développement, crédit agricole, crédit

forestier etc.), tandis que les banques locales accordent du financement à très court terme à des conditions onéreuses (des taux situés entre 16 et 20 %).

2.1.13. Les Performances techniques et économiques.

Par tous les critères, les performances du secteur forestier dans la sous-région sont bien en-deçà des normes acceptables d'entreprises ou des objectifs visés par les différents programmes économiques ou législations forestières.

-La production forestière industrielle est en-deçà des objectifs des plans de développement. En 1984, au cours du premier symposium sur les forêts, le Zaïre s'était fixé un objectif de production de 6 millions de mètres cubes de bois pour l'an 2000; avec une production de 500000 m3 cet objectif s'est révélé fort ambitieux.

De la même manière, la production de 800000 m3 de grumes au Congo est inférieure à l'objectif de 1,5 millions de m3 que ce pays s'était fixé en 1986.

C'est le même constat pour le Cameroun dont les 2 millions de mètres cubes sont loin d'atteindre l'objectif annoncé de trois millions de mètres cubes par an.

-Le taux de transformation moyen de 33,3 % est bien en dessous des taux de 60 à 70 % prescrits par les différentes législations forestières nationales.

-La commercialisation reste concentrée sur les marchés européens traditionnels avec un volume exporté de grumes de loin supérieur au volume exporté des produits ouvrés

(2 679 500 m3 de grumes contre 335000 m3 de produits

ouvrés).

-des produits peu compétitifs sur les marchés extérieurs par rapport aux produits asiatiques: prix de revient plus élevés, produits peu élaborés qui se conforment difficilement aux exigences d'un marché où la concurrence devient de plus en plus âpre.

-la gamme extrêmement réduite et la qualité peu élaborée des produits accroissent le "gap de qualité" (quality gap) par rapport aux besoins du marché.

-les prix de revient élevés renforcent la concentration des ressources sur trois ou quatre essences (sapelli, azobé, sipo, ayous, okoumé) dont la valeur d'exportation permet de garantir une marge intéressante. Ce qui entraîne une marginalisation voire un abandon des essences peu recherchées non lucratives.

- une utilisation peu diversifiée des produits du bois dans la sous-région due à un manque de politique de vulgarisation ou de promotion de l'utilisation du bois dans différents usages: habitat, construction de bateaux, ameublement, traverses de chemins de fer etc.

- une forte extraversion des industriels du bois qui semblent plus répondre aux stimulations d'un segment très étroit du marché extérieur composé généralement d'une clientèle limitée de pays européens (Allemagne, France, Italie, Espagne, Portugal).
- la prospection de nouveaux débouchés en dehors du marché européen traditionnel est inexistante; la fonction commerciale dans les entreprises est généralement secondaire, voire inexistante.
- le commerce intra-régional est très peu développé et il subsiste de nombreux obstacles physiques et non physiques à son développement.

Sur le plan technique, on observe:

- un taux d'utilisation des capacités installées inférieur à 40 %.
- une faible productivité des ressources (hommes, matériels et finances) qui se traduit par des rendements matières (inférieurs à 45 %) et des taux d'extraction forestière très bas (inférieurs à 10 m3 par hectare).
- un taux important d'immobilisation des équipements dû à la faible capacité de maintenance des équipes en place et à leur vétusté.

Sur le plan financier, la situation n'est guère plus brillante et le secteur semble en réalité en faillite.

- les résultats financiers de la majorité des entreprises forestières se sont dégradés au point d'induire dans certains cas l'arrêt des activités et dans d'autres une diminution considérable. Cette situation est encore plus grave dans le cas des entreprises publiques ou mixtes (Sofibel et Cocam au Cameroun, CFG au Gabon, la Sidetra, la Cometrab, la Scho, la Soforib, la Socalib au Congo) où les investissements ont été excessifs et sans rapport avec la capacité réelle des entreprises à générer du cash-flow. L'endettement du secteur forestier de la sous-région vis à vis des tiers (banques, état et fournisseurs) est bien supérieur à 50 milliards de fcfa.

Nous notons toutefois que les performances des entreprises privées sont généralement supérieures à celles des entreprises étatiques ou d'économie mixte.

2.2. TRANSFORMATION SECONDAIRE.

La transformation secondaire du bois reste sous-développée dans l'ensemble des pays de la sous-région. Il n'existe pas de menuiserie industrielle, ni de fabrication de meubles en série. Par contre on trouve dans les différents pays, et à des degrés de développement divers, une foule de petites menuiseries et d'artisans qui fabriquent différents produits d'usage domestique: meubles, portes, fenêtres, lits etc. Ils travaillent généralement sur commande, et

disposent d'équipements élémentaires (scies, perceuses, raboteuses). Il existe peu ou pas de statistiques sur l'activité artisanale, mais leur nombre est frappant dans certaines villes telles que Douala et Yaoundé au Cameroun, et Kinshasa au Zaïre.

Ces artisans font preuve de beaucoup d'ingéniosité et d'habileté dans l'exécution de leurs travaux, et constituent un potentiel important à développer.

Leurs principaux problèmes sont:

- l'absence de fonds de roulement pour assurer un approvisionnement régulier en bois et matériel de quincaillerie (serrures, poignets, paumelles,) etc.

- l'absence de machines à bois spécialisées;

- le manque de formation dans l'organisation, la comptabilité et la gestion d'une petite menuiserie;

- l'absence de programme de perfectionnement technique dans les techniques de façonnage du bois;

- le manque de formation dans des domaines tels que le design du meuble: de la conception à la fabrication; beaucoup de ces techniciens travaillent par imitation et sont incapables de lire et d'exécuter un plan ou un dessin;

- l'absence de structures de prospection et de promotion de leurs produits;

La création de services d'assistance spécialisés orientés vers les artisans de bois et les petites menuiseries serait de nature à améliorer les performances du secteur informel. D'où la recommandation de la création d'un Centre de technologie du bois où plusieurs des insuffisances précédentes pourraient être comblées à travers l'organisation de séminaires et stages en ateliers, la location de certains équipements spécialisés, la formation à certaines techniques spécifiques, et l'organisation de foires.

Un potentiel important existe dans le secteur informel, et il ne manque pas de nous rappeler certaines pratiques en Italie où la fabrication des éléments de meubles est confiée par une grande entreprise à des artisans ou de petites entreprises familiales. La grande entreprise maîtrise le design, sous-traite la fabrication et en contrôle la qualité, et enfin maîtrise le réseau de commercialisation. Le design et le marketing sont souvent deux aspects dont l'absence de maîtrise contribue à limiter le développement de l'entreprise artisanale de meuble. L'exécution en sous-traitance sous le contrôle d'une grande entreprise assure à la petite entreprise un flux consistant et régulier d'activité.

Soulignons enfin l'existence au Cameroun des menuiseries de taille moyenne (Brickas à Yaoundé par exemple) créées par des entrepreneurs expatriés, et qui fabriquent du mobilier

de style moderne (lits, bureaux, bibliothèques, tables à manger, living, etc.) de haut de gamme. Un effort de recherche en design y est fait. Mais les promoteurs se plaignent des difficultés d'approvisionnement local en bois de bonne qualité (le bois n'est souvent pas bien séché), du coût élevé du bois acheté localement, de l'absence de qualification du personnel dû d'après eux au manque de formation poussée dans les métiers du bois, du coût exorbitant des crédits bancaires locaux etc. Les prix sont élevés par rapport au pouvoir d'achat du consommateur moyen, et leur clientèle est essentiellement composé d'entreprises, de l'administration et d'une minorité de consommateurs à fort pouvoir d'achat.

Les possibilités d'exportation de ce secteur, notamment vers les marchés européens, sont rendus difficiles à cause des problèmes de label, de design et de marketing.

La solution consisterait à opérer un rapprochement entre les promoteurs de la sous-région avec les détenteurs européens de marchés, de technologies et de capitaux dans le cadre de joint-ventures.

Troisième Partie

ANALYSE DES CONDITIONS DE COMPETITIVITE DES INDUSTRIES FORESTIERES DE LA CEEAC

3. LES FACTEURS CLES DE COMPETITIVITE DANS LES EXPLOITATIONS ET LES INDUSTRIES FORESTIERES.

Nous définissons la compétitivité d'un produit ou d'une entreprise de la manière suivante:

- un produit qui est capable, grâce à ses qualités et à ses caractéristiques de faire face à la concurrence;
- une entreprise qui offre ses produits à des conditions telles qu'ils peuvent faire face à la concurrence de produits similaires sur les marchés.

Par ailleurs la main-d'oeuvre bon marché et/ou la possession d'abondantes richesses naturelles ne semblent pas garantir automatiquement un niveau élevé de compétitivité. Plusieurs pays disposant d'une main-d'oeuvre chère mais qualifiée et ne possédant d'abondantes richesses naturelles ont réussi à être compétitifs dans différents secteurs économiques: les Etats-Unis dans l'informatique, le Japon dans l'électronique, l'Allemagne en chimie.

D'après une célèbre étude sur la compétitivité des nations réalisée par le prof. Michael Porter de la Harvard Business School, la capacité d'un pays à accroître le niveau de vie de ses citoyens dépend du degré de productivité dans l'emploi des ressources nationales (capital et travail).

La productivité exprime le rapport entre l'output et l'input, entre le résultat d'une activité et les ressources investies dans l'exécution de l'activité. Elle correspond à la valeur des biens produits par une unité de travail et/ou de capital. Elle dépend à la fois de la qualité et des caractéristiques des produits.

La productivité, d'après le prof. Porter, constitue à long terme le facteur déterminant de la compétitivité.

Après avoir observé dans tous les pays forestiers de la CEEAC une sous-productivité des ressources (matérielles, humaines et financières) investies dans le secteur de l'exploitation et des industries forestières, et compte tenu de ce qui vient d'être dit plus haut, la première priorité du secteur forestier dans la sous-région serait d'accroître qualitativement sa production. Tel doit être l'un des défis de l'industrie forestière de la sous-région pour les prochaines années. Il s'agit en d'autres termes d'accroître la productivité des ressources consacrées à ce secteur (accroissement de la valeur ajoutée par unité d'input, élargissement de la gamme de produits échangeables etc.).

Le paradoxe entre l'existence d'abondantes richesses naturelles et le sous-développement économique de certains pays en général, et de la CEEAC en particulier, nous force à réfléchir

sur les conditions et facteurs qui impulsent la croissance économique d'un pays, et renforcent le développement et la compétitivité de ses industries.

Le secteur forestier nous offre un terrain expérimental, grandeur nature, pour réfléchir à cette problématique: l'existence d'abondantes ressources forestières dans la sous-région ne semble pas être une condition suffisante pour impulser le développement et la compétitivité des exploitations et industries forestières de la sous-région.

Le constat est clair pour les exploitations et les industries forestières de la CEEAC:

- une sous-productivité des ressources qui s'est traduite par des performances médiocres sur les plans technique (faible utilisation des capacités, faibles rendements de production), financier (résultats financiers désastreux, baisse continue du chiffre d'affaires, accroissement important de l'endettement, faillites et fermeture d'usines) et économique (faible valeur ajoutée).

- la marginalisation constante des producteurs de bois africains sur les marchés internationaux, et la conquête de leurs marchés européens traditionnels par les Asiatiques qui ont su y placer des produits plus élaborés et plus finis.

- sans profit et sans génération de cash flow, une entreprise ne peut pas se renouveler et est condamnée à disparaître. C'est le secteur forestier entier de la sous-région qui est menacée par cette perspective. Les entreprises, qui continuent à tourner, semblent jouer au maintien, et ne paraissent pas animer par un plan , encore moins une vision, sur le long terme.

Voilà pourquoi il nous semble important de pousser plus loin l'analyse pour réfléchir sur les conditions qui peuvent réellement impulser le développement de ce secteur et le rendre compétitif sur les marchés intérieurs et extérieurs.

A ce sujet une observation nous paraît fondamentale et généralisable à d'autres activités: l'enrichissement d'un pays ou l'amélioration continue du niveau de vie de ses populations à partir de l'exploitation d'une ressource naturelle ne doit pas être uniquement ou exclusivement fondée sur la disponibilité en quantité et la vente de cette ressource à l'état brut ou quasi naturel. Un tel avantage ne peut pas durer face à des concurrents qui sont capables de mettre sur le marché, soit à partir de la même matière première soit à partir de matières premières équivalentes ou substituts, des produits de très haute qualité, ayant des caractéristiques et des niveaux de service élevés. L'enrichissement est donc fonction de la qualité des produits qui sont fabriqués et commercialisés par une économie.

Différentes études sur la compétitivité des nations ou des branches industrielles particulières ont mis en lumière les grandes conditions qui façonnent l'environnement de la concurrence entre les firmes locales. Leur présence ou leur absence, et à des degrés divers, permet

d'expliquer la position concurrentielle d'un pays , d'une région ou d'un secteur industriel particulier dans une région. Quatre grandes conditions ont ainsi été recensées.

3.1. Les conditions tenant aux facteurs de production:

Elles concernent la situation du pays ou de la région par rapport aux facteurs de production critiques de l'industrie concernée. Dans l'exploitation et les industries forestières il s'agirait de la main-d'oeuvre qualifiée, du niveau de technologie requis, des équipements ou des infrastructures.

3.2. Les conditions relatives à la demande:

La nature de la demande intérieure concernant le bien ou le service demandé.

L'importance, le degré de sophistication de la demande intérieure pour un produit ou une gamme de produits donnés constituent des facteurs de stimulation ou d'émulation pour un secteur industriel donné dans la mesure où, d'une part, la demande intérieure est capable d'absorber une part substantielle de la production, et, où, d'autre part, le marché intérieur peut servir de base d'essais pour l'amélioration des produits existants et le développement de nouveaux produits. Les pays d'Asie ont su tirer parti de cet avantage.

Les pays de la CEEAC, compte tenu de l'étroitesse des marchés de certains états, ne peuvent contourner cet inconvénient qu'à travers la construction d'un grand marché communautaire.

3.3. L'existence de branches complémentaires ou auxiliaires:

C'est à dire la présence ou l'absence dans le pays ou la région de secteurs fournisseurs ou complémentaires compétitifs sur le plan international.

L'exploitation et les industries forestières ont de toute évidence besoin d'un certain nombre de services opérant de manière efficace pour faciliter à tout le moins le bon fonctionnement de ces industries: services de maintenance appropriés, services de transport, services bancaires, services de fourniture d'énergie etc. Si l'efficacité de fonctionnement de ces service ne garantit pas automatiquement celle des industries utilisatrices, leur inefficacité réduit perturbent certainement leur fonctionnement.

Sur ce plan également, le diagnostic précédent a établi que beaucoup restait encore à faire. Des orientations seront suggérées dans les chapitres suivants.

3.4. L'environnement concurrentiel des entreprises, la stratégie et les structures:

Un environnement intérieur dynamique et concurrentiel affecte forcément la culture de ses ressortissants et de ses entreprises. Dans les environnements où on favorise l'accumulation

rapide des compétences techniques par une diffusion et une vulgarisation des informations techniques et des connaissances appropriées à l'industrie en cause (procédés, techniques, maniement des outils, besoins des marchés etc.), les actionnaires, les dirigeants et le personnel se mobilisent totalement et adhèrent à la culture d'entreprise (procédures de gestion, processus de décision, politique d'investissement, politique de produits, stratégie marketing etc.).

Ceci n'est possible que dans le cadre d'une stratégie exprimant clairement les orientations générales, les activités à mettre en oeuvre et les résultats attendus, les ressources nécessaires à la mise en oeuvre des activités et les moyens de les obtenir, le rôle des différents acteurs dans l'exécution des activités et la mobilisation des ressources, et enfin leur programmation.

Il est clair qu'il manque une véritable politique et une réelle vision capables d'animer les intervenants de ce secteur. Les différents plans nationaux ont énoncé des vœux et ambitions sans se donner les moyens de pouvoir les atteindre.

Le système politique et social a une influence sur les performances et sur la culture des entreprises. Ces facteurs ne peuvent être dissociés des résultats économiques, et sont souvent intimement liés aux facteurs économiques.

L'action des pouvoirs publics, par son caractère stimulant ou inhibant, exerce une influence considérable sur le climat d'investissement, l'initiative privée, la perception des entrepreneurs, la confiance des investisseurs dans l'environnement, la libre circulation des informations et personnes, la perception de l'industrie, et de manière générale sur la compétitivité de l'industrie.

Les dispositions réglementaires et administratives édictées par les pouvoirs publics à l'intention des entreprises ont des répercussions directes sur leur compétitivité.

Il en va de même pour les différentes politiques: fiscales, monétaires, douanières, etc.

Quatrième Partie

LES ATOUTS ET LES CONTRAINTES DE LA FILIERE BOIS DANS LA CEEAC

4. LES ATOUTS ET LES CONTRAINTES DE LA FILIERE BOIS DANS LA CEEAC.

4.1. Les atouts.

Le premier atout de la sous-région est certainement l'importance de sa réserve forestière tropicale, la deuxième après celle de l'Amérique Latine, et qui reste largement sous-exploitée sur plusieurs plans:

- sa production grumière reste inférieure au potentiel (les taux d'extraction sont inférieurs à 10 m3 par hectare et pourraient atteindre voire dépasser 15 m3 par ha);
- les taux de transformation sont très faibles (globalement inférieurs à 35 %) et sans comparaison avec les concurrents asiatiques qui ont adopté des législations pour accentuer la transformation locale de leurs production.
- les possibilités d'élargissement de la gamme de produits (prédébités, éléments de meubles, sciages, placages, contreplaqués, traverses de chemins de fer, etc.).

Le deuxième atout, bien que relatif, est l'existence d'une base industrielle sous-utilisée. Des méthodes d'exploitations plus efficaces, des modes opératoires plus efficients, une gestion plus efficace devrait permettre de mieux rentabiliser ces investissements.

Le troisième atout concerne les populations de la sous-région qui sont industrielles, mais manquent de formation et de motivation.

4.2. Les contraintes.

Il existe de nombreuses contraintes physiques et non physiques au développement de la filière bois.

Sur le plan des contraintes non physiques, on peut citer:

- l'environnement macro-économique de la sous-région qui s'est fortement dégradé avec des conséquences néfastes sur le pouvoir d'achat des ménages (se traduisant par une diminution de la demande intérieure des produits de bois).
- l'inefficience du système financier qui n'a pas permis la mobilisation des ressources d'épargne vers des utilisations plus productives: notamment par

l'absence capitaux à long terme si cruciaux pour le développement de l'industrie.

- Les mesures administratives contraignantes: empêchement de la libre circulation des biens et des personnes; des procédures administratives lourdes; une législation du travail surprotégeant les travailleurs.
- L'absence de convertibilité des monnaies.
- Le cloisonnement des états qui réduit la libre circulation des informations, notamment à caractère commercial, financier et économique.
- Le coût prohibitif du transport et la faible fréquence des liaisons aériennes à l'intérieur de la sous-région.
- La multiplicité de structures identiques de formation dans les différents pays, ce qui aboutit à une dispersion de ressources et accentue la faible productivité de celles-ci. Il existe plusieurs écoles de formation forestière dans les différents pays forestiers de la CEEAC, mais aucune n'a été conçue pour dispenser une formation technique pointue dans les différents métiers du bois.
- L'absence de personnel qualifié dans les métiers du secteur.
- La vétusté du parc de matériel d'exploitation forestière et de transformation.
- L'absence de culture d'entreprise et de professionnalisme.
- L'omnipotence et l'omniprésence de l'Etat dans le secteur productif. Les effets néfastes de cette interférence de l'état sur les performances des entreprises ont été montrés plus haut.
- Par-dessus tout, l'absence de politique à long terme pour le développement de la filière bois à travers une stratégie communautaire qui aurait certainement permis une meilleure coordination des activités, et une utilisation plus efficiente des ressources.
- L'instabilité politique constitue une contrainte majeure. Les investisseurs ont horreur de l'incertitude politique comme la nature a horreur du vide. Ce qui les conduit à envisager leurs investissements dans une perspective de très court terme (période de recouvrement de 2 à 5 ans), cette attitude exclut inévitablement de gros investissements dont les perspectives de rentabilité ne se mesurent que dans le long terme (7 à 10 ans).

Sur le plan des contraintes physiques, on constate:

- Le faible réseau d'infrastructures de communication entre les pays de la CEEAC en général, et ceux exploitant la filière bois en particulier.
- L'insuffisance et le mauvais fonctionnement du réseau de télécommunications (téléphones, télex, télécopies) qui augmente le coût des transactions.

Cinquième Partie

TENDANCES ET PERSPECTIVES DES MARCHES MONDIAUX DES BOIS TROPICAUX

5. TENDANCES ET PERSPECTIVES DES MARCHES MONDIAUX DE BOIS : MENACES ET OPPORTUNITES POUR LES PAYS PRODUCTEURS DE LA CEEAC.

Nous allons nous limiter ici à donner ici les grandes tendances du marché mondial des bois tropicaux, les menaces et les opportunités qui pourraient s'en dégager pour les pays producteurs de la CEEAC. Le temps limité imparti à ce travail ne nous permet de quantifier les besoins, et nous recommandons par conséquent la réalisation d'une étude spécifique qui devra approfondir ce chapitre qui est d'une importance capitale pour la planification stratégique.

Nous avons précisé à l'introduction de ce rapport que nos recommandations se borneraient, dans le cadre de ce rapport, à donner des orientations stratégiques dont la mise en application doit être approfondie par des études ultérieures. Une planification opérationnelle des activités de la filière bois nous paraît de toute évidence une entreprise stérile au regard des contraintes de base qui sont identifiées.

Les grands axes du commerce international du bois sont les suivants:

- De l'Asie du Sud-Est vers l'Asie du Nord-Est,
- De l'Asie du Sud-Est vers l'Europe,
- De l'Afrique occidentale/centrale vers l'Europe.

Des échanges de moindre importance s'effectuent sur les axes suivants:

- De l'Asie du Nord-Est vers les Etats-Unis,
- De l'Asie du Sud-Est vers les Etats-Unis,
- De l'Amérique du Nord, côte ouest, vers l'Asie du Nord-Est,
- Des Etats-Unis, côte est, vers l'Europe,
- Des Etats-Unis, côte ouest, vers l'Europe.

Les mouvements pour les produits spécifiques suivent les axes suivants:

- Pour les grumes: De l'Asie du Sud-Est vers l'Asie du Nord-Est,
De l'Afrique occidentale vers l'Europe.
- Pour les sciages: De l'Asie du Sud-Est vers l'Europe;

Pour les contreplaqués: De l'Asie du Nord-Est vers l'Asie
du Nord-Est;
De l'Asie du Sud-Est vers l'Asie du Nord-Est;
De l'Asie du Sud-Est vers l'Europe.

Le tableau ci-dessous donne les importations de bois durs tropicaux par la CEE et le Japon.

TABLEAU 24. IMPORTATION DE BOIS DURS TROPICAUX PAR TYPES DE PRODUITS (EN MILLIERS DE M³ DE FRET MARITIME) 1986.

TYPES DE PRODUITS	CEE	JAPON
Grumes	4090	12110
Sciages	4220	830
Placages	330	210
Contreplaqués	1440	570

Source: Etude ONUDI/CNUCED ID/WG. 506/2 14/11/1990.

En 1990, le Japon continue à dominer nettement le marché mondial des grumes tropicales, avec plus de 11,3 millions de mètres cubes importés en 1990, principalement en provenance d'Indonésie. Les importations de grumes japonaises ont baissé de 1 million de m³ par rapport en 1986; cette baisse serait attribuable aux pressions écologiques et au ralentissement de la croissance.

Les pays de la CEE ont importé plus de 3,4 millions de m³ de grumes tropicales en 1990, dont 98 % en provenance d'Afrique. Par rapport à ses importations de grumes de 1986, la CEE accuse une baisse de 16,8 %. C'est une tendance lourde qui a persisté au cours des cinq dernières années. La CEE a substitué à ses importations de grumes en provenance d'Afrique une part croissante de sciages en provenance d'Asie.

Conclusion ou leçon: l'Afrique doit réorienter une bonne partie de ses grumes vers la production de sciages de qualité pour les marchés européens de manière à limiter la perte de part de marché qu'elle subit à cause de la concurrence asiatique.

Quant aux importations de sciages, la CEE reste en tête avec 4,2 millions de m³ en 1986 contre 830000 m³ pour le Japon. En 1990, les importations des principaux pays consommateurs d'Europe sont tombées à 3,3 millions de m³ alors qu'un pays producteur, la Thaïlande, devenait le premier importateur de sciages des pays membres de l'OIBT, 1,49 millions de m³, suivi du Japon 1,38 million de m³. Par ordre d'importance décroissante les principaux pays européens importateurs de sciages sont les Pays-bas, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Belgique-Luxembourg qui ont importé en 1990 respectivement 675000 m³, 500000 m³, 460000 m³, 400000 m³, 390000 m³, 350000 m³,

310000 m3. La baisse de consommation européenne répond également aux préoccupations écologiques et au ralentissement de la croissance économique de cette région.

Leçon: Les producteurs africains doivent chercher à accroître leur pénétration du marché des sciages dans la CEE, en Thaïlande, au Japon et en Corée et d'autres NPI asiatiques. Tels semblent être les plus gros marchés de sciages tropicaux pour demain.

D'autre part en exportant les sciages, on réduit le prix de revient au mètre cube en réduisant le volume à transporter par mètre cube de grume abattue, et on transporte un produit à meilleure valeur ajoutée.

Il sera nécessaire, afin d'améliorer la qualité des sciages à l'export, d'en améliorer le conditionnement, notamment en réduisant le taux d'humidité à au moins 13 % par un séchage approprié.

Les plus gros importateurs de placages, en 1990, sont le Japon (118000 m3), l'Allemagne (91000 m3), l'Italie (70000 m3), la France (31000 m3), le Brésil (30000 m3), les USA (22000 m3).

Globalement, les importations de placages des pays membres de l'OIBT étaient de 466000 m3 en 1990, dont le quart par le Japon et un peu plus de la moitié par la CEE. Il faut souligner qu'en 1988 les USA étaient le principal importateur de placages tropicaux, ils sont aujourd'hui passés derrière le Brésil, leur fournisseur traditionnel. C'est peut-être là le signe des difficultés croissantes, pour des raisons écologiques, que les bois tropicaux rencontreront de plus en plus sur le plus grand marché du monde.

Leçon: Des politiques appropriées visant à accroître la production de placages des usines actuelles de la CEEAC et un meilleur ciblage des marchés vers le Japon et la CEE devrait permettre de placer une production accrue de placages de la CEEAC.

Quant aux contreplaqués, les grands pays importateurs de contreplaqués restent de loin le Japon et les USA, suivis ensuite par la Chine, le Royaume-Uni et la Corée. La majorité des importations japonaises et américaines proviennent d'Indonésie à 98 % et 81 % respectivement en 1990. L'Indonésie a acquis une position dominante sur le marché de contreplaqués japonais où, en 1990-1991, les importations en provenance d'Indonésie ont représenté 97 % des importations japonaises de contreplaqués et 30 % de sa consommation totale, dont 70 % sont produits au Japon à partir de grumes importées. La majorité des importations chinoises et coréennes de contreplaqués, au total 1,73 millions de m3 proviennent également d'Indonésie.

Leçon: Le marché mondial du contreplaqué semble bien dominer par l'Indonésie qui a mis en place une politique, pratiquement nationale, pour l'appriivoiser, à telle enseigne qu'un pays

comme le Japon a entrepris des négociations avec l'Indonésie pour tenter de protéger son industrie nationale de la menace de dumping des contreplaqués indonésiens.

Pour les producteurs de contreplaqués de la CEEAC, il faut observer l'évolution de ce marché, accroître la productivité des usines actuelles au Gabon, au Congo, au Zaïre et au Cameroun en renforçant la consommation intérieure. Il faudra également évaluer les perspectives financières et commerciales de joint-ventures avec la Chine et la Corée, pays dont la consommation intérieure augmentera de façon substantielle à l'avenir sous la double pression de l'évolution économique et démographique.

Pour tous les produits précédents, et notamment les produits transformés, il convient d'évaluer les perspectives commerciales des pays européens de l'Est et de la Communauté des Etats Indépendants (ex-URSS) qui représentent un marché de près de 400 millions d'âmes. A l'issue des réformes politiques et économiques en cours dans ces pays, il est permis de penser que la croissance économique va être relancée, et elle induira une forte consommation de produits de bois pour la construction. Une prospection aux fins commerciales et d'établissement de joint-ventures pourrait être utile. La reconstruction de l'ex-Allemagne de l'est présente des perspectives similaires.

Sixième Partie

BREF PANORAMA DES INDUSTRIES FORESTIERES PAR PAYS

6. BREF PANORAMA DES EXPLOITATIONS ET INDUSTRIES FORESTIERES PAR PAYS.

6.1. LE CONGO.

Nous ne reviendrons pas sur la situation économique préoccupante de ce pays dont l'économie est actuellement en cours d'ajustement structurel.

Le Congo dispose d'une importante superficie forestière exploitable, 14 millions d'hectares. Avec 831000 m³ de grumes exploitées en 1989, ce potentiel reste largement sous-exploité, notamment dans la forêt du nord (10 millions d'hectares) qui n'est pratiquement pas entamée et recèle une grande diversité d'essences.

Notons également au rang des atouts de ce pays le développement spectaculaire des plantations d'eucalyptus qui obtiennent des rendements parmi les meilleurs du monde. Le Congo avait entrepris cette activité dans la perspective de l'approvisionnement d'une usine de pâte à papier. Ce projet n'a plus vu le jour à cause des difficultés économiques survenues entre-temps.

Ce projet, à première vue intéressant, correspond tout à fait à une optique régionale. Il devrait donc être analysé dans cette perspective, et en tirant toutes les leçons de la malheureuse expérience camerounaise dans l'affaire CELLUCAM qu'aux dernières nouvelles un groupe indonésien voudrait relancer. Affaire à suivre de près donc.

On note également au Congo une dizaine d'installations industrielles pour la production de contreplaqués et de sciages qui sont soit fermées soit sous-utilisées. Des possibilités de réhabilitation d'entreprises sont donc à considérer dans ce pays, notamment dans le cadre des opérations de privatisation.

Il existe également au niveau de la transformation secondaire une activité artisanale dont le volume et la qualité des produits pourraient croître et s'améliorer moyennant une assistance appropriée dans la formation, l'approvisionnement en bois de bonne qualité, la fourniture d'appuis dans le design, le financement du fonds de roulement, et le marketing des produits.

Les principales contraintes de ce pays par rapport à l'exploitation et à l'industrie forestière sont:

- la déliquescence de l'environnement économique: déséquilibre des finances publiques; lourd endettement; épargne intérieure inexistante; capacité réduite d'endettement extérieur.
- l'inefficience du système financier;

- Une trop grande interférence de l'état dans le secteur productif;
- l'inefficience du réseau de transport;
- la qualification insuffisante du personnel;
- l'étroitesse du marché congolais;
- la faible utilisation des produits du bois;
- l'Office Congolais du Bois dont l'inefficience dans la commercialisation et la promotion du bois congolais a été mise en évidence plus avant. Sa suppression est recommandée dans plusieurs diagnostics.

6.2. LA RCA.

Avec une superficie exploitable de 2,7 millions d'hectares de forêts, la RCA a un potentiel forestier relativement intéressant, qui est également sous-exploité avec une production annuelle de grumes qui ne dépasse pas 200000 m3.

L'exploitation y est également très sélective avec une forte concentration sur trois essences : le sapelli, le sipo, et l'ayous.

L'exploitation et l'industrie forestières sont presque totalement sous contrôle étranger.

Les principales faiblesses de la RCA sont:

- sa croissance économique négative ou tout au mieux stagnante;
- son marché intérieur étroit et de faible pouvoir d'achat;
- son enclavement qui rend difficile et coûteux l'évacuation de ses produits;

L'amélioration des réseaux de transport congolais et zaïrois aura des effets bénéfiques sur l'écoulement des produits centrafricains aussi bien sur les marchés de la sous-région que sur ceux de l'exportation.

Il faut souligner l'avantage de la main-d'oeuvre centrafricaine dont le coût est bien inférieur à celui des autres pays forestiers (le Congo, le Gabon et le Cameroun) à l'exception du Zaïre. Le coût de la main-d'oeuvre, toutes charges comprises, a été évalué en FCFA par homme-an: Zaïre (350000); RCA (450000); Cameroun (1200000); Congo (1400000); Gabon (2000000).

Avec la création d'un véritable marché régional, l'amélioration du réseau de transport intrarégional, sa main-d'oeuvre bon marché, l'amélioration de la formation de son personnel dans des institutions de formation régionales, la RCA devrait pouvoir tirer le meilleur parti de sa forêt.

6.3. LE GABON.

Réserve forestière riche, 22 millions d'hectares, pour une production annuelle d'environ 1,7 millions de m³ de bois, le potentiel forestier gabonais reste largement sous-exploité, avec le plus faible taux de transformation de la sous-région, 19 %.

On note également une prédominance d'une essence, l'okoumé, qui représente plus de 75 % du volume de production et plus de 80 % de celui des exportations.

Avec une faible population estimée à un peu plus d'un million d'habitants, les perspectives de développement de l'industrie gabonaise du bois sont essentiellement régionales aussi bien pour l'écoulement de certains produits finis ou semi-finis (contreplaqués et sciages) que pour l'approvisionnement d'autres usines de la sous-région en matières premières.

Ce pays a mis en place une importante unité de fabrication de contreplaqués (d'une capacité de près de 80000 m³ par an). Cette unité connaît de graves difficultés actuellement. IL faut envisager la possibilité de la céder à un partenaire potentiel européen ou asiatique (coréen, chinois ou japonais) qui sont les plus gros consommateurs de contreplaqués.

6.4. LE CAMEROUN.

Ce pays a une réserve forestière productive importante (17,4 millions d'hectares), un marché intérieur relativement intéressant, un tissu industriel bien diversifié et des populations très entreprenantes.

Avec une production de 2 millions de m³ de grumes par an, son potentiel forestier reste encore largement sous-utilisé. Le Cameroun a un taux de transformation de l'ordre de 60 % qui le classe donc premier sur ce plan au niveau de la sous-région (Nous avons déjà souligné que le taux de transformation de 70 % du Zaïre n'est pas très significatif compte tenu du faible volume de production grumière de ce pays et de ses énormes besoins qui demeurent largement insatisfaits).

Le réseau de transport fonctionne relativement bien ainsi que celui des télécommunications.

La transformation secondaire est très importante en volume et dominé largement par le secteur informel. Tandis que l'exploitation forestière et la première transformation sont contrôlées par les entreprises étrangères, le secteur secondaire est dominé par les petites menuiseries et artisans camerounais.

La qualité et la gamme actuelles de leurs fabrications (meubles, lits, bibliothèques, living etc.) indiquent l'existence d'un énorme potentiel dans ce secteur.

Le secteur informel est actuellement handicapé par des difficultés d'approvisionnement en bois de bonne qualité, la réalisation de formes spécifiques, la conception et l'exécution de

mobilier, l'organisation de la fabrication et le contrôle de qualité, le financement du fonds de roulement et le marketing des produits.

Pour l'exploitation forestière et la transformation primaire, les capacités sont largement sous-utilisées, et ce pays doit pouvoir accroître la valeur ajoutée de ses productions, favoriser l'exploitation et l'utilisation des essences secondaires pour le marché intérieur et régional, produire plus de sciages à partir des essences nobles de bonne qualité pour le marché export, et prospecter de nouveaux marchés pour les autres fabrications (placages, contreplaqués).

Le Cameroun est un pays moteur dans la mise en oeuvre d'une stratégie régionale de développement de la filière bois compte tenu du degré de développement de cette filière dans ce pays et à tous les stades, et de la densité de son tissu industriel, la plus forte de toute la sous-région

Les principales contraintes actuelles de ce pays sont:

- la présence de l'état dans certaines entreprises publiques et parapubliques qui sont toutes en perte de vitesse (SOFIBEL, COCAM). Les réformes économiques et institutionnelles en cours visent, entre autres, à redéfinir le rôle de l'état qui deviendrait plus régulateur et garant du respect de la législation que producteur; par ailleurs l'état devrait créer un environnement favorable au renforcement du rôle du secteur privé dans l'économie.
- le ralentissement de la croissance économique qui va affecter le secteur de la construction, et par ricochet la demande intérieure de matériaux de construction;
- le déséquilibre des finances publiques, l'endettement de l'état, la faiblesse de l'épargne intérieure, la diminution de la capacité d'endettement de ce pays qui vont être tous préjudiciables à la relance de l'activité économique.
- le système financier dont les services et produits restent largement inadaptés aux besoins de l'industrie.
- le système éducatif qui devra promouvoir et valoriser beaucoup plus les filières techniques et professionnelles.
- l'inconvertibilité du CFA par rapport au NAIRA qui empêche le Cameroun de tirer pleinement avantage de l'important marché de son voisin, le Nigéria. Même problème avec le Zaïre.

6.5. LE ZAIRE.

La taille de ce pays, l'importance de sa réserve forestière (125 millions d'hectares), la deuxième du monde après le Brésil, son marché intérieur (35 millions d'habitants), l'immensité et la diversité de ses richesses naturelles, et enfin ses populations ingénieuses et

industrielles sont sans aucun rapport avec l'état de sous-exploitation de son potentiel forestier.

Ce grand et riche pays est littéralement tué par l'omniprésence et l'omnipotence de l'état dans tous les secteurs de la vie économique à cause d'une mauvaise gestion des ressources publiques qui a entraîné une kyrielle de maux:

- le déséquilibre des finances publiques, un lourd endettement, une inflation à trois chiffres, une croissance négative, une instabilité monétaire notoire.
- l'incapacité d'assurer l'entretien, le renforcement et le développement du réseau d'infrastructures;
- l'instabilité et l'inconvertibilité de la monnaie ont entraîné le développement d'une économie informelle, et ont réduit l'efficacité des mécanismes bancaires et financiers;
- la pénurie de devises aggrave les problèmes de maintenance à cause des difficultés d'importation de pièces de rechange;
- la dévalorisation des ressources humaines par la dégradation de la qualité de l'enseignement.

La crise politique actuelle est une lourde hypothèque pour l'investissement privé dans ce pays. Elle est pourtant une nécessité impérieuse pour asseoir les institutions de ce pays sur des bases plus démocratiques si on veut améliorer l'allocation des ressources publiques, et enfin pour asseoir une culture économique compatible avec la logique d'efficacité économique où le secteur privé devra jouer un rôle plus important, l'état se limitant à créer un cadre institutionnel plus favorable à l'expansion des affaires.

Septième Partie

LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES

7. ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET RECOMMANDATIONS.

Nous répétons que nous donnons dans ce rapport des orientations stratégiques dont la mise en place nécessitera des études d'exécution détaillées. Tout plan opérationnel, nous en sommes persuadés est voué à l'échec, en l'état actuel de l'environnement culturel, technologique, économique et politique de l'Afrique en général, et de la sous-région en particulier.

Qu'on l'appelle ajustement ou restructuration, il faut des réformes institutionnelles et économiques d'envergure pour créer un nouvel environnement capable d'attirer les capitaux, l'investissement, les entrepreneurs et leur fournir les conditions les plus favorables au développement de leurs affaires.

Les piètres performances économiques de l'Afrique de manière générale, et de la sous-région en particulier, ont révélé entre autres les faiblesses de l'environnement et son incompatibilité avec la logique d'efficience économique.

7.1. Les orientation stratégiques

Les ORIENTATIONS STRATEGIQUES proposées ici visent à:

- accroître la productivité de l'exploitation et de l'industrie forestière par une accroissement de la productivité des facteurs. Cet accroissement de productivité doit se traduire concrètement par une série de paramètres: l'accroissement de la valeur ajoutée par unité monétaire ou heure-homme ou heure-machine engagée dans l'activité industrielle et forestière; par l'augmentation des taux d'extraction de la matière ligneuse en forêt; par l'augmentation du rendement matières à l'usine; par l'abaissement du prix de revient; par l'élargissement de l'éventail et de la qualité des fabrications bois.
- améliorer le commerce intrarégional du bois et de ses produits dérivés et en accroître l'intensité.
- accroître les exportations des produits bois de la sous- région à forte valeur ajoutée (sciages, prédébités, placages, contreplaqués etc.).
- favoriser l'éclosion d'opportunités industrielles régionales en attirant dans la sous-région des détenteurs de capitaux, de technologies et de marchés (Japonais, Coréens, Chinois, Indonésiens, Européens).
- attirer les investissements étrangers privés aussi bien étrangers que régionaux dans la filière.
- attirer les capitaux institutionnels pour le développement de la filière bois.

Les ORIENTATIONS STRATEGIQUES PRECEDENTES sont fondées sur un certain nombre de PREMISSES ou VALEURS qui doivent préalablement être acceptées de tous les ACTEURS.

_ la libéralisation de l'économie et la libre entreprise doivent être le principal moteur des économies.

- l'entreprise doit être financièrement rentable de manière à rémunérer les actionnaires, payer les impôts à l'état et entretenir ou renouveler l'outil de production. Pour cela il faut qu'elle soit compétitive. Elle doit par conséquent être gérée dans le respect des règles d'efficience économique.

- le secteur privé doit jouer un rôle majeur dans la politique de redéploiement de la filière bois en opérant ses propres choix en termes de politiques d'investissement, de modes de financement, de choix de localisation, de décisions de fusion, d'acquisition ou d'absorption etc. Car il est incompréhensible de demander, d'une part, à l'état de laisser ou diminuer son rôle de producteur dans le cadre d'une politique d'ajustement, et, d'autre part, d'accentuer son rôle dans la sélection d'opportunités industrielles régionales.

- les gouvernements de la sous-région devront, en cas de volonté réelle de construction d'une communauté économique, limiter leurs rôles à :

- a) définir les politiques générales et leurs objectifs macro-économiques;
- b) créer un cadre institutionnel, législatif, juridique, administratif, réglementaire, comptable et fiscal cohérent et compatible avec les politiques précédentes, et attractif aux investisseurs privés.
- c) adopter des outils appropriés et former du personnel au suivi et au contrôle du respect du cadre institutionnel.
- d) favoriser l'émergence d'un système financier capable de fournir aux opérateurs de la filière des services et produits adaptés à leurs besoins.
- e) créer des cadres de formation des ressources humaines de façon qu'elles puissent efficacement répondre aux besoins en personnel des activités de la filière tant au niveau de la production que du contrôle d'application du cadre institutionnel.

Les gouvernements ont déjà fort à faire pour concevoir, élaborer, et faire respecter leurs politiques. Leur implication dans le système productif compromet le plus souvent la qualité du contrôle du respect du cadre réglementaire, fiscal, technique, comptable et juridique.

C'est dans cette optique que les orientations suivantes sont recommandées.

7.2. Recommandations

7.2.1. Création d'un Office du Bois de la CEEAC

La création d'un OFFICE DU BOIS DE LA CEEAC qui serait chargé de l'étude, de la mise en oeuvre et du suivi d'application de politiques pour le redéploiement de la filière bois dans la sous-région.

Un tel organe ne fait pas double emploi avec l'Organisation Africaine du Bois (OAB). Il nous semble simplement que celle-ci a une zone d'intervention tellement étendue qu'il lui est difficile de prendre en compte les besoins et problèmes spécifiques de la sous-région.

Sans que la liste suivante soit exhaustive, cet organisme serait entre autres chargé de:

- l'harmonisation des législations forestières dans la sous-région.
- l'élaboration d'un code forestier sous-régional.
- l'élaboration et l'harmonisation des méthodes d'exploitation forestière dans une optique d'aménagement rationnel soutenable.
- l'établissement des normes communes de produits, et autant que faire se peut, conformes aux normes internationales. etc.
- la conception, l'élaboration et la mise en place cadre réglementaire, juridique, fiscal et comptable adapté à l'exploitation, à la transformation et au commerce du bois et de ses produits.

On ne peut valablement contrôler l'efficacité d'une action que lorsqu'elle est codifiée en termes de résultats (objectifs) recherchés, de délais pour les obtenir et de critères d'évaluation des performances.

L'absence d'un cadre objectif et rigoureux d'appréciation des activités du bois, à tous les stades de sa transformation et de son commerce, crée le flou et encourage le laxisme.

Un tel cadre ne doit pas être perçu comme une contrainte. Libéralisme n'est pas synonyme d'anarchie. Le pays le plus libéral du monde, les Etats-Unis, a codifié l'exercice des activités dans tous les domaines. Le cadre doit être transparent et favoriser une saine concurrence, il y va de l'intérêt de toutes les parties prenantes.

Les avantages d'un tel cadre sont pour les opérateurs:

- l'harmonisation des méthodes de travail;
- l'harmonisation des méthodes comptables;

- la normalisation des produits;
- l'harmonisation et l'uniformisation des procédures fiscales;
- la facilitation du commerce intra-régional;
- la simplification des procédures de contrôle administratif, fiscal et douanier.

Pour l'état, le suivi et le contrôle d'exécution des politiques sont rendus plus aisés parce que:

- les objectifs sont précis et quantifiés;
- les méthodes et la présentation comptables et fiscales sont bien codifiées et harmonisées (composition de la structure de coûts pour chaque activité).
- les critères de performances sont définis de façon plus précise.

Le budget de cet organisme doit être calculé autant que possible sur la base de critères qui reflètent sa contribution à l'atteinte des objectifs qui lui sont assignés.

De manière générale, la rémunération des structures d'assistance ou de promotion de la filière bois proposées ci-après doit comporter une composante liée aux résultats obtenus.

7.2.2. L'amélioration de la connaissance de la ressource forestière

Il faut améliorer la CONNAISSANCE DE LA RESSOURCE FORESTIERE DE LA SOUS-REGION par :

- la réalisation de la cartographie et de l'inventaire des formations forestières de la sous-région.

Il est important d'approfondir la connaissance du patrimoine forestier de la sous-région pour définir des programmes d'aménagement, élaborer des stratégies plus pertinentes et plus efficaces.

Dans cette optique nous proposons au sein de l'office la création d'un département qui sera chargé de la conservation et du développement de la ressource forestière.

Un tel projet, suffisamment attrayant pour les organismes sensibles à la protection de l'environnement, devrait pouvoir emporter leur adhésion pour être éligible à certains types de financement. Nous pensons entre autres à l'OIBT, à la Banque Mondiale, aux fonds bilatéraux ou multilatéraux des pays tels que l'Allemagne, la Suède, la Suisse, les Etats-Unis , l'Angleterre , et aux ONG.

7.2.3. La création d'un office d'Aménagement des voies de communication

La gravité des difficultés d'évacuation des produits du bois liée à l'insuffisance du réseau de communication dans la sous-région nous a conduit à proposer la création d'un OFFICE D'AMENAGEMENT DE VOIES DE COMMUNICATION pour l'évacuation des produits forestiers en Afrique Centrale.

Cet Office devra entreprendre l'audit des moyens existants pour l'évacuation des produits forestiers et proposer plan "TRANSPORT BOIS" pour la sous-région.

Cet Office, géré sur des bases privées et de rentabilité, devrait avoir la participation des états, des bailleurs de fonds institutionnels et privés. Il existe aujourd'hui des infrastructures construites sur une base privée tant au niveau de leur financement que de leur exploitation (par exemple le tunnel sous la manche entre l'Angleterre et la France).

Les fonds initiaux des états devraient provenir de la collecte d'une taxe d'abattage de grumes de l'ordre de 300 à 500 fcfa/m³. Au volume abattu aujourd'hui, elle représenterait par an entre 1,6 milliards et 2,7 milliards de fcfa par an.

Vingt pour cent de cette somme, i. e. environ 300 à 500 millions de fcfa, devront permettre le financement d'une cellule d'ingénieurs pour commencer les études de faisabilité de ces infrastructures. Le reste de l'argent devrait être bloqué dans un compte en Suisse productif d'intérêts.

Plus tard les usagers de ces routes seraient soumis au paiement d'une taxe d'utilisation (système de péage) selon des modalités de calcul à établir par les études.

7.2.4. La création d'un Centre de Promotion du Bois de la CEEAC

Les échecs enregistrés par l'OCB au Congo et la SNBG au Gabon ne doivent pas occulter l'importance de cette fonction pour la promotion des produits bois de la sous-région.

Ces structures ont échoué parce que créées et gérées par l'état. Le Centre, dont il est question ici, devrait être créé sous la forme d'un groupement d'intérêt économique (GIE) avec une participation majoritaire des opérateurs privés, et une participation minoritaire des états et bailleurs de fonds institutionnels. Sa gestion devrait être assurée par des privés, et ses services devraient être rémunérés dans la mesure du possible.

Il aurait pour missions:

- la promotion des produits bois de la sous-région sur les marchés extérieurs;

- la collecte, le traitement et la diffusion des informations sur les marchés mondiaux du bois et leurs tendances;
- l'organisation et la promotion des contacts entre les producteurs de la sous-région et les acheteurs des grands marchés mondiaux (Europe, Asie, Moyen-Orient, Maghreb, Extrême-Orient etc. .).
- la promotion de l'utilisation des essence peu recherchées d'abord au sein de la sous-région et en Afrique, puis par la suite sur les marchés un peu plus difficiles.
- l'organisation des foires régionales destinées à faire connaître les produits des opérateurs, notamment ceux du secteur informel.
- la préparation de la participation des opérateurs de la sous-région aux foires régionales et internationales.
- la diffusion des informations économiques et techniques sur le bois, la vulgarisation des différentes utilisations du bois, la diffusion des informations sur les activités des opérateurs de la sous-région à travers l'édition d'un JOURNAL DU BOIS DE LA SOUS-REGION.
- l'organisation des rencontres avec les opérateurs de la sous-région afin qu'ils puissent débattre des problèmes de leur secteur et y sensibiliser les décideurs.
- la conception de stratégies promotionnelles (TV, Journées portes ouvertes bois dans les écoles et les universités) en vue de vulgariser la connaissance et les usages du bois.
- le budget du centre doit comporter un élément lié aux résultats atteints; et la rémunération du personnel devra avoir un élément d'intéressement aux résultats.

7.2.5. La réalisation d'une étude sur la compétitivité des exploitation et des industries forestières de la CEEAC

Une telle étude est d'une importance capitale pour mettre en évidence notre position concurrentielle sur les marchés mondiaux du bois, produit par produit, par rapport aux pays concurrents, notamment ceux d'Asie, et dans une moindre mesure ceux d'Amérique Latine.

Cette étude analyserait les structures de production des industries de la sous-région par rapport à celles équivalentes des pays concurrents, les coûts respectifs des facteurs, les bilans matières comparatifs. Une telle étude exige de toute évidence une base de données fiables, et des voyages d'études dans les pays concernés. Elle est va au-delà des termes de référence de cette étude, sinon le budget et le temps alloué à celle-ci ne permettent pas de la réaliser.

7.2.6. La création des Instituts de Formation et de Technologies du Bois

Ces Instituts destinés surtout au secteur informel de l'industrie secondaire du bois émanent du constat des insuffisances identifiées plus haut dans ce rapport.

Ils auraient trois volets:

- des programmes de formation formelle (cours académiques) sur les métiers du bois.
- des programmes de perfectionnement dans l'industrie secondaire du bois (stages , ateliers et séminaires).
- un centre de technologie appliquée du bois desservant les besoins spéciaux du secteur informel, et servant également de laboratoire pour la formation.

Compte tenu de l'étendue des pays de la sous-région, nous avons pensé à trois instituts qui fonctionneraient sur la base des mêmes programmes et du même matériel didactique. Cela faciliterait l'échange du personnel de formation et la reproduction du matériel didactique, et en réduirait le coût.

7.2.7. La création de Centres de Maintenance des Equipements Forestiers et de Formation

Nous avons vu à quel point le manque de maintenance des équipements, les difficultés d'approvisionnement en pièces détachées pouvaient contribuer à réduire la productivité des engins.

La présence de deux ou trois centres similaires , sous la même supervision, réduirait le coût d'approvisionnement des pièces, faciliterait la maintenance des équipements.

Le volet formation porterait sur les spécialités suivantes: MECANIQUE, ELECTRO-MECANIQUE, ELECTRICITE, ELECTRONIQUE, AJUSTAGE etc. Cette formation comprendrait un programme académique formel (niveaux techniciens supérieurs et ouvriers qualifiés), des stages et séminaires de perfectionnement.

7.2.8. La création d'un Crédit Forestier Régional

La nécessité d'un tel organisme émane du constat de l'inadaptation des produits et services financiers du système bancaire classique aux besoins spécifiques des industries forestières et de transformation du bois.

Mais l'expérience prouve qu'une telle structure vivant à l'ombre de l'état est rarement efficace.

Voilà pourquoi une telle création, si cruciale pour le financement du secteur, doit avoir une large participation des opérateurs du secteur, des institutions financières privées et des bailleurs de fonds internationaux, et l'appui moral des états.

Les ressources n'ont pas besoin d'être importantes au départ, c'est leur bonne utilisation qui les fera fructifier et sera le gage pour la mobilisation de ressources supplémentaires auprès de différents bailleurs de fonds.

Cet organisme disposerait d'un corps (d'ingénieurs et économistes) spécialisés dans l'évaluation des projets liés à l'exploitation et aux différentes transformations du bois. La présence de telles ressources réduira les risques d'erreur généralement rencontrée dans les organismes de financement non spécialisés, parce que l'absence de connaissance spécifique d'un secteur d'activité ne permet pas de bien apprécier les facteurs de risque ou de réussite inhérents à cette activité. Ce qui très souvent aboutit à un processus aléatoire avec le risque de rejeter le bon projet et d'approuver le mauvais.

Les prestations du crédit foncier pourraient concerner: le financement des investissements par prêts, l'octroi de garanties pour des financements extérieurs, le leasing pour certains types de matériel, le financement des exportations etc.

7.2.9. La réalisation d'une Etude sur la Réhabilitation des Entreprises en Difficulté du Secteur.

Nous avons rencontré au cours de nos visites sur le terrain de nombreuses entreprises en difficultés, et qui pourraient redémarrer de manière rentable si un bon diagnostic était fait et la thérapeutique appropriée appliquée.

Nous avons signalé plus haut les cas de la CFG au Gabon, de SIDETRA, SCBO, SOFARIB au Congo etc.

Tous les projets ci-dessus doivent bien évidemment faire l'objet d'études de faisabilité et d'implantation détaillée afin d'en établir: primo la viabilité, et secundo la configuration technique et économique définitive.

7.2.10. La Réactivation de la Chambre de Compensation de la CEEAC.

Point n'est besoin de s'étendre sur l'importance de cette chambre pour activer, faciliter et stimuler le commerce intra-régional.

Elle se trouve pourtant depuis quelque temps dans un état de léthargie préoccupant. L'expansion du commerce sous-régional du bois est également lié au bon fonctionnement de cet organisme qu'il convient de diagnostiquer en vue de le rendre opérationnel.

7.2.11. Les Idées de Projets

Compte tenu de l'état de sous-exploitation qui caractérise l'exploitation forestière et les différentes transformations, on peut affirmer qu'il existe des opportunités d'affaires à tous les niveaux d'activité: exploitation forestière, scieries, fabrication de prédébités, usine de placages, usine de contreplaqués, fabrique de meubles.

Nous avons retenu celles qui sont données ci-dessous pour leur potentiel d'opportunités commerciales ou industrielles régionales.

Ce rapport a néanmoins mis en exergue un certain nombre de contraintes et faiblesses qui freinent le développement et la réalisation du plein potentiel de ces activités.

Il ne peut donc s'agir à ce stade que d'idées dont la viabilité commerciale et financière mérite d'être établie par des études de faisabilité appropriées.

7.2.11.1. Société de Cabotage Spécialisé dans le Transport Maritime du Bois.

L'idée d'un tel projet émane du constat des difficultés auxquelles sont confrontées les exploitants de la sous-région pour exporter leurs produits hors des destinations traditionnelles, alors qu'aux dires de certains opérateurs certains marchés de l'Asie ou du Moyen-Orient leur échappent à cause du manque de capacité de transport vers ces destinations.

Un bateau spécialisé serait chargé à Douala, descendrait ensuite à Libreville et Port-Gentil, et terminerait son chargement à Pointe-Noire et à Matadi.

Au retour il pourrait être chargé de pièces de rechange et d'autres approvisionnements destinés à l'industrie du bois.

7.2.11.2. Une Entreprise d'Approvisionnement des Industries Forestières et du Bois.

Moult difficultés sont éprouvées ici par les entreprises: coût d'approvisionnement excessif, longs délais de livraison, pénurie de devises, etc. Nous pensons qu'une entreprise régionale desservant les opérateurs de la sous-région contribuerait à atténuer leurs difficultés dans ce domaine.

7.2.11.3. Une Usine de Colle pour Bois

La situation centrale du Gabon, peut être indiquée pour la localisation de cette unité dont la production devrait desservir les besoins en colles industrielles pour bois de toute la sous région.

7.2.11.4. Une Fabrique de Quincaillerie Bois

Nous pensions ici à une implantation au Zaïre qui a une forte tradition du travail des métaux (cuivre, bronze etc.). Il y a d'énormes besoins de quincaillerie dans l'industrie secondaire du bois (serrures, paumelles, poignets etc.).

7.2.11.5. Une Fabrique de Charbon de Bois

Deux unités pourraient être implantées l'une en RCA pour desservir les besoins des pays quasi sahéliens tels que le Tchad, le Soudan , le Nord-Cameroun , et l'autre au Zaïre dans la région du KIVU pour desservir les pays du Grand Lac (Nord-est du Zaïre, le Burundi et le Rwanda).

7.2.11.6. Une Usine de Pâte à Papier.

Il s'agit de l'implantation d'une usine de fabrication de pâte à papier au Congo. Ce pays est choisi à cause de l'existence d'abondantes plantations d'eucalyptus, l'une des matières premières idéales pour la production de pâte à papier.

7.3. CONCLUSION.

L'adoption et la mise en place des orientations stratégiques proposées dans ce rapport nécessitent l'adhésion de tous les acteurs et détenteurs d'enjeux (les gouvernants, les forestiers, les industriels, les exportateurs, les importateurs, le syndicats forestiers, les artisans etc.) pour faire de l'exploitation et des industries forestières UN CENTRE D'EXCELLENCE DANS LA CEEAC.

Si ces orientations sont approuvées par l'ONUDI et la CEEAC, nous suggérons la tenue d'un colloque sur le thème suivant: DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE BOIS DANS UNE PERSPECTIVE REGIONALE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES.

Les conclusions de ces assises seront transmises au Secrétariat Général de la CEEAC qui jugera, selon l'issue, de l'opportunité de les soumettre à l'approbation des chefs d'état pour la poursuite du programme qui sera arrêté le cas échéant.

BIBLIOGRAPHIE.

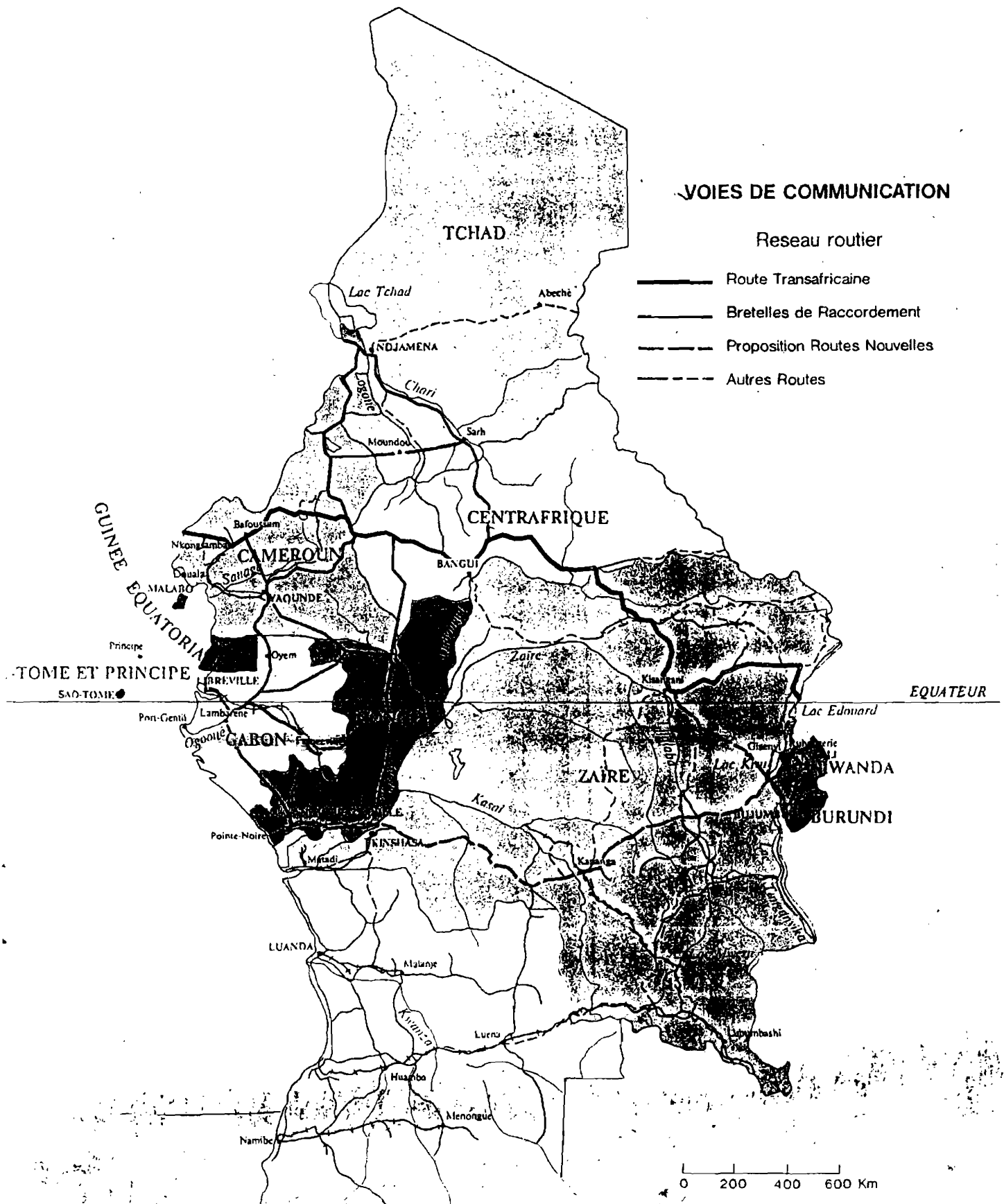
1. Esquisse Financière et cadre macro-économique à moyen terme (Avant-projet)- 07 Octobre 1989. Ministère du Plan et de l'Economie, République du Congo.
2. Premier Prêt à l'ajustement structurel (Prêt N° 2866) Rapport d'achèvement - 20 Mars 1990. Département géographique 1, Région Afrique. Division des Opérations géographiques, BIRD.
3. Situation des industries forestières en République Populaire du Congo, par Jan Cernoch, Consultant FAO, Rome 1986.
4. CONGO et GABON: Le Monopole de l'exportation du bois: ses conséquences économiques et financières pour l'état. Rapport de mission présenté par M. Adalbert Harap, Conseiller pour la commercialisation des bois tropicaux (1 Avril - 2 Juin 1987). Organisation Africaine du Bois et CNUCED -GATT (Projet RAF/81/030).
5. Le Rapport sur le développement, Banque Mondiale 1990.
6. Programme d'Action Forestier Tropical (PAFT) du Congo Exploitation et industries forestières au Congo Rapport de Karl Schmincke, 1991.
7. PAFT CONGO: Commercialisation des produits forestiers congolais. Rapport de mission Mai-Juillet 1991 BAD/FAO par Roland Jaffré et Faustin Otouba.
8. Technical Services for small-scale industries UNIDO VIENNA 1970.
9. Production et commercialisation du bois dans les pays membres de l'OAB. Cas de la République Centrafricaine Rapport présenté par M. Philémon Selebangué. CNUCED/GATT Projet RAF/87/073.
10. ZAIRE: Examen des dépenses de l'Etat Rapport de la Banque Mondiale N° 8995-ZR, Juin 1991.
11. Plan d'Action Forestier Tropical du Zaïre (PAFT). Rapport Principal 1990.
12. Etude de l'offre de bois transformé (Zaïre) /OAB. Rapport présenté par M. Masupa Kambalé - Consultant national pour la commercialisation des bois tropicaux (15 oct. - 15 nov. 1990). Projet N° RAF/87/073. CNUCED/GATT.
13. Etude de faisabilité d'un complexe forestier au Cameroun. Rapport présenté à la Société Nationale d'Investissement par Poulin/Thériault Inc. , Québec Canada, sept. 1988.
14. PAFT CAMEROUN - Rapport de synthèse PNUD/FAO, 1988.
15. Nouvelles capacités de production industrielle dans le secteur forestier (République du Gabon) par Jan Cernoch Consultant FAO, 1986.
16. Différents rapports de la Banque Mondiale sur l'économie camerounaise, de 1988 à 1990.
17. Tableau de bord de l'Economie Gabonaise: situation 1990 Perspectives 1991. Ministère de la Planification, de l'Economie et de l'Aménagement du Territoire.
18. Rapport du Conseil National du Crédit BEAC, 1990.

19. Plan Directeur d'Industrialisation du Cameroun. Etude sectorielles sur les industries forestières et du bois ONUDI 1989.
20. Stratégies et plans d'action de la filière bois au Zaïre par INTER G 1991.
21. Global Economic Prospects and the Developing Countries by the World Bank, Washington D. C. April 1992.
22. The Competitive Advantage of Nations by Michael E. Porter
The Free Press (Mac Millan Inc.), 1990

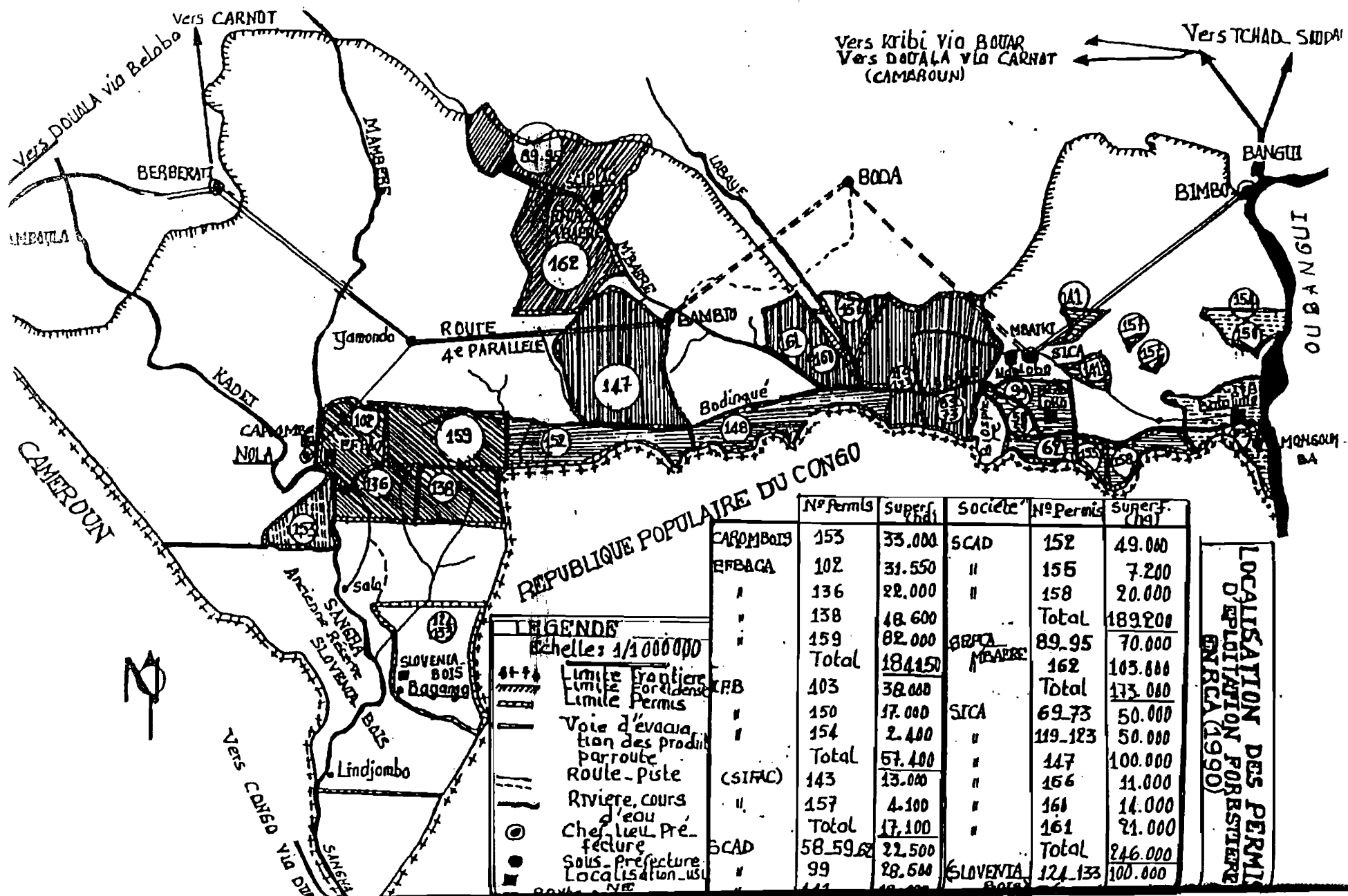
ANNEXES

- Termes de références de le mission
- Carte forestière des cinq pays forestiers de la CEEAC
- Schéma des activités de la filière bois

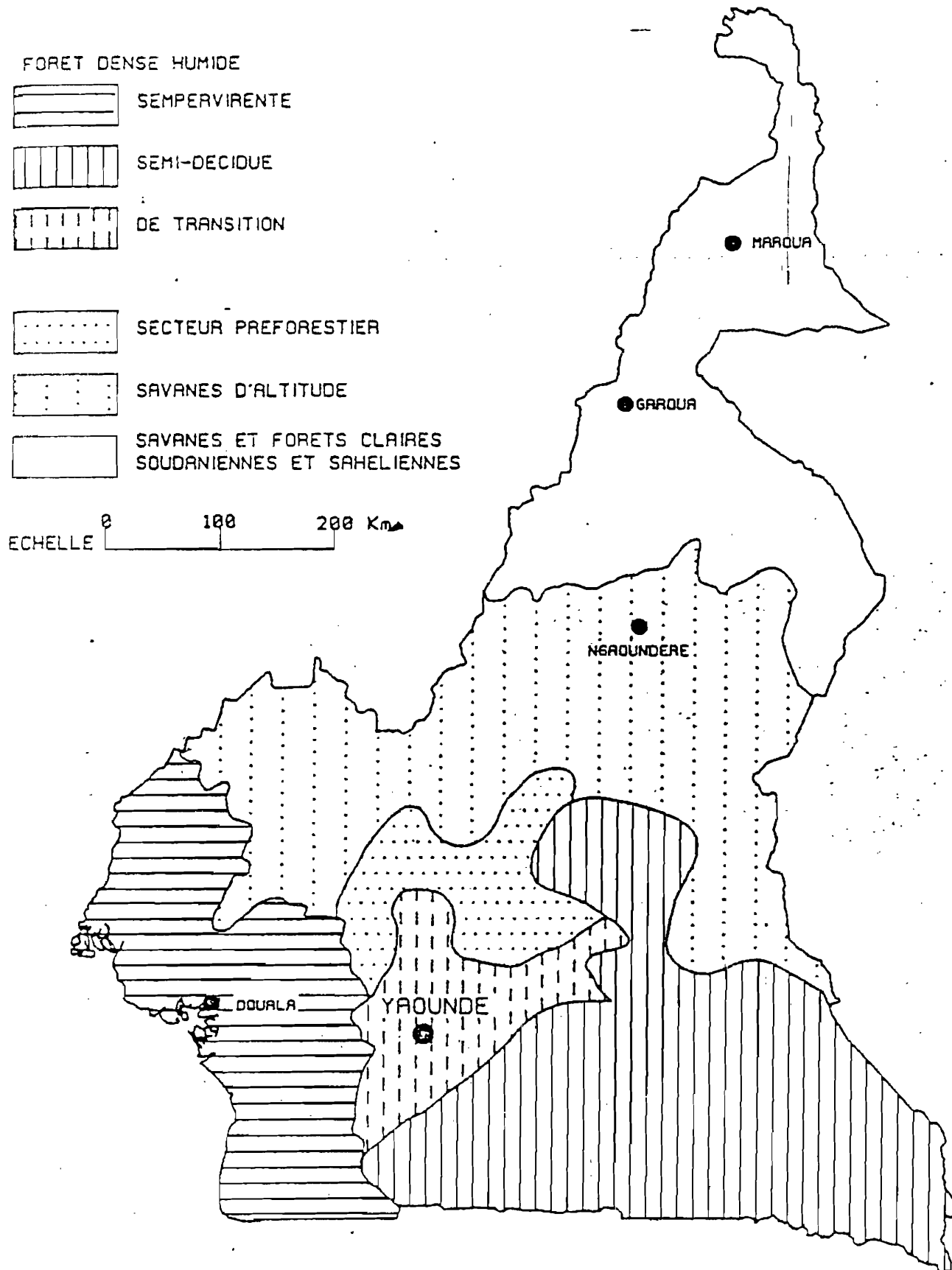
LES ETATS MEMBRES DE LA C.E.E.A.C.



CARTE R.C.A.

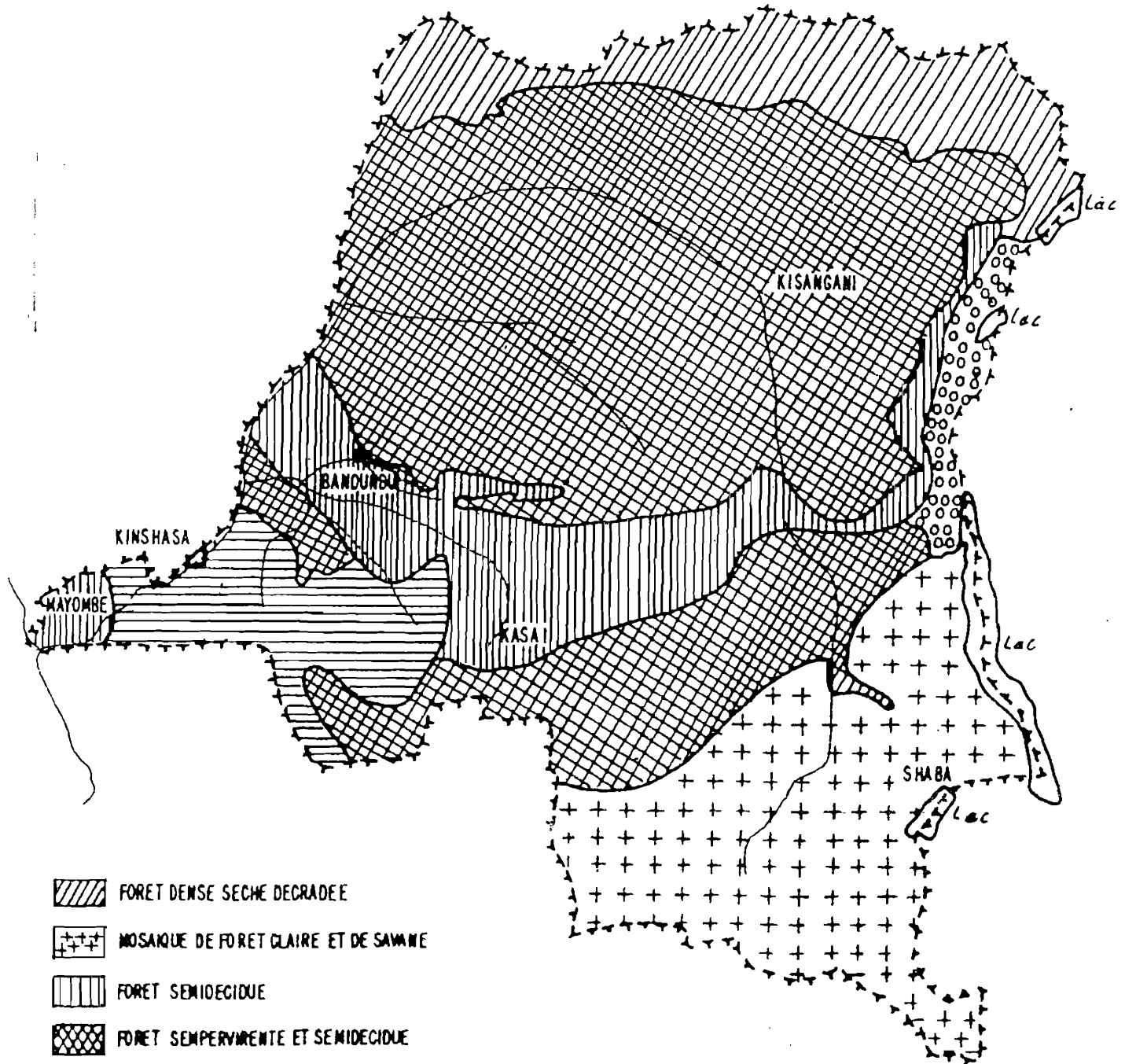








CARTE SCHEMATIQUE DES FORMATIONS FORESTIERES DE CAMEROUN



REPUBLIQUE DU ZAIRE

CARTE FORESTIERE



-  FORET DENSE SECHE DEGRADEE
-  MOSAQUE DE FORET CLAIRE ET DE SAVANNE
-  FORET SEMIDECIDUE
-  FORET SEMPERVERNE ET SEMIDECIDUE
-  SAVANE ARBOREE ET SAVANE HERBEUSE
-  VEGETATION DE MONTAGNE

Km 100 0 100 200 300 400 500

REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO

REP. UNIE DU CAMEROUN

S.F. Nord :

Z1 Likouala :

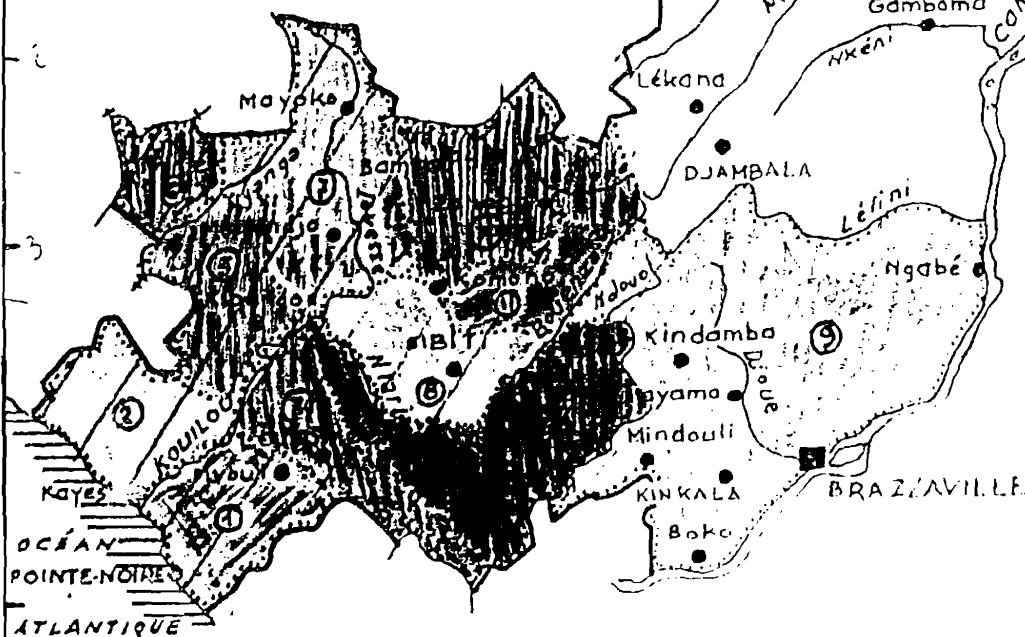
1. UFA Mayallé FNC
2. " Nimbéli COFOMI
3. " Lopela
4. " Missa SFM
5. " Loubonga LANDWOB
6. " Mokabi
7. " Noumbaté
8. " Loundougou
9. " Ipendja
10. " Bétou SOFORIB

Z2 Sangha :

- K. UFA Ouest SOCALIB
- L. " Centre SFAC
- M. " Est SCBO
- N. " Pokola CIB
- O. " Kaba BOISSANGHA

REP. GABONAISE

REP. DU ZAIRE



..... Limite UFA.

Secteur Forestier Nord.

Secteur Forestier Centre.

Secteur Forestier Sud.

Echelle 1/4 500 000

0 50 100 150 200

S.F. Sud :

- UFA Sud 1 (P/Noire)
- " " 2 (Kayes)
- " " 3 (Niari-Kimongo)
- " " 4 (Bouenza)
- " " 5 (Kibangou)

- UFA Sud 7 (Mossendjo)
- " " 8 (Sibiti)
- " " 9 (Pool)
- " " 10 (Zanaga Nord)
- " " 11 (Zanaga)

2. Au titre de la mission "filiale bois":

Le consultant sera responsable de l'étude stratégique de la filière "bois" dans la CEEAC. Cette étude vise à identifier les opportunités concrètes et à préparer un plan sectoriel pour le développement intégré de l'industrie du bois à l'échelle de la CEEAC, dans le but de promouvoir la coopération entre les Etats membres. Il va de soi que ce plan sectoriel fera partie intégrante du plan directeur d'industrialisation de la CEEAC.

En étroite collaboration avec l'expert ONUDI responsable du volet industriel du projet, le consultant aura à entreprendre les tâches suivantes:

(i) Brosser un tableau synoptique des activités industrielles du bois dans la CEEAC, mettant en exergue pour chacune de ces activités:

- les principaux systèmes d'approvisionnement (origine et nature des matières premières, quantités, problèmes relatifs à l'approvisionnement, etc.).
- les procédés de transformation (adéquation de la technologie existante, productivité, coûts des facteurs, taux d'utilisation des capacités, etc.).
- les principaux marchés (destination des produits, quantités, accords commerciaux éventuels, etc.).
- la base des ressources physiques/humaines.
- la performance et le potentiel de l'activité, en ce qui concerne sa viabilité technique et économique, sa compétitivité par rapport aux standards internationaux, son degré d'intégration, ses relations avec d'autres secteurs de développement.

- (ii) Sur cette base et en tenant compte des ressources/marchés potentiels et de l'objectif d'intégration économique sous-régionale, dégager les opportunités concrètes d'activités à développer, en fonction des performances économiques attendues (p.ex. potentiel à accroître la productivité/valeur ajoutée) et des avantages comparatifs observés.
- (iii) Examiner les différentes politiques/plans de développement existant dans le secteur, au niveau national et communautaire (notamment les politiques/plans de promotion des investissements, de restructuration, de privatisation) et identifier les éventuels facteurs de blocage et incohérences.
- (iv) Etudier les options disponibles pour améliorer les contraintes identifiées sous (iii).
- (v) Traduire ces opportunités concrètes et options disponibles en des projets qui doivent être spécifiés, localisés et agencés en fonction de leur intérêt économique, au sein d'un plan sectoriel comprenant:
- des programmes d'investissement industriel (restructuration/rehabilitation/création des capacités de production), détaillés sous forme de fiches de projet accompagnées d'une pré-étude de faisabilité (encore sommaire à ce stade),
 - des programmes "horizontaux" fournissant des recommandations en termes de formations intégrées, d'infrastructures communes, de facilités de financement intra-CEEAC, et de tout ce qui concerne de façon générale l'environnement de l'industrie.
 - et des programmes d'accompagnement visant à l'harmonisation, sur différents aspects, des politiques industrielles nationales.
- (vi) Aider, dans tous les domaines relevant de ses compétences, l'expert ONUDI et le Secrétariat de la CEEAC à élaborer le plan directeur d'industrialisation à l'échelle de la CEEAC.

Schéma des activités de transformation du bois

